

Un geste du général Pinochet

Cela s'appelait l'état de perturbation de la paix intérieure. Une formule bien anodine, qui permettait de tout faire, ou presque, y compris des « interrogatoires renforcés », si commodes pour briser les opposants, ou supposés tels. Mais à quoi bon dresser à nouveau le catalogue de l'arbitraire ? En quinze ans, depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui mit un terme à l'expérience Allende, l'ordre régnait au Chili, et l'on sait bien ce que cela signifie. Il semblerait que, depuis le 24 août, tout soit changé. « Officiellement » changé. Le ministre de l'Intérieur, M. Sergio Fernandez, a annoncé que « tous les états d'exception étaient levés ». Il a même ajouté : « Les efforts pour garantir l'ordre public ont porté leurs fruits. »

Réclamée depuis des années par l'Eglise, l'opposition et bon nombre de gouvernements étrangers, cette décision, six semaines avant la tenue d'un plébiscite sur la maintien du régime militaire et de son candidat pour un nouveau mandat de huit ans, n'est pas à proprement parler un coup de théâtre. Et ses effets semblent même bien calculés, à quelques jours - en principe le 30 août - de la désignation officielle du candidat de la junte : selon toute vraisemblance, le général Pinochet.

Forcément donc été à une opposition jusqu'ici sceptique d'enregistrer ce geste de « bonne volonté » : le démocrate-chrétien Patricio Aylwin, a qualifié la décision du gouvernement de « condition minimale » pour la tenue du plébiscite. L'Eglise, de son côté, exprimait aussitôt son espoir de voir ces mesures s'accompagner d'un retour des exilés politiques.

Certes, dans le passé, Augusto Pinochet n'a pas toujours eu dans la conduite des affaires l'aide et la patience subtile d'un joueur de go, mais il a pourtant fait preuve, ces derniers mois, d'une remarquable adresse. En restant tout d'abord maître du jeu militaire, ce qui n'était pas évident. A soixante-deux ans, il est parvenu à museler les réticences des chefs de la junte, dont certains eussent de beaucoup préféré un candidat « civil », ou en tout cas « plus jeune ». Voir un « réferendum constitutionnel ».

Enfin et surtout, en bon stratège, le général a réussi à attirer sur son propre terrain les différentes tendances d'une opposition plus que jamais divisée : en poussant leurs militants à s'inscrire sur les listes électorales, même les plus acharnés partisans du « non » ont en quelque sorte cautionné cet épisode de transition démocratique au scénario entièrement écrit par les militaires.

Il va sans dire que, rendu plus crédible par l'annonce de la levée des mesures d'exception, le plébiscite, s'il est marqué par une large participation et confirme le général dans ses fonctions, bannira plus facilement les doutes de ceux, qui à gauche mais aussi à droite n'ont jamais cru que M. Pinochet soit le meilleur rempart contre le « chaos » si souvent évoqué dans cette campagne.

L'opposition, si elle paraît un peu rassurée, n'en est pas moins sans illusion. Consciente que, quel que soit le résultat du vote, il faudra en passer par des négociations avec l'armée. Et tandis que certains, anticipant leur propre défaite, s'évertuent à obtenir des « garanties » sur la régularité du scrutin, les plus optimistes attendent le 30 août, jour du choix du candidat, pour, en manifestant dans la rue, tester plus sûrement la nouvelle « bonne volonté » du gouvernement.

M 0147 - 0826 0 - 4,50 F

3790147004500 08260

Les massacres ethniques Des dizaines de milliers de victimes au Burundi

Les massacres ethniques qui ont ensanglanté le Burundi ces dernières semaines auraient fait en définitive plusieurs dizaines de milliers de morts, selon des témoignages concordants produits notamment par les réfugiés - en majorité des Hutus - qui continuent d'affluer au Rwanda.

Les autorités burundaises, qui dénoncent une campagne de « désinformation », avaient pour leur part fait état de cinq mille victimes.



Lire page 3 l'article de notre envoyé spécial JOSÉ-ALAIN FRALON

Le mécontentement des salariés

Une rentrée syndicale à risques

Après plusieurs conflits durs au printemps et en été pour des revendications salariales, les dirigeants syndicaux ont mis l'accent sur les problèmes du pouvoir d'achat des salariés. Le secrétaire général de la CGT, M. Henri Krasucki, dans sa conférence de presse de rentrée, le mercredi 24 août, a annoncé une offensive de sa confédération pour l'application et l'extension de la loi d'amnistie en faveur des syndicalistes licenciés.

Les syndicats commencent à redéployer leurs banderoles, à peine enfouies le temps d'une « pause » estivale marquée par quelques conflits durs (imprimerie Didier, mines de Gardanne). C'est déjà la « rentrée ». Après un lever de rideau, militant et symbolique, chez Renault, mercredi 17 août, la CGT, lors de la conférence de presse de rentrée de M. Henri Krasucki, le 24 août, a assuré qu'elle ne faiblirait pas dans l'action. M. André Bergeron, inquiet en permanence des risques d'explosion sociale, presse gouvernement et patronat de jeter du lest et de relâcher un peu la rigueur. Et M. Edmond Maire

rappelle, à juste titre, que parmi les urgences figure la construction de l'Europe sociale d'ici à 1993.

Une « rentrée » comme les autres ? Pas tout à fait. Par rapport à celle de 1987, qui était apparue bien morte, il y a deux changements importants. Le premier est que les syndicats sont de nouveau confrontés à un gouvernement de gauche, ouvert de surcroît à la « société civile ». Mais ils ne sont plus conduits à le considérer comme un allié naturel, comme ils avaient eu tendance à le faire en 1981.

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 21.)

Le onzième congrès international des Archives

La mémoire du futur

Du 22 au 26 août, deux mille archivistes représentant plus de cent pays se sont réunis à Paris. M. Mitterrand a souligné l'enjeu de cette réunion, au moment où les nouvelles technologies viennent bouleverser un paysage millénaire. Il en a profité pour présenter son projet de Très Grande Bibliothèque qui devrait être mise en chantier dès l'année prochaine.

Lorsque les Sumériens inscrivaient les premiers hiéroglyphes sur des tablettes de terre, ils vivaient, sans probablement la percevoir, une mutation décisive de l'humanité : l'apparition de l'écriture. Aujourd'hui, l'informatique et l'audiovisuel annoncent peut-être un bouleversement semblable. Paul René-Bazin, archiviste chevronné, indiquait dès la première séance de ce onzième congrès l'enjeu des nouvelles technologies. Les analogies sont frappantes, rappelle-t-elle : extension de la mémoire, prolifération des systèmes d'information, nouveau mode culturel. De cette révolution silencieuse, bien peu d'individus sont conscients. Si ce n'est les archivistes, dont la mémoire est le

métier : avant de débrancher nos habitudes, ces technologies perturbent les leurs.

Depuis des millénaires, l'archive reposait sur le papier. Le document était lisible au premier degré. L'intelligence humaine suffisait à le déchiffrer et tous les coups d'œil se valaient. L'apparition des nouvelles formes de mémorisation de l'information - films, bandes, optiques ou compactes, microfilms et microformes - a bouleversé un paysage balisé depuis des générations.

Demain sans intervention de la machine l'homme ne pourra plus déchiffrer les traces de son passé incrustées sur la matière plastique. En outre, ces nouveaux outils sont souvent fragiles. La durée d'une bande magnétique n'excède pas dix ans. Et que dire des films nitrate auto-inflammables ? Il faut donc les reporter sur des supports plus fiables, comme les disques optiques numériques, ce qui élève considérablement le prix de revient de l'archive, et tend à accroître ainsi la ségrégation entre les pays riches, qui pourront se payer de HAUT, 1049, SURF, 157, N° 2508.0111 larges mémoires, et les pays pauvres, qui devront se contenter d'un passé au rabais.

Cela remet également en cause la question du stockage et de la

L'épreuve de force en Pologne

Les interventions policières contre les grévistes se multiplient
PAGE 3

Gigantesque incendie à Lisbonne

Les vieux quartiers en flammes
PAGE 24

Sécurité routière

M. Rocard se lance dans l'action psychologique en attendant d'annoncer des mesures concrètes
PAGE 20

Concessions en Birmanie

Le pouvoir a cédé devant les manifestants
PAGE 6

Changements de 1988
Citoyens et citoyens
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 24

La bataille autour des privatisées

Trois noyaux durs pour Havas

La bataille engagée depuis deux mois autour du capital d'Havas est en passe de s'achever sur un compromis. Le noyau dur initial du premier groupe de communication français, composé en 1987 par M. Edouard Balladur et jugé par le nouveau gouvernement trop proche du RPR, a accepté la constitution de deux autres blocs d'actionnaires. Le premier regroupera les participations des sociétés publiques (UAP, AGF, Caisse des dépôts). Le second comprendra Canal Plus et quelques groupes privés choisis parmi les partenaires habituels de la chaîne payante (Société générale, Perrier, Générale des eaux, etc.). Les parts respectives de ces trois noyaux durs dans le capital d'Havas font encore l'objet de négociations.

Selon le quotidien la Tribune de l'Expansion, Canal Plus aurait déjà acquis 5 % de sa maison mère, Havas. M. André Rousselet, PDG de la chaîne payante, ne veut donner aucune indication sur le montant et l'origine des actions détenues, mais indique qu'il « n'a pas dépassé le seuil de 5 % pour une déclaration à la COB ».

Le onzième congrès international des Archives

La mémoire du futur

Du 22 au 26 août, deux mille archivistes représentant plus de cent pays se sont réunis à Paris. M. Mitterrand a souligné l'enjeu de cette réunion, au moment où les nouvelles technologies viennent bouleverser un paysage millénaire. Il en a profité pour présenter son projet de Très Grande Bibliothèque qui devrait être mise en chantier dès l'année prochaine.

Lorsque les Sumériens inscrivaient les premiers hiéroglyphes sur des tablettes de terre, ils vivaient, sans probablement la percevoir, une mutation décisive de l'humanité : l'apparition de l'écriture. Aujourd'hui, l'informatique et l'audiovisuel annoncent peut-être un bouleversement semblable. Paul René-Bazin, archiviste chevronné, indiquait dès la première séance de ce onzième congrès l'enjeu des nouvelles technologies. Les analogies sont frappantes, rappelle-t-elle : extension de la mémoire, prolifération des systèmes d'information, nouveau mode culturel. De cette révolution silencieuse, bien peu d'individus sont conscients. Si ce n'est les archivistes, dont la mémoire est le

métier : avant de débrancher nos habitudes, ces technologies perturbent les leurs.

Depuis des millénaires, l'archive reposait sur le papier. Le document était lisible au premier degré. L'intelligence humaine suffisait à le déchiffrer et tous les coups d'œil se valaient. L'apparition des nouvelles formes de mémorisation de l'information - films, bandes, optiques ou compactes, microfilms et microformes - a bouleversé un paysage balisé depuis des générations.

Demain sans intervention de la machine l'homme ne pourra plus déchiffrer les traces de son passé incrustées sur la matière plastique. En outre, ces nouveaux outils sont souvent fragiles. La durée d'une bande magnétique n'excède pas dix ans. Et que dire des films nitrate auto-inflammables ? Il faut donc les reporter sur des supports plus fiables, comme les disques optiques numériques, ce qui élève considérablement le prix de revient de l'archive, et tend à accroître ainsi la ségrégation entre les pays riches, qui pourront se payer de HAUT, 1049, SURF, 157, N° 2508.0111 larges mémoires, et les pays pauvres, qui devront se contenter d'un passé au rabais.

Cela remet également en cause la question du stockage et de la

sélection des documents, qui semblait résolue à peu près définitivement. Que doit-on garder, se demande Jean Favier, directeur des Archives nationales et initiateur du thème abordé pendant toute la durée du congrès ? « L'archiviste est devenu une science de plus en plus complexe, remarque-t-il. On ne peut plus avoir une vue d'ensemble de notre civilisation si l'on ne conserve pas des éléments jugés aujourd'hui sans intérêt, informations télévisées ou archives industrielles enregistrées sur bandes vidéo, mais qui seront indispensables demain à la compréhension de notre société. »

EMMANUEL DE ROUX.
(Lire la suite page 17.)

Le Monde

La Révolution française est terminée : un entretien avec François Furet et la courtoisie de Françoise Chandernagor
La chronique de Nicole Zand
Pages 9 à 14

CHRONIQUE DE

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

34. Citoyens et citoyens

Octobre 1789

Qui est citoyen, c'est-à-dire électeur ? Et qui ne peut pas l'être ? Questions apparemment simples après deux siècles de suffrage universel, mais qui, dans la jeune Assemblée constituante, provoquent de vifs et vigoureux débats. Que pour voter il soit nécessaire d'être Français, tout le monde en est d'accord. Être majeur, aussi. Mais faut-il donner le droit de vote aux vagabonds, aux domestiques, à ceux qui ne possèdent rien ? Et aux protestants ? Et aux juifs ? Alors, là, nos députés ne sont pas d'accord. « Enragés », « noirs » et « impartiaux » rivalisent d'arguments pour et contre.

par MICHEL WINOCK

ADRIEN DUQUESNOY, notre pilote au milieu des secousses révolutionnaires, ne faisait pas partie, lui, du Club des jacobins. Mais ce qu'il en dit dans son *Journal*, à la fin de l'année 1789, indique le rayonnement de celui-ci au-delà de la rue Saint-Honoré : « C'est là, écrit-il, où se réunissent ceux à qui l'on reproche en général des opinions exagérées, ceux qu'on appelle des enragés. Sont-ils les plus nombreux, soit qu'ils soient les plus adroits, toutes les fois qu'ils ont concerté un projet entre eux, il est adopté dans l'Assemblée. » Et il ajoute cette remarque admirative pour le Club : « Il se tient aux Jacobins avec une fréquence d'ordre, de sagesse, trois fois par semaine. »

Ce terme d'*enragés*, la droite l'avait donné au parti patriote, au « clan du Palais-Royal » ; il désignait d'ordinaire à Paris des chevaux de louage faisant le voyage Paris-Versailles. De leur côté, les patriotes avaient adopté un autre terme de manège pour nommer leurs adversaires de droite : « les noirs » — les chevaux noirs, — en raison du sombre vestimentaire qui endeuillait les rangs des prêtres et des « aristocrates ». Duquesnoy, qui n'était ni des uns ni des autres, se classait parmi les *impartiaux*, autrement dit les modérés, qu'on appelait aussi les *ministériels*. A vrai dire, notre député de Bar-le-Duc pensait légèrement du côté gauche, de sorte qu'il avait une attitude d'*impartial blanc*, au lieu que d'autres modérés, inclinant plutôt à droite, se donnaient pour des *impartiaux noirs*. Tel était le vocabulaire partisan de l'automne 1789.

Dans le débat qui s'ouvre le 20 octobre sur le droit d'être électeur et d'être éligible, on voit bien ce qui pouvait séparer un constituant comme Duquesnoy, acquis à la Révolution mais désireux d'en maintenir le cours entre des berges raisonnables, et ces jacobins qu'il admettait pourtant explicitement. On le voit alors se gendarmant contre Robespierre, partisan d'un suffrage universel masculin sans restriction, et le traiter de « vil et détestable incendiaire ». Sieyès, dès le mois de juillet, avait parlé de « citoyens actifs » et de « citoyens passifs » ; trois mois plus tard, on en était à définir, en effet, ces catégories distinctes.

Legend, au nom du comité de Constitution, rapportait les cinq qualités nécessaires pour voter :

Tout d'abord, être né Français ou être devenu Français. Sur ce point, on ne s'attendait pas longtemps : la première condition est votée sans amendement.

Ensuite, être majeur. On objecte que l'âge de la majorité est variable selon les provinces. L'Assemblée s'arrête alors à l'usage le plus répandu : vingt-cinq ans.

La troisième condition était déjà plus délicate : il s'agit d'une domiciliation déclarée au moins un an avant l'élection. L'exclusion n'était plus d'âge ni de sexe ; elle était d'origine sociale : tout le peuple des migrants était écarté des urnes. Mais ce ne fut pas encore le signal de la bataille. Celui-ci fut donné par la quatrième condition :

Payer une imposition directe de la valeur locale de trois journées de travail. La barrière d'argent était ainsi précisée entre les « actifs » et les « passifs » : l'extrême gauche ne pouvait pas laisser passer sans mot dire pareil décret de ségrégation.

L'abbé Grégoire ouvre le feu contre cet article qui risque de créer une nouvelle aristocratie, celle des riches : pour être électeur ou éligible dans une assemblée primaire, il suffit, dit-il, d'être bon citoyen, d'avoir un jugement sain et un cœur français. D'après cela, l'abbé et rappelle la Déclaration des droits de l'homme. Robespierre monte à son tour à la tribune : « Tous les citoyens, quels qu'ils soient, ont droit de prétendre à tous les degrés de représentation. Rien n'est plus conforme à votre déclaration des droits, devant laquelle tout privilège, toute distinction, toute exception doivent disparaître. La Constitution établit que la souveraineté réside dans le peuple, dans tous les individus du peuple. » On entendit encore Desfontaines, qui plaça pour les fils de famille majeurs, lesquels, en vivant chez leur père, ne paient pas d'impôt.

POURTANT, la question, si importante à nos yeux, ne provoque pas de véritables passions. Au fond, la majorité des constituants sont acquis à des certitudes depuis longtemps ancrées dans leur conscience et que Duquesnoy formule sans ambage : « Sans doute, il ne faut pas substituer une aristocratie nouvelle à une aristocratie ancienne, mais quel est l'homme qui tient à la patrie, à ce sol qui l'a vu naître, lorsqu'il n'y possède rien et qu'il peut porter partout ses bras, son industrie, peut-être sa férocité ? Il n'y a certainement de vrais citoyens que les propriétaires... »

Le seul député qui se prononce contre l'expression même de *citoyens actifs* et de *citoyens passifs* est un élu de droite, Montlosier. Et si, dit-il, on considère tous les Français majeurs comme des « actifs », on craignait qu'il y eût trop d'électeurs, eh bien, il suffisait de ne donner le droit de vote qu'aux chefs de famille ! Michélet a vu dans cette intervention le dessein d'une droite désireuse de rétablir le pouvoir des nobles et des prêtres sur une clientèle électorale faite de misérables placés sous leur coupe. En fait, Montlosier est le seul « noir » à attaquer cette distinction des « actifs » et des « passifs », et ce n'est ni la

Duquesnoy : « Sans doute, il ne faut pas substituer une aristocratie nouvelle à une aristocratie ancienne, mais quel est l'homme qui tient à la patrie, à ce sol qui l'a vu naître, lorsqu'il n'y possède rien ?... Il n'y a certainement de vrais citoyens que les propriétaires. »

première ni la dernière fois qu'il se fait remarquer par ses vues personnelles. Pour la plupart des constituants, l'idée selon laquelle tous les hommes ont un droit égal à la législation est « sublime en théorie » (dit Duquesnoy), mais combien « fautive dans la pratique » ! Ici, la Déclaration des droits touchait à l'une de ses bornes : elle exprimait une potentialité, elle n'obligeait pas à une application immédiate.

On en était arrivé là, lorsque le 23 octobre au matin un vieillard de cent vingt ans se fait annoncer. Une belle occasion de souffler un peu, que cette pensée philosophique ! Né dans le mont Jura au début du règne de Louis XIV, le Nestor de la Franche-Comté a manifesté le souhait de voir l'Assemblée. Les députés pouvaient être blasés, les délégations avaient pu se succéder, un ami du genre humain portant cent vingt années sur sa tête, cela ne pouvait laisser de marbre. L'abbé Grégoire demande alors à ses collègues qu'en raison de leur respect pour la vieillesse on l'accueille debout. Accordé ! Et avec enthousiasme ! Et voici Jean Jacob faisant son entrée, appuyé sur des béquilles et aidé par les siens. On le conduit vers un fauteuil vis-à-vis du bureau, tandis que la salle retentit d'applaudissements. Si ce citoyen, né le 10 octobre 1669, vivait encore, c'était bien pour être le témoin de la régénération de la France. Voilà ce qu'un orateur improvisé lui dit en substance, après quoi les députés lui votèrent une contribution pour ce qu'il n'était plus convenable d'appeler ses vieux jours. Il lui en restait moins de cent : le 3 février, on enterra Jean Jacob en grande pompe et en l'église Saint-Eustache. Voilà comment, en ce temps-là, les ancêtres « montaient » à Paris avant de monter au paradis. La scène de l'Assemblée avait été naïve, mais la naïveté est souvent ce qu'il y a de meilleur chez ces gens de robe et d'office, pénétrés des grandes idées de vertu.

QUELQUES jours plus tard, l'Assemblée examine la cinquième qualité du citoyen actif : n'être pas de condition servile. Le vote en est acquis sans grande discussion. Il va de soi, aux yeux du plus grand nombre, qu'un domestique, qu'un serviteur à gages, dépendant d'un maître, ne peut être un citoyen à part entière ; en votant, il ne ferait que renforcer la puissance de son patron.

Là-dessus Mirabeau, qui, dans ce débat, n'avait pas encore embouché sa trompette,



lance une proposition, inspirée, dit-il, et par Montesquieu et par la République de Genève : qu'on exclue de tous les droits politiques les citoyens qui ont fait faillite et de toutes les magistratures les enfants de ceux qui sont morts insolvable ! Une bonne loi, une loi morale, à la fois favorable aux moeurs publiques et à l'industrie. Encore une fois, les braves pleurent sur la perruque du comte. Mais La Rochefoucauld prend, contre ce fils prodigue et obéré, la défense des enfants « déjà trop malheureux des torts de leurs pères ». On fit la différence : les faillis et les insolvable furent écartés ; on ajourna la question de leurs enfants.

Mirabeau, dans l'escalade de la vertu qu'il avait entreprise, s'éleva encore un peu par une autre suggestion digne de l'antique.

dire que Jean-Jacques Rousseau, Corneille, Mably, n'auraient pas été éligibles.

La rue, cependant, qui avait été si prompt à réagir contre le veto, resta cette fois silencieuse. Néanmoins, la campagne des journaux contre le marc d'argent, la mobilisation postérieure des districts parisiens en février 1790, le soutien qu'y trouvèrent les députés de l'extrême gauche, dont Robespierre devenait le plus décidé, annulèrent finalement ce décret de la Constitution. Le 27 août 1791, la Constituante supprimera le cens d'éligibilité : tout citoyen actif pouvait devenir député. En revanche, elle augmentera le cens des électeurs au second degré. Au total, le système établi avait beau être censitaire, il n'avait rien de commun avec les futurs régimes de la Restauration et de la monarchie de Juillet. Ceux-ci compteront respectivement cent mille et deux cent mille électeurs ; la France « active » selon la Constitution définissait quatre millions trois cent mille citoyens prenant part aux votes des assemblées au premier degré sur un total de sept millions de citoyens. Seul le sexe masculin était considéré : on sait qu'il faudra attendre 1945 pour que les Françaises aient droit au scrutin.

La distinction entre « actifs » et « passifs » peut étonner aujourd'hui. Pour beaucoup d'observateurs et d'historiens, elle a été une mesure de classe prise en pleine contradiction avec le principe d'égalité affirmé par la Déclaration des droits. Pour Jaurès, c'était une loi votée par « la bourgeoisie révolutionnaire, très fière de sa puissance, de sa richesse, de son activité », qui « excluait de la cité des millions de pauvres ». Albert Soboul répète à son tour, après tant d'autres, que « les juristes et les logiciens de l'Assemblée constituante » n'avaient songé qu'à servir « les intérêts de leur classe ».

SANS nier cette réalité, on peut tout de même faire observer que les arguments de Sieyès, comme ceux, antérieurs, d'un Condorcet, l'un et l'autre partisans d'un suffrage restreint, s'inspiraient d'une idée un peu moins terre-à-terre. L'un et l'autre voulaient éviter « toute espèce d'influence » sur les électeurs et les élus. Les pauvres, dans l'état d'ignorance et d'insouciance où ils se trouvaient, pouvaient aisément devenir des clients électoraux. Du reste, l'élimination des domestiques n'avait pas soulevé de réprobation. Dès lors, si le principe d'universalité pouvait souffrir une exception, le conflit venait à porter sur les signes d'une menace d'influence. Le marc d'argent était une barrière trop élevée pour l'éligibilité, mais les constituants, on l'a dit, y renoncèrent. Pour le reste, on peut discuter si la barre était ou non trop haute. Le sûr est que, pour Condorcet comme pour la plupart des constituants, le vrai citoyen était le propriétaire libre dans son champ libre. Pour Sieyès, la capacité électorale n'était pas une question de fortune : il s'agissait de civisme. Pouvait-on en attendre, disait-il, des mendicants, des vagabonds et de tous ceux qui

Une question va animer les débats qui s'ouvrent le 20 octobre : le droit d'être électeur et d'être éligible ; il s'agit de définir, clairement, la distinction entre « citoyens actifs » et « citoyens passifs ».

étaient dans une dépendance servile ? N'étaient-ils pas l'assise possible d'un démagogue ? C'étaient, du reste, des limitations provisoires. La démocratie antique excluait le plus grand nombre, les esclaves ; la démocratie moderne laissait à tous l'espoir de devenir citoyens actifs.

Était-il possible, était-il souhaitable, d'instaurer le suffrage universel au sortir d'un régime de monarchie absolue, dans un pays encore largement analphabète, sans trahir Condorcet et Sieyès, qu'on pouvait penser le contraire en 1789 sans être pour autant à classer dans les « chiens de garde » des possédants. Les intérêts de classe n'étaient certainement pas oubliés ; du moins faudrait-il admettre qu'ils n'étaient



L'abbé Grégoire s'est fait remarquer par ses prises de positions en faveur des juifs. Ces derniers, comme les protestants, devaient devenir citoyens français comme les autres.

pas seuls à présider aux débats de la Constituante. Un certain idéal du citoyen exigeait l'indépendance personnelle ; l'exclusion des pauvres était aussi l'exclusion des électeurs vendables. On peut inverser cette observation, mais on ne doit pas dissimuler l'enjeu d'un débat qui ne se réduisait pas à la guerre séculaire des « gros » et des « maigres ».

Une question restait encore en suspens : quid des « non-catholiques » ? Il en fut décidé le 24 décembre : ils devenaient pleinement citoyens français comme les autres. A tout le moins les protestants, car le cas des juifs, en faveur desquels l'abbé Grégoire avait parlé, resta encore réservé. Leur émancipation se heurta à l'hostilité d'une partie du clergé et à la quasi-unanimité des députés de l'Est, dont le jacobin Raoul. Leur tour viendra cependant le 27 septembre 1791. L'annulation définitive des effets dus à la révocation de l'édit de Nantes et l'attribution de la citoyenneté française aux juifs ne furent pas des moindres lustres d'une Assemblée où, à le bien prendre, la générosité venait souvent à bout des intérêts mesquins et des préjugés ancestraux.

Demain : Une bombe à retardement : la nationalisation des biens de l'Église (2 novembre 1789.)

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Jeu 25 août : « Citoyens et citoyens », avec Maurice Agulhon
Vend 26 août : « Une bombe à retardement : la nationalisation des biens de l'Église », avec René Rémond.

BURU
Les
plus

mètres de...
plus. Ses...
terrestres...
entre des...
des passés...
en a été...
de l'Alti...
Pour des...
d'œuvre a...
pour le but...
Il s'agit de...
Bernard et

ce cabinet...
sans rien...
raison, les...
d'œuvre...
d'autres...
Quelques...
cette année...
une frontière

« Dans ma famille...
il n'y a plus d'hommes...
de 1977...
300 000...
entre les...
le Bureau...
Le...
sur 35...
l'année...
Sonne...
une...
en...
l'Assemblée...
présider...
membre

Le mouvement de grève...
Pologne a commencé à...
des signes d'essoufflement...
mercredi 24 août, dans...
interventions policières...
d'aggravation de la crise.

Pour vaincre la stratégie qu'il...
à la fin... le pouvoir a...
maintenir les forces de l'ordre...
des mines de charbon de Silésie...
la grève a donc pris fin. Il semble...
que l'évacuation des grévistes ait...
accompagnée, dans certains cas, de...
coups de bâton, selon...
d'été

Des journalistes occidentaux...
mercredi, à Elbas, non loin de...
dans une colonne d'une soixante...
une centaine de blindés se dirige...
vers cette ville. Des procédures...
ont par ailleurs été entamées...
contre les meneurs de la grève...
plusieurs endroits, tandis que...
interpellations de militants commencent

La grève se poursuivait jendi...
mon dans huit mines de Silésie...
entre la Gdansk et à Szczecin, les...
des plus grands ports polonais de...
Belgique. Elle se poursuivait au...
soutiens de Stalowa-Wola, et...
soutiens de Katowice, et...
près de Cracovie, où une première...
tentative d'arrêt de travail avait...
avoué mardi. Visiblement, le...
n'est pas à provoquer le grand...
de solidarité dont il a besoin pour...
défendre la pression de main-d'œuvre...
de détermination pour mettre la...
automatisé en difficulté.

BURUNDI : les troubles se poursuivent dans le nord du pays

Les massacres ethniques auraient fait plusieurs dizaines de milliers de victimes

RIVIÈRE AKANYARU
(Frontière Rwanda-Burundi)
de notre envoyé spécial

Le fleuve a 6 ou 7 mètres de large. Parfois moins. 2 ou 3 mètres de profondeur. Parfois plus. Ses eaux grises et boueuses serpentent au fond de la vallée, entre des dizaines de collines. Des pirogues rudimentaires sont là, au cas où. Un endroit banal, comme il y en a des milliers dans cette partie de l'Afrique montagneuse et verte. Pour des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, ce fleuve a représenté ces derniers jours le but essentiel, vital, à atteindre. Il sert en effet de frontière entre le Burundi et le Rwanda.

Marchant la nuit, se cachant le jour, ils sont arrivés là sans rien, ayant abandonné leur maison, leurs champs souvent, les corps massacrés de leurs proches. Certains ont nagé pour traverser le fleuve, d'autres ont emprunté des pirogues. Quelques-uns se sont noyés. Et leurs corps ont dû filer au long du fleuve comme un tribut dérisoire à une frontière absurde.

Ce mercredi après-midi, tout est calme. Trop calme. Avec des soldats rwandais, nous regardons à la jumelle de « l'autre côté ». Des dizaines de colonnes de fumée — maisons brûlées ? Feux de brousse ? défrichage ? — sont les seuls signes d'une présence humaine. Trois militaires burundais regardent de notre côté et disparaissent. « Ils se cachent. Ils sont là pour empêcher les gens de fuir », commente un militaire rwandais, le sergent Telesphore Bizimana. Autour de lui, quelques réfugiés affirment qu'ils ne retourneront jamais chez eux, « en face ». Tout à l'heure, ils iront graver les cinq camps installés pour les accueillir.

Dans ma famille il n'y a plus d'hommes

Depuis les massacres de 1972, qui avaient fait près de 300 000 morts, les affrontements entre les deux ethnies qui composent le Burundi semblaient s'être apaisés. Les Tutsis — 14 % de la population — continuaient à régner, en dépit de signes d'ouverture dérisoires, sur 85 % de Hutus. Calme trompeur, puisqu'il a suffi de quelques émeutes pour relancer le feu.

Un étudiant hutu, Samson Nyabenda, vingt-quatre ans, raconte : « Aux alentours du 6 août, l'armée, composée de Tutsis, est venue arrêter quelques intellectuels hutus soupçonnés de posséder chez eux

Les autorités militaires burundaises ont affirmé, mercredi 24 août, que plusieurs centaines de Hutus — l'ethnie majoritaire — poursuivaient leurs tueries « sélectives » et continuaient des actions de guérilla contre l'armée. L'ambassade du Burundi à Paris a dénoncé la campagne de « désinformation » en cours, selon elle, et invité les journalistes étrangers à se rendre dans ce pays. Pourtant, sur place, tandis que les réfugiés affluent toujours au Rwanda — ils seraient maintenant 45 000, — le bilan des massacres semble bien plus lourd qu'on ne l'admet à Bujumbura.

des journaux belges et d'avoir distribué des tracts contre le régime. Les Tutsis n'aiment pas que les Hutus fassent des études. Même si nous réussissons nos examens, nous ne travaillons jamais de travail dans l'administration ou dans l'état-major de l'armée. En 1972, ils nous ont décapités. Maintenant, ils veulent toujours que nous vivions comme des esclaves. Pour aller d'une colline (un village) à l'autre, il faut un laissez-passer.

Autre anecdote : l'arrestation d'un conseiller communal de Ntega. La tension commence alors à monter. Les militaires rencontrent de plus en plus d'opposition. Les rumeurs circulent, s'amplifient : « Les Tutsis disent qu'il y aura toujours des ennemis à abattre ». Le spectre de 1972 réapparaît. Le 15 août, tous les jours à Ntega, Reverien Saruhiguro, un commerçant tutsi, sort de chez lui un fusil à la main. D'abord, raconte Pierre Clavier Hamisi, conseiller communal, il a tiré en l'air pour effrayer les gens, puis il a tiré sur la foule. C'est l'explosion. Le commerçant est lynché à coups de pierres. Partout, dans la région, les Hutus entreprennent alors une chasse systématique aux Tutsis. Armés de machettes, de lances, d'arcs et de flèches, de sagaies, de gourdins, même de vieilles planches, ils détruisent les ponts, brûlent les maisons, massacrent les habitants. « Ils sont d'abord venus le matin, raconte une femme tutsi. Ils ont détruit la maison. Ils voulaient nous couper la tête. Ils disaient : « Nous venons nous venger de 1972. » Nous leur avons demandé le pardon, alors ils sont partis. Le soir, ils sont revenus et ont tué tous les hommes. Dans ma famille, il n'y a plus maintenant aucun homme, treize ont été tués.

Selon un autre témoignage, 98 % des Tutsis vivant dans la région auraient été éliminés.

« J'ai essayé de calmer les gens, dit Pierre Clavier Hamisi. Mais c'était impossible ; je n'ai pu que cacher certains Tutsis chez moi pour qu'ils soient épargnés. »

Le 15 août, un hélicoptère de l'armée survole la région des troubles et repart. Le 16, l'armée intervient. Hélicoptères, avions, blindés, parachutistes. Commence alors la répression. Trois sites sont pris pour cibles : Marangana, Ntega, Kanyu. Des centaines de fidèles attendent l'ouverture de l'église ? Ils seront tous massacrés. Les unités tutsis font savoir qu'une réunion officielle aura lieu devant la mairie ; les gens viennent. Ils sont tous massacrés.

L'horreur s'ajoute à l'horreur. A la violence aveugle des Hutus succède une violence tout aussi aveugle, mais encore plus « efficace » de l'armée. « Les hélicoptères lancent des choses qui éclatent », raconte une femme. On retrouvera des éclats de grenade dans le ventre d'enfants soignés à l'hôpital de Butare. « Ils tuaient tous les enfants de sexe masculin », ajoute une autre femme. Et puis, des accusations terribles, presque inimaginables : « Ils ouvraient le ventre des femmes enceintes, tuaient l'enfant qu'elles portaient. »

Nous avons besoin de tout

Si la répression violente semble maintenant avoir cessé, certains pourtant estiment que des assassinats isolés continuent, que les troubles pourraient être en train de faire tache d'huile, que le mécontentement gagnerait le centre du pays. Des Tutsis, dit-on aussi, seraient retenus en otages.

Mais une question se pose : combien de morts jusqu'à présent ? Cinq mille, disent officiellement les autorités burundaises, après avoir lancé le chiffre de vingt-quatre mille ; celui-ci semble plus proche de la réalité. Cent mille personnes vivaient en effet dans les régions sinistrées, quarante-cinq mille sont maintenant dans des camps de réfugiés du Burundi. Et les autres ?

« Il n'y a plus personne chez nous », disent les réfugiés. Sans doute ne se sont-ils pas rendus exactement compte, dans la panique de la fuite, de ceux qui restaient ou

non. Sans doute, de nombreux habitants sont peut-être cachés dans les forêts, dans les marais. Pourquoi faire la soustraction, l'arithmétique ne semblant pas de mise pour évaluer le nombre des victimes, mais celle-ci se chiffrent au moins par dizaines de milliers.

Et les autres, ceux qui ont pu échapper aux massacres ? Les autorités rwandaises tentent de parer au plus pressé, en attendant l'aide internationale, qui commence à arriver. Mercredi, des militaires et des employés de la Croix-Rouge distribuent 14 kilos de haricots rouges et un savon pour cinquante personnes, en grande majorité des femmes et surtout des enfants.

« Nous avons besoin de tout ; la famine peut menacer », dit le préfet de la région de Butare, Frédéric Marangana. Il a déjà tenu une réunion avec des responsables burundais de la région frontalière et leur a demandé à quoi ils attribuaient les événements. Il n'a obtenu que des réponses évasives sur une « rébellion de la population ». Les Burundais ont toutefois reconnu que « l'armée, obligée de réagir contre ceux qui ne voulaient pas se soumettre, était intervenue pour la pacification ».

Incontestablement, les Rwandais, même si beaucoup d'entre eux montrent leur réprobation, voire leur colère, face à ce qui s'est passé au Burundi, ne viennent surtout pas envahir les relations, normales sans plus, avec leurs « frères jumeaux ». Les deux pays, en effet, se ressemblent tellement ! Même topographie : des collines et encore des collines ; même économie, essentiellement agricole ; même population aussi : cinq millions d'habitants environ, dont 85 % de Hutus. Mais ces derniers sont au pouvoir au Rwanda.

Que va faire le Burundi ? Continuer à nier le massacre ? L'imputer à des « excès des militaires » ? Après les événements de la semaine dernière, on voit difficilement poindre une quelconque réconciliation. A moins d'un changement profond des structures et des mentalités.

En attendant un hypothétique retour chez eux, les réfugiés burundais s'installent dans leurs abris de fortune. Une femme tutsi, qui a perdu son mari — il y a quelques jours dans les camps de réfugiés — dit : « Ici, je me sens en sécurité, mais j'attends l'absence au milieu des centaines de Hutus ». Alors, elle a demandé à rejoindre d'autres veuves, hutus celles-là, avec qui elle espère pouvoir se faire comprendre.

JOSÉ-ALAIN FRALON

SOUDAN : les conséquences des inondations

Le gouvernement est critiqué pour sa piètre distribution de secours

Le ministre soudanais de l'information, M. Abdallah Mohamed Ahmed, a critiqué, le mercredi 24 août, l'attitude des pays occidentaux, notamment les États-Unis et la Grande-Bretagne, en leur reprochant de ne pas avoir assez aidé les victimes des inondations au Soudan.

Le ministre a affirmé que 90 % de l'aide étrangère a été d'origine arabe.

KHARTOUM
de notre envoyé spécial

Près de vingt jours après le début des inondations qui ont fait, rien qu'à Khartoum, plus d'un million de sans-abri, la distribution et l'acheminement des secours continuent à susciter de nombreuses critiques tant dans les couloirs des ambassades que dans certains journaux soudanais. « Le gouvernement ne semble pas savoir quoi faire pour venir en aide aux sinistrés. Tout indique qu'il est dans l'incapacité la plus totale de faire face à la crise », écrit le *Sudan Times* dans son édition du 21 août.

Selon le quotidien, les inondations auraient pu avoir des conséquences beaucoup moins désastreuses si le gouvernement de M. Sadek El Mahdi avait pris les mesures nécessaires pour assurer notamment la maintenance du système de drainage : « Les rues du centre de Khartoum construites par les Britanniques n'ont jamais été réparées depuis l'indépendance », il y a trente-trois ans, écrit le journal. Quant au comité ministériel — sorte de « cellule d'urgence » — mis en place début août, « il ne fait strictement rien sinon rencontrer des délégations et recevoir les ambassadeurs étrangers ».

L'attitude de certains organismes soudanais est également critiquée. Le *Sudan Times* cite l'exemple des Frères musulmans, qui ne distribueraient l'aide d'assistance qu'aux personnes qui figurent sur des listes préétablies, négligeant ceux, tout aussi démunis, qui n'appartiennent pas à la confrérie. Enfin, la capitale — qui est pourtant la moins touchée par le désastre — aurait reçu la plus grosse part des fonds d'aide d'urgence : « Sur le total des sommes distribuées par le gouvernement pendant la première semaine des inondations, ajoute le même journal, *Khartoum* a reçu 6 millions de livres soudanaises. La

province du Nord n'a eu que 2 millions et l'Est seulement 1,5 million. »

Le témoignage des organisations non gouvernementales (ONG) qui sont — ou qui essaient d'être — sur le terrain tend à prouver que l'acheminement des secours est en effet très lent et largement insuffisant. C'est seulement le lundi 22 août que les populations sinistrées vivant entre les localités de Shendi et d'Alyab — à plus de 200 kilomètres au nord de Khartoum — ont vu se poser le premier hélicoptère leur apportant de l'aide. « Notre arrivée a provoqué une véritable émeute », raconte Alain Compagnon, représentant de l'Association internationale contre la faim (AICF) (1). « Au début, on a même hésité à descendre de l'appareil. Puis on s'est rendu compte que les gens hurlaient... de joie. »

Retard et mécontentement

Les 700 kilos de médicaments distribués seront pourtant loin de suffire aux besoins. Les dispensaires de la région ont été incendiés et une bonne partie du personnel médical local a quitté les lieux. Une aide alimentaire sera aussi rapidement nécessaire : entre Shendi et Alyab — distants d'environ 80 kilomètres — toutes les zones de cultures maraichères sont complètement noyées.

Les récoltes prévues pour la fin août sont donc irrémédiablement perdues. Même en étant optimiste et en tablant sur une décade d'ici un mois, rien ne pourra être planté avant novembre. Khartoum, qui est en bonne partie approvisionnée en légumes par ces zones maraichères du Nord, devrait souffrir de pénurie avant quelques semaines.

Le mécontentement des Soudanais ne se limite pas aux sinistrés des bidonvilles et aux petits paysans du Nord. Un mouvement de grève a affecté, lundi 22 août, la centrale électrique de Burri — située à proximité de l'aéroport de Khartoum. Les fonctionnaires de la National Electric Corporation (l'équivalent de notre EDF) menacent de se mettre en grève à nouveau jeudi si leur ministre de tutelle ne satisfait pas leurs revendications salariales. La centrale de Burri alimente la ville de Khartoum ; la centrale d'Omdurman, elle, est en panne depuis le début des inondations.

CATHERINE SIMON

(1) Dans AICF-Soudan, 34, avenue Ratis, 75014 Paris.

Europe

POLOGNE

Les interventions policières se multiplient contre les grévistes

Le mouvement de grèves en Pologne a commencé à donner des signes d'essoufflement mercredi 24 août, dans un contexte de multiplication des interventions policières et d'aggravation de la crise.

Poursuivant la stratégie qu'il a mise au point dès le début du conflit il y a dix jours, le pouvoir a fait intervenir les forces de l'ordre dans sept mines de charbon de Silésie, où la grève a donc pris fin. Il semble que l'évacuation des grévistes ait été accompagnée, dans certains cas, de copieuses passages à tabac, selon Solidarité.

Des journalistes occidentaux ont vu mercredi à Elbeg, non loin de Gdansk, une colonne d'une soixantaine de véhicules blindés se diriger vers cette ville. Des procédures judiciaires ont par ailleurs été entamées contre les meneurs de la grève en plusieurs endroits, tandis que les interpellations de militants connus se multiplient.

La grève se poursuivait jeudi matin dans huit mines de Silésie, ainsi qu'à Gdansk et à Szczecin, les deux plus grands ports polonais de la Baltique. Elle se poursuivait aux aciéries de Stalowa-Wola, et elle aurait repris à celles de Nowa-Huta, près de Cracovie, où une première tentative d'arrêt de travail avait échoué mardi. Visiblement, le noyau « dur » des grévistes ne parvient pas à provoquer le grand élan de solidarité dont il a besoin pour accentuer la pression de manière décisive, mais il fait preuve d'assez de détermination pour mettre les autorités en difficulté.

L'impasse politique paraît en effet totale : le bureau politique du Parti communiste polonais (POUP) a écopé mercredi, dans un communiqué, la nécessité de mettre en œuvre une véritable « stratégie d'unité nationale » mais, dans le même temps, il faisait doner les « zones » (unités anti-émeutes) contre la grève. L'instance dirigeante du POUP a malgré tout été contrainte de reconnaître que les conditions de vie des Polonais étaient « difficiles » et que l'absence de progrès économique n'était pas étrangère à ce nouveau conflit.

Le pouvoir isolé

Mais la menace la plus grave pour le pouvoir est venue de son propre camp, sous la forme d'un avertissement des syndicats officiels (OPZZ), ceux-là mêmes que le régime avait créés après le coup de force de décembre 1981 pour tenter de supplanter Solidarité. Dans une déclaration diffusée mercredi à Varsovie, les représentants syndicaux officiels d'une centaine d'entreprises de la capitale ont ouvertement accusé le gouvernement d'être responsable de la situation actuelle. Ces grèves, ont-ils estimé, « traduisent la détermination des travailleurs et constituent une protestation contre l'incapacité des promoteurs de la réforme et contre la situation économique tragique du pays ». L'OPZZ — dont le président, M. Alfred Miodowicz, n'est rien moins que membre du Bureau politique — a rappelé qu'elle avait récemment lancé plusieurs mises en garde

au gouvernement contre des décisions qu'elle désapprouvait, sans que jamais les autorités en tiennent compte.

Les représentants des syndicats officiels sont donc allés jusqu'à brandir la menace d'une grève générale qui, si elle paraît pour l'instant assez improbable, n'est pas moins révélatrice de la dégradation du climat politique et de l'isolement du pouvoir. Celui-ci, tout en tentant d'arrondir les angles en apparence par des déclarations conciliantes, notamment sur « le grand rôle » que pourrait jouer l'Eglise catholique pour apaiser les esprits, ne donne pour le moment, aucun signe de vouloir entamer une quelconque négociation.

Echaudée par l'année expérience de mai, lorsque le pouvoir lui avait infligé un retentissant canonnière en faisant donner l'assaut aux aciéries de Nowa-Huta en grève alors que la hiérarchie catholique y participait à une mission de médiation, l'Eglise s'est jusqu'ici abstenue de prendre position dans le conflit. Le conseil général de l'épiscopat s'est réuni mercredi mais est resté muet sur les grèves bien que ce sujet ait été évoqué au cours de la réunion.

Quant à Lech Walesa, qui se trouve toujours au côté des grévistes dans les chantiers navals de Gdansk, il continue de lancer des appels au dialogue qui ne sont visiblement pas entendus en haut lieu. Solidarité est prête à apporter tout son soutien aux réformateurs qui voudront bien se faire connaître au sein du pouvoir s'il en est d'autres, qui ont échoué, a-t-il rappelé.

Mettant son auditoire en garde contre tout optimisme excessif, le président a déclaré que le chemin encore à parcourir était « escarpé ».

En marge des négociations de Brazzaville sur l'Angola et la Namibie

Le président sud-africain met en garde contre un excès d'optimisme

La première séance de négociations sur le règlement du conflit anglo-namibien a eu lieu mercredi 24 août à Brazzaville, capitale du Congo. Au Cap, le président sud-africain, M. Pieter Botha, a mis en garde contre un excès d'optimisme.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Au moment même où Sud-Africains, Angolais et Cubains abordaient, mercredi 24 août, à Brazzaville, le sixième « round » de leurs pourparlers sur l'Angola et la Namibie, le président Pieter Botha faisait — devant le Parlement tricaméral du Cap réuni en séance spéciale — le point de cette négociation qu'il a surnommé « la dernière étape » de la paix et la stabilité dans toute l'Afrique australe.

A Pretoria, entre-temps, les forces armées sud-africaines indiquent que le reliquat de leurs troupes en Angola, environ deux mille hommes, franchira la frontière namibienne le mardi 30 août, bouclant ainsi, vingt-quatre heures avant l'échéance du 1^{er} septembre, une opération de repli dont la dernière phase aura pour témoins vingt-cinq journalistes étrangers conviés à se rendre à la base sud-africaine de Rundu, située à quelques kilomètres de la frontière.

Le « gros morceau » du retrait cubain

Dans son intervention devant les Assemblées parlementaires blanches, métisses et indiennes réunies dans une même salle, M. Botha a averti d'entrée de jeu qu'il ne fallait pas attendre « trop de choses trop vite » de la négociation en cours, car il y en a eu d'autres, qui ont échoué, a-t-il rappelé.

Mettant son auditoire en garde contre tout optimisme excessif, le président a déclaré que le chemin encore à parcourir était « escarpé ».

et qu'il restait « des questions importantes à négocier », au premier rang desquelles et « d'ici au 1^{er} septembre », a-t-il rappelé, « le calendrier du retrait cubain » d'Angola, qui est « le gros morceau ».

Peu avant ce discours, pourtant, la radio d'Etat avait rapporté que, selon une indication fournie par le chef de la délégation sud-africaine à Brazzaville, le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, M. Neil Van Heerden, cette date limite du 1^{er} septembre pour l'annonce, par Luanda et La Havane, d'un calendrier « acceptable par tous » du retrait des quelque cinquante mille soldats cubains d'Angola « pouvait être ajustée », c'est-à-dire, repoussée.

An départ, les Cubains ont prétendu étaler ce calendrier sur quatre ans, tandis que Pretoria veut qu'il soit compris entre le 1^{er} novembre, date d'entrée en application de la résolution 435 de l'ONU sur l'indépendance de la Namibie, et le 1^{er} juin 1989, date des premières élections namibiennes « libres et honnêtes ».

Pour l'Afrique du Sud, l'indépendance de la Namibie est un objectif, certes, mais « pas à n'importe quel prix », a rappelé le président, et l'ONU devra se montrer « absolument neutre » durant le processus d'application de la résolution 435, veillant à ce que tous les partis politiques namibiens soient placés « sur un pied d'égalité ».

(Interim.)

Assise chez Florian, je regarde longtemps la foule qui se promène. Comme autrefois, quand je regardais le Paris sombre des premiers jours de la guerre, je pense : que de souffrance il y eut ici ! Souffrance du monde entier, mais aussi souffrance russe. J'y ajoute la mienne, une goutte minuscule qui est la plus immense de toutes.

Nina Berberova
Le roseau révolté
son meilleur roman !

DU MÊME AUTEUR :
L'ACCOMPAGNATRICE,
LE LAQUAIS ET LA PUTAIN,
ASTACHEV A PARIS,
TCHAIKOVSKY ET C.

ACTES
SUD
ÉDITEUR

DÉPUSION PUF

Diplomatie

La rencontre de MM. Vassiliou et Denktash à Genève

Les négociations intercommunautaires reprendront dès le 15 septembre

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Les chefs des deux communautés chypriotes, le Grec George Vassiliou, et le Turc Rauf Denktash, se sont déclarés « très satisfaits » des deux entretiens en tête à tête qu'ils ont eus, le mercredi 24 août, au Palais des Nations à Genève, et des conversations au cours du déjeuner avec le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar. Ces discussions, de l'avis des deux parties, ont permis de créer une « bonne atmosphère de travail » et de renouer un dialogue interrompu brutalement en janvier 1985.

Pour M. Denktash, président de la « République turque de Chypre du Nord » (RTCN) autoproclamée en 1983 et uniquement reconnue par la Turquie sur la scène internationale, « M. Vassiliou est un homme pragmatique avec qui l'on peut parler, à la différence de son prédécesseur, très dogmatique et intraitable ». M. Vassiliou, pour sa part, estime que son interlocuteur est un homme « capable et clair ». Apparemment le courant est passé.

Les deux dirigeants ont donc décidé d'entamer des négociations afin de trouver une solution au problème de Chypre, à savoir la division de l'île depuis l'occupation de la

partie nord et centre du territoire par les troupes turques à la suite des troubles de 1974. Ils sont convenus de se rencontrer les 15 et 16 septembre à l'hôtel Ledra Palace de Nicosie et à la résidence du représentant de l'ONU dans l'île. Ces pourparlers devront se dérouler à une « cadence soutenue », et M. Pérez de Cuellar désire faire un premier point sur les progrès enregistrés dans la négociation fin octobre ou début novembre à New-York avec MM. Vassiliou et Denktash. L'objectif est d'aboutir avant le 1^{er} juillet 1989 à un règlement du problème de Chypre « sous tous ses aspects » comme le secrétaire général de l'ONU en a émis le souhait.

Grande discrétion

Les deux leaders chypriotes ont sans aucun doute du pain sur la planche. Ils font preuve d'une grande discrétion sur les dossiers qui seront examinés dans trois semaines à Nicosie. Si les deux parties s'accordent à dire que le futur Etat chypriote doit être une fédération et s'engagent à respecter les accords signés en 1977 et 1979 entre M. Denktash et l'archevêque Makarios pour l'un, le président Kiprianou pour l'autre (qui posait les jalons d'une telle fédération, mais

qui ne furent jamais appliqués), leurs points de vue divergent immédiatement sur les structures du nouvel Etat et les pouvoirs plus ou moins étendus du gouvernement fédéral.

La communauté turque minoritaire exige une garantie d'« égalité politique » et d'autres garanties pour sa « sécurité », autrement dit un certain pouvoir d'intervention de la Turquie et de ses forces armées en cas de troubles intercommunautaires dans l'île. « Nous ne voulons pas que les Turcs soient considérés comme des citoyens de second rang et dominés par les Grecs », dit un conseiller de M. Denktash. Côté grec, on réclame le départ des soldats et colons turcs installés dans l'île et on insiste sur les libertés d'établissement, de propriété et de circulation sur l'ensemble du territoire. Nul doute que les négociations seront ardues.

En moins d'un an, sera-t-il possible de parvenir à un accord global ? M. Denktash estime que ce sera « très difficile ». M. Vassiliou, qui a « tout dit » d'être un homme politique nouveau à Chypre, est, lui, plus optimiste : « J'ai été élu président de la République au mois de février pour cinq ans, dit-il, je veux régler le problème dans la courante de mon mandat ».

ALAIN DEBOVE.

Français et Britanniques en compétition

Le projet d'acquisition par le Canada de sous-marins à propulsion nucléaire est lié au résultat des prochaines élections

MONTRÉAL
de notre correspondant

Le projet d'acquisition par le Canada d'une flotte de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire — un contrat pour lequel Français et Britanniques sont en compétition — est virtuellement reporté. Son sort dépendra de l'issue des prochaines élections fédérales. C'est du moins ce qu'il faut déduire des dernières déclarations du ministre canadien de la défense, M. Perrin Beatty, qui avait initialement prévu de dévoiler fin juin le choix de son gouvernement entre l'Américain français et le Trafalgar britannique.

Devant les journalistes qui lui demandaient avec de plus en plus d'insistance si une décision serait prise avant les prochaines élections, M. Beatty s'en est tiré mardi 23 août par une piroquette. « Cela dépend », a-t-il dit, « de la date du prochain scrutin », qui n'est pas encore fixée. Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a promis d'annoncer ses intentions à ce sujet « le, ou vers le 17 septembre prochain », à l'occasion du quarantième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

D'ici là, le dossier des sous-marins a toutes les chances de rester... « en route ». Le processus d'examen technique des deux engins concurrents n'est pas terminé, il ne le sera pas tant que nous ne recevrons pas de directives du cabinet en ce sens », nous a déclaré Jeff Agnew, haut fonctionnaire du ministère de la défense.

Le gouvernement de M. Mulroney a manifesté un choix de se présenter devant l'électorat sans avoir à justifier cet énorme contrat de 8 milliards de dollars canadiens (40 milliards de francs, la plus grosse dépense que la défense canadienne ait jamais envisagée), d'autant que les opposants à ce projet ont apparemment réussi à convaincre une partie de l'opinion publique du bien-fondé de leurs arguments.

Le Nouveau Parti démocratique allié aux antimilitaristes ne veut entendre parler que de submersibles à propulsion diesel, même si ces derniers ne disposent pas de l'autonomie suffisante pour patrouiller sous les glaces de l'Arctique. C'est précisément dans ces eaux difficiles d'accès, fréquentées par les sous-marins soviétiques et américains, que

le gouvernement conservateur de M. Mulroney voudrait pouvoir affirmer la souveraineté du Canada.

Le Parti libéral a, quant à lui, mené campagne pour démontrer que le Canada, dont le budget de la défense est de 11,5 milliards de dollars pour 1988-1989, n'a pas les moyens de s'offrir une telle flotte de sous-marins d'attaque.

Résultat : les derniers sondages montrent que 32% seulement des personnes interrogées sont en faveur de cet achat. Elles étaient 50% en juin 1987, lorsque le gouvernement canadien a lancé des appels d'offre.

M. Mulroney a sur son agenda préélectoral d'autres priorités. Le grand projet de son mandat, l'accord de libre échange signé en janvier dernier entre le Canada et les États-Unis, doit encore être ratifié par le Parlement pour entrer en vigueur comme prévu le 1^{er} janvier 1989. La Chambre des communes, largement dominée par les conservateurs, devrait adopter ce projet de loi la semaine prochaine. Mais l'opposition libérale, majoritaire au Sénat, — chambre non élue — est fermement résolue à le bloquer afin de contraindre le gouvernement à provoquer au plus vite des élections centrées sur cet enjeu économique.

MARTINE JACOT.

L'ONU poursuit ses pressions sur Bucarest à propos de la disparition de l'expert roumain Dimitru Mazilu

GENÈVE
de notre correspondant

La Roumanie manque à ses propres engagements et, estime l'ONU, agit dans l'affaire de la disparition du professeur Dimitru Mazilu, en contradiction avec une convention internationale à laquelle elle a souscrit. Le professeur Mazilu, expert roumain à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, chargé, en 1985, d'établir un rapport sur la jeunesse, n'a pas reparu depuis à Genève et n'a pu être localisé.

Toutes leurs démarches étant restées sans effets, les experts de la sous-commission réunis à Genève depuis le début de ce mois avaient le 15 août, prié le secrétaire général des Nations unies, M. Pérez de Cuellar, d'intervenir auprès des autorités roumaines (le Monde du 16 août). Une fois de plus, Bucarest avait répondu que M. Mazilu était « malade depuis un certain temps »

et qu'il n'existait aucun motif ni aucun fondement juridique à mener « une forme quelconque d'enquête » dans cette affaire « intéressant un citoyen et son gouvernement ».

Le conseiller juridique de l'ONU, M. Paul Szasz, a estimé au contraire le 23 août que, conformément à une pratique établie, l'expert roumain doit toujours être considéré comme étant en mission au service des Nations unies et, par conséquent, bénéficier des « privilèges et immunités » nécessaires à l'exercice indépendant de ses fonctions, y compris lors des déplacements qui y sont liés, aux termes d'une convention du 3 juillet 1956 à laquelle la Roumanie a adhéré. Cette prise de position ferme et sans équivoque, encore qu'économisée de manière diplomatique, confirme celle qui a déjà été adoptée par la majorité des membres de la sous-commission des droits de l'homme.

ISABELLE VICHNIAC.

L'Espagne première victime du terrorisme en Europe en 1987

L'Espagne a été la première victime du terrorisme en 1987 en Europe, car la violence séparatiste y est restée « de loin la plus vivace et la plus dangereuse », indique le rapport annuel du département d'État américain sur le terrorisme, publié le lundi 22 août à Washington.

Sur cent cinquante-deux attaques terroristes commises en Europe l'année dernière, quarante-sept l'ont été en Espagne. La plupart des attentats ont été commis par l'ETA, mais le rapport relève l'apparition en mai de l'ERCA (Armée rouge de libération de la Catalogne), qui s'est attaqué délibérément aux intérêts américains et a revendiqué le seul assassinat d'Américain en Europe cette année — un militaire tué par une grenade à Barcelone à Noël.

Le département d'État souligne aussi les succès de la police espagnole, qui a démantelé douze commandos de l'ETA en un an et arrêté cinq membres des Brigades rouges italiennes en avril. — (AFP.)

Une série de rencontres de M. Dumas avec ses homologues européens

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, s'est entretenu mercredi 24 août avec son homologue ouest-allemand Hans-Dietrich Genscher, dans le sud-ouest de la France. M. Dumas avait d'abord été reçu lundi soir par le secrétaire d'État au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe. Il devait rencontrer jeudi M. Andreotti, à Rimini, et prendre la parole au « meeting pour l'amitié entre les peuples », organisé comme chaque année par deux associations catholiques proches de la démission du chrétisme. Le 1^{er} septembre, le ministre se rendra à Madrid pour y rencontrer M. Fernandez Ordoñez, chef de la diplomatie espagnole.

Tous ces entretiens, a précisé le porte-parole du Quai d'Orsay, portent sur les différents dossiers en discussion à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui reprend le 29 août à Vienne, après une pause de trois semaines, ainsi que sur les affaires communautaires.

Après des affrontements ayant fait dix-huit blessés

Couvre-feu dans les territoires occupés

L'armée israélienne a soumis jeudi 25 août deux cent mille Palestiniens au couvre-feu en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, après des affrontements qui ont fait au moins dix-huit blessés parmi les nouvelles unités et qui ont marqué une nouvelle journée de grève générale dans les territoires occupés. Quatre Palestiniens, dont un enfant de huit ans, ont été blessés par balles dans le camp de réfugiés de Shatti, à Gaza.

Onze autres ont été blessés mercredi par des tirs de militaires israéliens à Naplouse et dans le camp de réfugiés avoisinant de Balata (nord de la Cisjordanie). Une jeune fille de dix-sept ans a été grièvement blessée à la poitrine. Les dix autres blessés ont été atteints pour la plupart aux jambes.

Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ont répondu massivement mercredi au mot d'ordre de grève générale de quarante-huit heures

lançé par la « direction unifiée du soulèvement populaire », dont le vingt-quatrième communiqué avait appelé la population à protester contre la mort de quatre prisonniers palestiniens au cours des deux dernières semaines.

Un Palestinien du camp de réfugiés de Jabalya est mort mardi soir, vingt-quatre heures après avoir été arrêté par l'armée israélienne, lors d'une perquisition dans le camp. Une rixe avait opposé Hani Al-Shami, quarante-trois ans, à des soldats alors qu'il voulait les empêcher de battre ses enfants.

Les forces de sécurité ont affirmé, mercredi, avoir démantelé deux « réseaux terroristes palestiniens », accusés d'être « le bras armé des comités populaires », en charge de la vie quotidienne dans les camps à la suite du soulèvement et mis hors la loi le 18 août par les autorités. — (AFP, Reuter.)

Les négociations entre l'Irak et l'Iran commencent à Genève



Extrait du Frankfurter Allgemeine Zeitung du 25 août.

Les ministres irakien et iranien des affaires étrangères, MM. Tariq Aziz et Ali Akbar Velayati, arrivés à Genève, devaient être reçus séparément le jeudi matin 25 août par M. Pérez de Cuellar, avant le début des négociations plénières sur le conflit opposant leurs deux pays. M. Tariq Aziz a fait part de son « esprit de bonne coopération ».

Dans une brève déclaration à son arrivée à Genève, le ministre, qui est à la tête d'une délégation d'une dizaine de personnes, a rappelé que la « position de base et historique de l'Irak » a toujours été « la recherche d'un règlement de paix dans le conflit avec l'Iran ».

Dans une déclaration lue à son arrivée, M. Velayati s'est déclaré optimiste et a notamment renouvelé sa confiance à M. Pérez de Cuellar. Il a rappelé que sa venue à Genève avait pour but « finaliser le processus commencé à New-York » et qui avait abouti à l'acceptation par l'Irak de la résolution 598 du

Conseil de sécurité. L'Iran, a-t-il dit, est prêt à coopérer à « un règlement juste, compréhensif et honorable de toutes les questions opposant l'Irak et l'Iran afin de parvenir à une paix durable ».

Les négociations s'articuleront autour des différents points de la résolution 598, concernant notamment le rapatriement de quelque quatre-vingt mille prisonniers de guerre et le problème de la délimitation de la frontière dans le Chah-Arab, au sud de l'Iran, dont le tracé est contesté par Bagdad malgré l'accord d'Alger signé le 6 mars 1975 par les deux pays.

La résolution envisage également la constitution d'un « organe impartial » chargé d'enquêter sur les responsabilités dans le déclenchement du conflit. Pour M. Pérez de Cuellar, ces négociations peuvent être longues. « Tout est question de volonté politique de la part des deux parties », a-t-il dit. — (AFP.)

ISRAËL

Jérusalem rejette une protestation de Washington contre les bannissements de Palestiniens

Une controverse s'est développée en Israël entre le Likoud et le Parti travailliste à propos du mécontentement exprimé par les États-Unis contre le projet de Jérusalem de bannir vingt-cinq Palestiniens des territoires occupés. Lundi dernier, le secrétaire d'État adjoint américain, M. John Whitehead, avait convoqué le chargé d'affaires israélien à Washington pour l'avertir, selon le New York Times, que la poursuite des bannissements « pourrait porter tort » aux relations entre les deux pays.

Des responsables du Likoud ont accusé, mercredi 24 août, le ministère des affaires étrangères, qui dirige M. Shimon Pérès (travailliste), d'avoir fait connaître la teneur de l'avertissement américain afin d'embarrasser le premier ministre, M. Itzhak Shamir. Sur le fond du problème, un communiqué du ministère israélien des affaires étrangères a répondu mercredi la protestation américaine, en affirmant que « les expulsions sont légales » et conformes à un jugement de la Cour suprême. — (AFP, Reuter.)

WASHINGTON
de notre correspondant

Parmi les diverses méthodes utilisées par Israël pour tenter de réduire la révolte des territoires occupés, il en est une qui déplaît tout particulièrement à Washington : le bannissement de Palestiniens. Que les États-Unis aient clairement exprimé leur irritation, après l'annonce par Israël d'une nouvelle mesure d'expulsion concernant cette fois un contingent de vingt-cinq Palestiniens n'est donc pas surprenant (le Monde daté 21-22 août).

Le chargé d'affaires israélien a été convoqué au département d'État, mardi 23 août, et le lendemain, un porte-parole du même département d'État est revenu sur le sujet : « Si tous les ordres d'expulsion sont suivis d'effet, certains Palestiniens auront été déportés depuis le début de cette année. Cela semble faire du bannissement la norme et non plus l'exception. En tant que fidèle ami d'Israël, nous sommes profondément inquiets de l'usage accru des déportations ».

Mais ce langage relativement ferme s'accompagne d'un rappel rituel des que Washington se refuse à critiquer l'Etat hébreu : « Il n'y a pas de changement fondamental » dans la politique américaine à l'égard d'Israël. Et la « menace » brandie au cas où Jérusalem persisterait dans ses intentions ne semble pas vraiment de nature à impressionner les dirigeants israéliens : les États-Unis, indique-t-on officiellement à Washington, pourraient laisser le Conseil de sécurité condamner Israël à propos de ces mesures de bannissement.

Déjà, au début de janvier, alors que l'intifada n'en était qu'à son premier mois, Washington s'était joint aux autres membres du Conseil de sécurité pour inviter Israël à renoncer à une première série d'expulsions, concernant neuf personnes.

Quelques jours plus tard, quatre Palestiniens (dans un premier temps) étaient expulsés, et Washington « regrettait profondément ». Dès lors, les protestations « au plus haut niveau » se sont succédées à chaque nouveau bannissement, y compris lorsque Israël, se débarrassant de M. Monharak Awad, un pacifiste palestinien pos-

édant aussi la nationalité américaine. La décision fut qualifiée d'« injustifiable » par le porte-parole de la Maison Blanche.

Que le mécontentement américain soit exprimé avec une plus ou moins grande fermeté selon les circonstances ne change rien à une donnée essentielle. Les États-Unis déplorent l'intransigence d'Israël, et nombre de responsables de l'administration estiment qu'elle ne sert pas les intérêts à long terme de l'Etat hébreu. Mais ils excluent plus que jamais toute mesure de pression un tant soit peu sérieuse sur Israël.

En dépit de l'émotion manifestée, surtout dans les premiers mois de l'intifada, par certains milieux juifs américains, en dépit des efforts remarquables déployés — également dans un premier temps — par la presse américaine pour couvrir les événements, rien, fondamentalement, n'a changé. Des contre-feux ont été allumés, un grand nombre de commentateurs et d'éditorialistes se sont employés à remettre les choses « à leur juste place », c'est-à-dire à faire porter sur la partie palestinienne la responsabilité ultime des événements.

De leur côté, les responsables de l'administration — avec, certes, des nuances selon les individus — semblent profondément sceptiques sur leurs possibilités de faire évoluer les choses selon leurs vœux — qui restent d'ailleurs assez mal définis. La presse et les télévisions se sont lassées — les networks n'évoquent désormais que rarement les manifestations palestiniennes tuées par l'armée israélienne.

Et, au terme de neuf mois de soulèvement, alors que la nécessité de trouver une issue à la question palestinienne semble plus évidente qu'un jour, les deux grands partis politiques américains ont produit des programmes où, comme par le passé, la seule préoccupation clairement exprimée à propos du Proche-Orient est « le renforcement des liens entre les États-Unis et Israël ». Les républicains s'opposent explicitement à toute formation d'un Etat palestinien. Les démocrates ont un peu plus vagues, mais les opinions de M. Michael Dukakis et de son entourage penchent très clairement dans le même sens.

JAN KRAUZE.

CORRESPONDANCE

La vérité sur le Diable

A la suite de notre éditorial « La vérité sur le Diable » (le Monde du 11 août), M. Gilbert Lubik nous adresse une lettre dans laquelle il écrit notamment :

Vous plaidez pour que ne s'efface pas la mémoire des hommes : c'est votre vocation ; il conviendrait qu'elle ne soit pas abusivement sélective. Ce rôle que vous vous êtes toujours efforcé de bien tenir pour informer le public à travers les aléas d'une médiatisation outrancièrement orientée, serait mieux rempli si vous ne glissiez pas insidieusement dans une partialité insupportable. Si Diable il y a, il aurait aussi fallu parler des ténors américains ébranlés sans beaucoup de cliques le Vietnam luttant magnifiquement pour son indépendance.

Pas un mot non plus sur les dictateurs sanguinaires installés, protégés et soutenus par l'Amérique pour affaiblir et torturer les populations d'une partie importante de l'univers.

Il est superflu de vous dresser la liste des malheureux pays saignés à mort, pendant des décennies, grâce à la tyrannie des assassins à la solde des États-Unis. Ce n'est que très récemment qu'ils se sont laborieusement débarrassés d'un Maroc ou d'un Duvalier devant la réprobation de la conscience universelle ; mais il en reste hélas tellement en place. Diable d'un côté, petits et grands Satans de l'autre, j'attends l'historien prestigieux qui rétablira la balance en rappelant le cortège hideux des guerres coloniales, l'entreprise d'asphyxie des peuples luttant pour leur liberté, les atroces cruautés anticomunistes...

ment, consentir de
se voir enlever de
l'air de la capitale du Canada.
Il n'est pas, quant à lui,
capable de démontrer que
« tout le budget de la
ville de Montréal de 1965-1966, n'a pas les
caractéristiques d'un acte de
violence ».

[illegible]

Washington Palestinians

and once he learned
about the situation, he
began to work for the
cause. He was one of the
first to go to the
front, and he was
one of the first to
be killed.

RE: MEMPHIS, 24 JUL 68
2 VI. SUBJECT: 1968
IS (1968) 1968 1968
VI. 1968 1968 1968
THIS 1968 1968 1968
PROSECUTION 1968 1968
1968 1968 1968

[illegible][illegible]

Aux Editions du Seuil

Politique

Le voyage du premier ministre en Nouvelle-Calédonie

M. Mitterrand félicite M. Rocard et l'UDF met en cause « l'opportunité » du référendum

Le président de la République a exprimé, au cours du conseil des ministres réuni le mercredi 24 août, « son accord total et profond avec ce qui a été accompli » lors des négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. M. François Mitterrand « s'est, selon M. Claude Evin, porte-parole du gouvernement, réjoui de la manière dont le premier ministre et le ministre chargé des DOM-TOM ont mené les discussions » entre les deux délégations du RPR et du FLNKS. « Je ne leur exprime pas de félicitations, a encore déclaré le chef de l'Etat, car le mot serait insuffisant », ajoutant : « Je ne leur ai pas ménagé mes encouragements et ma gratitude. »

Après avoir, le premier ministre avait rendu hommage aux « anonymes » qui ont, sur le terrain, « assumé pleinement leurs responsa-

lités » et ont ainsi facilité l'aboutissement des négociations. M. Michel Rocard a quitté Paris mercredi dans la soirée pour la Nouvelle-Calédonie, où il est attendu le vendredi 26 août en début de journée ; il affirme, dans un entretien publié par l'hebdomadaire Paris-Match du 25 août, que son voyage doit permettre d'« aider chacun, dans l'ordre retrouvé, à se mettre au travail et à apporter sa pierre à la construction de l'avenir ». Le premier ministre rappelle dans cet entretien que sa méthode « repose sur le consentement mutuel » : « Il valait mieux prendre son temps (...) que de courir le risque d'un nouvel échec. »

M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF, a déclaré le mercredi 24 août que le bureau politique de sa formation qui venait de

se réunir « se réjouit qu'un accord soit intervenu entre les représentants des communautés à propos du statut futur de la Nouvelle-Calédonie. L'UDF est prête à participer aux délibérations législatives en vue de la mise en œuvre de cet accord. En revanche elle s'interroge sur l'opportunité d'un référendum qui, en raison de la multiplication d'élections, risque de conduire à un faible taux de participation ».

A Nouméa, le Front national a appelé le jeudi 25 août les Néo-Calédoniens à ne pas assister au discours public que le premier ministre doit prononcer vendredi à la mairie de cette ville, expliquant ainsi sa position : « Les accords de Matignon comportent trop de renoncements fondamentaux et sont à ce titre inacceptables et dangereux. Ils vont être lourds de conséquences pour le territoire ».

Anatomie d'une négociation

avait souhaité ne pas se déplacer, pour raisons de santé.

Resté à Nouméa, il a été à de nombreuses reprises informé par téléphone, consulté, sollicité de décrire les limites du possible ou de les révéler selon que son interlocuteur était M. Le Pen ou un membre de la délégation RPR. Par cette qualité d'ultra passé dans le camp de la conciliation, il a servi de référence implicite et pesé d'un poids réel sur une négociation qui fut en somme le triomphe du sens renouvelé donné depuis l'accord de Matignon à la formule : « Il faut ménager l'avenir ».

La psychologie, le lancinant tic-tac de l'horloge eurent donc leur rôle à jouer dans la négociation. Reste que des zones de divergence fortes ou de détail subsistent qui laissent prévoir une difficile conciliation. Pour les effacer, pour parvenir à cette conciliation, le ministre des DOM-TOM et ses collaborateurs susciteront ou laisseront se mettre en place un système de négociation que l'on pourrait appeler l'« art de la négociation ».

Plusieurs avis devraient être pris dans les semaines à venir auprès des instances néo-calédoniennes et du Conseil d'Etat. Mais rien d'important, sauf extraordinaire, ne devrait être remis en cause et rien ne pourrait être sans consultation et accord de toutes les parties.

La forme : soumis jour après jour à une gymnastique amicale par le secrétaire général du gouvernement, le texte n'a pas encore trouvé son nombre d'articles définitif. Ce sera le cas quand tous les regroupements de dispositions, traités (plus au moins elliptiques) des textes antérieurs auront été peaufinés. But de la manœuvre : offrir à la lecture des électeurs un texte aussi peu indigeste — à défaut du plus léger — que possible.

Après avoir contenu cent vingt et un, puis cent onze articles avant les négociations, le texte est ressorti de la rue Oudinot, siège du ministère des DOM-TOM, le 20 août à l'aube, lourd de cent vingt-cinq articles, avant de « retomber » à quatre-vingt, treize, nombre qui n'est probablement pas définitif.

Pour en arriver à cette phase, il a fallu bien sûr passer par le stade décisif de la négociation menée du 17 au 20 août rue Oudinot. Couronnée par le succès, elle devient très naturellement une occasion de faire-valoir politique pour le ministre qui l'a conduite, M. Le Pen, pour ses collaborateurs qui en ont assumé jour et nuit la « réalisation » et bien sûr pour le chef du gouvernement, inspirateur en fin de compte du processus. Reste à MM. Tibo et Ukeiwi à recueillir auprès de leurs troupes respectives en Nouvelle-Calédonie leur part de cette aura. Le passé a montré que ce n'est pas toujours chose facile.

Considérée d'un autre point de vue, la négociation de la rue Oudinot apparaît comme un étonnant et complexe phénomène de prise de décision collective à la fois dictée par une conviction partagée de nécessité, sinon d'indivisibilité, et « gérée » au prix d'un mélange inextricable de procédés prévus et d'improvisations maîtrisées.

Sans oublier la psychologie individuelle des auteurs et les effets de groupe toujours imprévisibles lorsqu'il s'agit de faire parler ensemble, de jour comme de nuit, des hommes qui semblaient il y a quelques mois encore ne pas avoir vocation à le faire avant longtemps.

Lerôle d'un absent

Au fil de discussions, tel participant métropolitain se surprendra à adopter le débit lent et posé du parler canaque qui charge les mots d'un poids de réflexion et de gravité insus. Les jours passent, les membres des deux délégations, absolument séparés au début et ne communiquant que via le ministre des DOM-TOM ou ses collaborateurs, finissent par se mêler, soit par petits groupes soit par réunion des deux délégations « seule à seule », comme ce sera le cas, avec un effet décisif, avant l'ultime réunion plénière de la nuit du 19 au 20 août.

Dans le même registre, il faut signaler le rôle important joué par un absent, M. Jacques Lafleur, responsable RPR, incarnation de la communauté « loyaliste » de Nouvelle-Calédonie, longtemps considéré non sans raison comme le symbole de l'intransigeance, mais aussi co-signataire de l'accord dit de Matignon,

L'accord est bouclé au prix d'une solution juridique audacieuse, voire peu orthodoxe. Au cours de la négociation, chacun a peu ou prou reconnu l'impossibilité à laquelle l'autre est confronté. Le RPR ne peut rentrer à Nouméa en disant à ses troupes que des assassins seront libérés ; le FLNKS ne peut pas annoncer que la plupart des Canaques emprisonnés vont rentrer à la maison. L'accord est bouclé, au prix de dizaines et de dizaines de réactions provisoires du texte qui le traduit, après consultations informelles, en faisant fonctionner les réseaux des uns et des autres, pour savoir jusqu'où on peut aller tout de même.

Concessions mutuelles

Une négociation est bien sûr une balance de concessions mutuelles. Il sera fait droit aux demandes du RPR, qui souhaite la création d'un conseil économique et social en Nouvelle-Calédonie et un dispositif de financement spécifique des dépenses scolaires. Le FLNKS obtiendra la distribution dans le texte de l'avant-projet et dans le préambule des éléments d'un ample dispositif de mesures d'accompagnement. Il recevra aussi le cadeau, d'un grand poids symbolique, du ton de ce préambule lourd de mots auxquels il tient, alors

que le RPR les exerce : « colonisation », « droits particuliers ».

L'anatomie de la négociation de la rue Oudinot révèle encore trois traits caractéristiques. Le résultat prouve que l'appareil d'Etat, souvent lent et réfléchi jusqu'à l'immobilisme, peut tourner à grande vitesse. Ce fut ici le cas par le biais de réunions interministérielles nombreuses et impliquant souvent de lourds enjeux, entre autres financiers.

D'autre part, l'arbitrage dominant du gouvernement ou de ses représentants ne pouvait pas tout dans une telle négociation. Au contraire, c'est de l'ultime réunion des deux seules délégations que sortira le « paquet final » de l'accord : nombre de sièges dans l'assemblée de la province Sud, solution à l'épineux problème de l'Agence culturelle canaque et amnistie.

Enfin, une négociation souvent aussi technique que politique aurait pu faire craindre la soumission de fait de l'une ou l'autre des délégations à la puissance des experts. Non seulement il n'en fut rien, selon plusieurs témoignages, mais un membre de la délégation du FLNKS débutsa même une erreur dans le texte de l'avant-projet pourtant épluché des dizaines de fois dans les semaines précédentes par la fine fleur des cabinets ministériels.

MICHEL KAJMAN.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 24 août, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● **AUGMENTATION DES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES** (Le Monde du 25 août.)

● **LA SÉCURITÉ DANS LES TRANSPORTS**

Le ministre des transports et de la mer a présenté au conseil des ministres une communication sur la sécurité dans les transports.

Les accidents survenus ces derniers mois dans les transports aériens et ferroviaires et l'accroissement récent des accidents de la route posent à nouveau avec gravité la question de la sécurité dans les transports.

Le ministre a rappelé les mesures prises et présentées les orientations qu'il a retenues.

1) En ce qui concerne les transports aériens, la présentation d'avions de ligne dans les démonstrations aériennes publiques est désormais interdite, sauf dérogation du ministre chargé des transports. En tout cas, la présence de passagers à bord est proscrite.

Nominations

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Yves Roland-Billicourt, inspecteur des finances, a été renouvelé comme directeur général de la Caisse centrale de coopération économique.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Robert Bouchery, procureur général honoraire près la cour d'appel de Paris, et M. Guy Georges sont nommés conseillers d'Etat en service extraordinaire.

Sur proposition du ministre des transports et de la mer, M. Jacques Fournier, conseiller d'Etat, est nommé président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français (le Monde du 23 août).

Pour le trafic aérien régulier, les discussions entamées depuis le mois de juillet avec les représentants des syndicats de contrôleurs de la navigation aérienne visent à conjuguer la sécurité et les exigences de qualité du service public.

2) En matière ferroviaire, la SNCF a été invitée à prendre d'urgence des mesures pour améliorer le matériel, notamment en matière de freinage et de contrôle de vitesse et pour perfectionner la formation du personnel.

A la demande du ministre des transports et de la mer, le conseil d'administration de la SNCF arrêtera le 26 octobre prochain un programme d'orientation sur la sécurité.

3) Le décès, chaque année, de dix mille à onze mille personnes dans des accidents de la route n'est pas acceptable et prend les dimensions d'un fléau national : le nombre des accidents s'accroît depuis le début de cette année.

Cet accroissement a amené le gouvernement à renforcer les moyens de contrôle et à prévoir dans le budget de 1989 une augmentation de 46 % des investissements dans ce domaine. Cet effort permettra le doublement des crédits consacrés à la suppression des points noirs. Cette suppression doit être totale dans un délai de cinq ans.

Au-delà de ces mesures, chacun doit être placé devant ses responsabilités. La violation des règles de conduite continuera à être réprimée avec une grande fermeté. Des mesures complémentaires seront arrêtées à l'automne lors d'un comité interministériel de la sécurité routière. (Lire page 20.)

● **Colloque du XXX^e anniversaire de la Constitution.** — A l'occasion du XXX^e anniversaire de la Constitution du 4 octobre 1958, l'Association française de science politique et l'Association française des constitutionnalistes organisent du 8 au 10 septembre à Aix-en-Provence un colloque consacré à « l'écriture de la Constitution ».

● **Secrétariat du colloque :** Faculté de droit, 3, avenue Robert-Schuman, 13628 Aix-en-Provence, cedex 1. Tél. : 42-20-68-14 ou 42-59-29-45.

La préparation des élections cantonales

Isère : M. Haroun Tazieff accepte d'être le candidat de l'ouverture de M. Alain Carignon

GRENOBLE
de notre bureau régional

M. Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs dans le gouvernement de M. Laurent Fabius, qui avait accepté, après le changement de majorité en 1986, de faire bénéficier de ses conseils M. Alain Carignon, a accepté la proposition de celui-ci, de présenter sa candidature aux élections cantonales dans le cinquième canton de Grenoble.

Le conseiller général sortant, M. Claude Sagnard (RPR), présent ainsi que M. Carignon à la conférence de presse réunie, le mercredi 24 août, dans les locaux du conseil général de l'Isère, a fait part, de sa « fierté d'être celui par qui l'ouverture sur la société civile se réalise dans l'Isère ».

Offre publique de séduction

M. Tazieff a insisté, dans sa déclaration, sur l'esprit d'ouverture manifesté depuis plusieurs années par le maire de Grenoble, réélu député en juin, et sur la coopération positive — « malgré des penchants politiques différents » — qu'il entretient depuis deux ans avec le président du conseil général de l'Isère dans le cadre de la mission que celui-ci lui a confiée pour préparer, avec d'autres experts, les mesures susceptibles de réduire les risques naturels et technologiques dans le département. Selon le volcanologue, c'est essentiellement en raison de cet état d'esprit, qu'il a accepté à la fois « l'offre de M. Carignon et le sacrifice de M. Sagnard ».

M. Carignon, manifestement satisfait de ce « coup médiatique » de rentrée, a confirmé que la candidature de M. Tazieff n'avait fait l'objet d'aucune discussion préalable au sein des instances nationales du RPR, ou avec les responsables de l'UDF dans le département. Rappelant

son hostilité constante aux affrontements « bloc à bloc », le président du conseil général a indiqué que, « dans les jours qui viennent, cette ouverture conduira d'autres développements » qui contribueront à garantir le « pluralisme dans le travail » et la recherche de « solutions de consensus ».

M. Carignon a souhaité que les électeurs « ne se fassent dicter leur choix par personne » et se montrent « attachés à un devenir collectif ». « Il ne doit pas s'agir de remettre l'Isère entre les mains d'un parti politique, y compris le mien », a insisté le maire de Grenoble qui aimerait que le bureau de l'assemblée départementale soit constitué à la proportionnelle. « Si nous gagnons », a dit encore M. Carignon, « je suis disposé à abandonner mon mandat de député ».

Reste à savoir comment cette « offre publique de séduction », qui fait, une fois encore, du marketing politique, et coupe l'herbe sous les pieds des socialistes qui préconisent l'ouverture, sera perçue par ceux-ci. La fédération de l'Isère du PS avait, en effet, annoncé dès le 12 juillet, sa décision de présenter dans le cinquième canton, son seul représentant de l'ouverture, le docteur Pierre Fugain, vice-président du conseil départemental, et père du chanteur Michel Fugain.

M. Tazieff, qui n'entend pas « rouler » pour le RPR et encore moins pour M. Chirac avec lequel il a un contentieux important depuis l'affaire du volcan de la Soufrière en 1976, mais seulement pour M. Carignon, qui « a l'air d'un véritable homme d'Etat », a déjà fait savoir qu'il n'attaquerait pas le candidat socialiste au cours de la campagne, et qu'il « souhaite la rencontre » pour discuter avec lui de cette situation nouvelle.

BERNARD ELIE.

L'UDF se prononce pour l'unité de candidatures avec le RPR

L'heure de la rentrée a sonné à l'UDF qui a tenu son premier bureau politique le mercredi 24 août dans une atmosphère, selon plusieurs participants, « très détendue ». Cette réunion de rentrée a permis au nouveau président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, fortement désireux d'apporter plus de consistance à la confédération, de donner quelques consignes de discipline avant les universités d'été qui se tiendront la semaine prochaine et qui se partagent politiquement hasardeuses.

Le mouvement des jeunes giscardiens se réunit en campus d'été à Avoriaz (Haute-Savoie), du vendredi 26 août au mardi 30 août et, pour respecter sa tradition, sera marqué par l'intervention de M. Giscard d'Estaing, le mardi. Les jeunes du CDS tiendront leurs universités d'été à Locudy (Finistère) du 28 août au 2 septembre. M. Raymond Barre devant y effectuer à son tour sa rentrée politique le jeudi 1^{er} septembre. Enfin, à Chaux-de-Vin, de cadre aux universités d'été du Parti républicain qui auront lieu du 2 au 4 septembre.

Ce souci de renforcer l'UDF a également été prôné par la nomination — qui n'a pas été soumise au vote — au nouveau poste de porte-parole de M. Alain Lamassoure, député UDF des Pyrénées-Atlantiques, délégué général des clubs giscardiens Perspectives et réalités.

Après s'être prononcé contre le recours au référendum national sur la Nouvelle-Calédonie (lire par ailleurs), le bureau politique a fait le point sur la préparation des élections cantonales. M. Lamassoure s'est félicité « du bon esprit d'union tant à l'UDF qu'au RPR », en précisant qu'il y aurait unité de candidatures « dans 90 % des cas ». Le matin, la commission Gaudin chargée des investitures UDF avait eu à rendre notamment des arbitrages dans les trois départements (Hauts-de-Seine, Vaucluse et Somme) en défaveur du CDS. Une rencontre UDF-RPR est prévue la semaine prochaine pour examiner une dizaine de cas qui, selon M. Lamassoure, risquent encore de faire problème.

L'université d'été du PS

M. Mermaz répond à M. Fabius

« Michel Rocard a écrit suffisamment de livres, participé à suffisamment de colloques et affirmé suffisamment de choses dans la vie politique française depuis quarante ans pour qu'on soit tous d'accord pour dire qu'il a une vision de l'avenir de la France », M. Louis Mermaz, président du groupe des députés socialistes, a ainsi réagi, le mercredi 24 août à Annecy (Haute-Savoie), à l'interview au Monde de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale (nos éditions du 24 août). Ce dernier avait, dans cet entretien, reproché au gouvernement de manquer d'un « grand dessin ».

Participant à l'université d'été du PS, M. Mermaz a déclaré que lorsque le premier ministre « règle le problème de la Nouvelle-Calédonie, c'est le dessin de la présence de la France dans le Pacifique », et quand il « part en guerre contre les chauffards, c'est un sujet fondamental : la vie quotidienne fait partie du grand dessin ».

Le projet des socialistes est, selon le député de l'Isère, contenu dans la « Lettre à tous les Français » rédigée par M. Mitterrand à l'occasion de l'élection présidentielle.

Interrogé sur les propos tenus par M. Fabius, M. Mermaz a déclaré que « beaucoup de socialistes ont un furieux désir de vivre et d'exister. C'est plutôt sympathique. Il vaut mieux ça qu'un encéphalogramme plat ».

Faisant allusion à la récente rencontre entre MM. Raymond Barre et Jean-Pierre Soisson, le président du groupe socialiste a estimé qu'il faut « se méfier des mirages ». « Le baron noir a failli », a poursuivi M. Mermaz, « être supplanté par le contre-amiral Barre que certains ont cru voir faire route ces derniers temps vers la route de la majorité présidentielle ». « D'ailleurs, a-t-il conclu, le contre-amiral Barre s'est empressé d'indiquer qu'il n'était pas encore en situation « à supposer qu'il le soit jamais » d'accoster le rivage présidentiel ».

Le Monde DES LIVRES

La Révolution française est terminée

En France, « la culture révolutionnaire est en train de mourir », dit François Furet. Il s'en explique dans un livre et dans le dictionnaire critique qu'il a dirigé. Tous deux paraîtront en octobre.



FRANÇOIS FURET possède l'art de jouer avec le temps — ce qui, après tout, est bien naturel pour un historien. En bon stratège, il a laissé les éditeurs lancer leur infanterie par vagues incommensurables, au cours de l'année écoulée, sur le champ de bataille de la Révolution française. Aguerries ou tendres, agiles ou les jambes lourdes, soigneusement armées ou pourvus d'une méchante pétroire, les buffins, officiers supérieurs et seconds classes mêlés, ont occupé le terrain à coups de biographies et de monographies, d'études régionales, de pamphlets et de réhabilitations, d'images d'Épinal et de photographies en gros plan. Jolies empoignées d'où émergent quelques travaux de belle tenue et quelques recherches neuves, mais rien qui permette de célébrer, un an avant l'heure, le bicentenaire de la prise de la Bastille.

Ce n'est qu'en octobre que Furet fera donner ses canons et ouvrira le véritable bal. Deux canons de taille monumentale : chez Hachette, le quatrième volume de *l'Histoire de France* — inauguré il y a un an par Georges Duby et Emmanuel Le Roy Ladurie, — intitulé *la Révolution de 1789* et chez Flammarion, un *Dictionnaire critique de la Révolution française*, qu'il dirige en compagnie de Mona Ozouf et auxquels participent les membres les plus éminents de ce qu'il faut bien appeler la « galaxie Furet » :

Denis Richet, Joseph Goy, Marcel Gauchet, Pierre Nora, Philippe Raynaud, Jacques Revel, Ran Halévy, Patrick Gueniffey, Pierre Rosanvallon, Luc Ferry. Ainsi que quelques historiens étrangers de renom : Keith Baker, David Bien, Alan Forrest, Brenislav Baczo, Massimo Boffa, etc.

Le canon Hachette est fort de 528 pages, celui de Flammarion de plus de 900. Il s'agit d'armes de métal et de portée différents. Furet-Hachette est un essai personnel, la vision d'un historien qu'orientent une idée majeure : la Révolution française a duré un siècle. Une manière de reprendre le court terme qu'a été l'événement-révolution, une dizaine d'années d'effervescence aux mille actes divers, pour l'intégrer dans la moyenne durée : la fondation de la démocratie française et du socle de l'héritage politique sur lequel nous vivons aujourd'hui.

Dans l'orbite de Tocqueville

Furet-Flammarion est un dictionnaire conçu à la manière d'une encyclopédie : « Nous n'avons pas, dit François Furet, voulu faire un « Tout savoir sur la Révolution », mais proposer des articles assez longs — d'une dizaine à une vingtaine de pages — qui offrent cent entrées organisées selon cinq grands chapitres : les événements, les acteurs, les créations et les institutions, les

concepts, les interprètes. J'ai écrit moi-même la moitié environ de ces articles, les autres l'ont été par des historiens français et étrangers dont les approches et l'esprit des travaux se sont révélés assez homogènes. D'autre part, l'étude critique de l'historiographie dont nous faisons suivre chaque article nous permet de faire le point sur l'état actuel des travaux pour chaque sujet abordé ».

Mais quand Furet parle de « faire le point », il faut entendre aussi « mise au point », au sens critique, sinon polémique, du terme. Mise au point intellectuelle : Furet, directeur de l'Institut Raymond-Aron, coprésident de la Fondation Saint-Simon, ne cache pas que sa famille de pensée se situe davantage dans l'orbite de Tocqueville que dans celle de Marx. « Je ne désire pas m'opposer aux historiens qui ont privilégié l'approche économique de la Révolution, dit-il, tranquillement conciliant ; simplement, mes goûts, mes intérêts, me portent davantage vers l'histoire politique. Or, pendant longtemps, cette histoire a été considérée comme secondaire. La politique n'était qu'une « superstructure », l'« effet » d'un phénomène historiquement nécessaire : l'avènement, au bout d'une longue ascension, de la bourgeoisie. Or, si la Révolution est l'événement le plus universel de notre histoire, c'est qu'elle est fondatrice non de nouveaux rapports économiques, mais de nouveaux principes politiques et de nouveaux modes de gouvernement ».

« A côté de l'histoire sociale et économique, il doit y avoir la place pour d'autres approches. Il faut, par exemple, déparatiser la Révolution. Celle-ci s'est développée en province selon des régimes et par des manifestations très différents que mettent en valeur des travaux nouveaux. Il convient également de rendre leur place à l'histoire des idées politiques et à l'histoire culturelle. Or, là où la multiplicité des approches devrait être admise sans difficulté, on constate encore une grande intolérance ».

Car derrière la confrontation intellectuelle se manifeste encore la confrontation idéologique et politique. « Il faut en finir avec le

théâtre, Chomsky contre Gallo, Charlotte Corday contre Marat. La gauche marxiste et la droite contre-révolutionnaire sont d'accord sur un point : considérer la Révolution comme un bloc qu'il s'agit de magnifier ou de couvrir d'opprobre. Il est temps, après deux siècles de guerre civile idéologique, d'affirmer que la Révolution française est terminée et de la considérer enfin comme un objet de science ».

Volonté d'apaisement

Intellectuel libéral, savant qu'effleure de son aile l'ange de l'objectivité scientifique, François Furet propose sinon une paix des braves, du moins un armistice des intolérances. Cela ne l'empêche pas de se réjouir du fait que, « le PC n'étant plus ce qu'il était, dans la société comme dans l'Université, les meilleurs étudiants en histoire se sont orientés vers des domaines de recherche, notamment d'histoire politique et d'histoire des idées, qu'ils n'auraient pas abordés auparavant ».

Il ne dit pas de certains de ses vieux adversaires marxistes : « Ils passent leur vie à me donner raison, mais ils n'osent pas le dire ». Mais ces velléités bataillonnaires s'effacent rapidement derrière une sereine volonté d'apaisement. En ces temps d'ouverture, Furet peut même se payer le luxe d'une certaine nostalgie de ces empoignées qui, après tout, témoignent de la richesse et de la vigueur de notre civilisation politique. Si l'examen sans fièvre de la réalité et de l'héritage révolutionnaire peut avoir lieu désormais, c'est que « la culture révolutionnaire est en train de mourir. La démocratie française est en train de ressembler aux autres démocraties du monde occidental. L'exceptionnalisme politique français, marqué par un violent antagonisme droite-gauche et par le poids idéologique et politique du PC, est en voie de liquidation ».

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 11.)

Lire aussi en page 12 la chronique de Jean-Pierre Rioux « 1789, la légende et la vérité ».

La courtisane de Françoise Chandernagor

Splendeurs et misères d'une jeune femme des années 60 et 70. Un grand roman sur les mœurs de notre époque.

NOTRE époque est aussi prompt dans la louange abusive qu'empresée d'oublier ce qu'elle vient de peine de célébrer. Les astrophysiciens parlent de « la fatigue de la lumière », mais il est une autre fatigue que nos contemporains connaissent davantage : c'est la fatigue des superlatifs. Certains mots souffrent de surmenage. Comme les soldats de l'Empire, ils ont trop servi. Il faudrait leur prescrire un arrêt de travail, et l'on hésite à les employer encore. Pourtant, voici un grand roman qui mérite d'échapper à la précarité des enthousiasmes et d'accomplir une carrière durable dans les esprits. Les jurés du Goncourt devraient vite s'en aviser. Ce n'est pas une chose si fréquente dans une époque assez démunie, malgré l'apparence qu'elle voudrait se donner.

Un soir au Palais-Royal

Françoise Chandernagor a fait ses débuts littéraires en 1981, avec *L'Allée du roi*. Elle avait eu l'audace d'écrire les Mémoires imaginaires de Françoise d'Aubigné, marquise de Maintenon. Cette audace fut légitimée par la réussite de l'entreprise. *L'Allée du roi* était une somptueuse méditation sur la mort, la religion, le pouvoir et les vanités. « Seigneur, disait la marquise de Maintenon, soutenez cette vieille femme qui n'a plus de personnage à faire et partira sans public » (1).

Cette saison, Françoise Chandernagor revient avec un très ample roman, *La Sans Pareille*, qui se présente comme le premier volume d'une trilogie intitulée *Leçons de ténacité*. C'est d'abord le séduisant portrait d'une jeune femme à laquelle on trouve des ressemblances avec Lamiel, et qui suscite l'engouement du lecteur dès qu'elle apparaît ; c'est aussi un tableau des mœurs diverses de

notre société, une réflexion sur le sort malheureux des civilisations qui se délabrent, une causerie sur l'art romanesque, et, cela va de soi, un témoignage sur le monde politique des années 60 et 70.

En effet, l'auteur a eu l'occasion de fréquenter les allées du pouvoir, de sorte que beaucoup de gens croiront peut-être se reconnaître dans sa galerie de personnages. Epoque et fille d'époque,



Françoise Chandernagor : un tableau de nos mœurs

Françoise Chandernagor est passée elle-même par l'ENA, et les comportements de la classe dirigeante lui sont familiers, d'autant plus que son père a fait partie du gouvernement de Pierre Mauroy en 1981. Maître des requêtes au Conseil d'Etat, elle s'est mise en congé pour écrire et mener son enquête.

Car le livre de Françoise Chandernagor prend la forme d'une recherche. La romancière désire en savoir davantage sur une jeune femme qu'elle a rencontrée un soir, dans un salon du Palais-Royal. En vérité, c'est le reflet de l'inconnue qu'elle a croisée dans un miroir, et cette image la trouble par son extrême mélancolie. Ensuite, Françoise, la narratrice, découvre qu'il s'agit de Christine Valbray, une égarée de la vie politique dont les ennemis

vantaient les charmes plus volontiers que les mérites, les premiers servaient à rabaisser les seconds lorsqu'il fallait expliquer les succès que cette dame remportait. Christine avait sans doute les façons d'une courtisane, mais son mystère recouvrait tous les visages qu'elle se prêtait. Elle allait être l'héroïne d'une « affaire » qui la conduirait en prison. Françoise lui rendrait visite et se lierait avec elle, obtenant de la jeune femme qu'elle évoque, avant de disparaître, « les splendeurs et les misères » d'une existence déconcertante.

C'est pourquoi deux récits s'entremêlent dans ce livre : la relation de l'enquête que poursuit Françoise alterne avec la confession de Christine. La romancière est fascinée par les traits et les manières de son personnage. Il semble qu'elle ait à la fois rencontré son double et le contraire d'elle-même dans le miroir du Palais-Royal. Aussi, le style de Christine s'oppose à celui de Françoise autant qu'il le prolonge. Le second épouse les mouvements de l'inquiétude, alors que le premier, souvent laconique, ne s'embarrasse d'aucune précaution. Pour dépeindre les sentiments qu'elle éprouvait en découvrant Rome, Christine dira : « Rome me plus ; mais je n'avais rien vu du monde et crus sage d'économiser mon enthousiasme ».

L'auteur envie « l'irrespect » de son héroïne, « cette fraîcheur dans la trahison » et « cette désinvolture dans la dérision ». Car M^{me} Valbray n'a cessé de trahir. Enfant bâtarde, qui fut élevée par son grand-père, un ouvrier à la retraite, elle n'a connu que tardivement son père, ambassadeur à Rome, quand il s'est souvenu qu'elle existait. Dès lors, partagée entre le palais Famée et la banlieue parisienne, entre les quartiers populaires et les antichambres du pouvoir, elle a trompé

tout le monde, comme sa double appartenance le lui conseillait.

Retraçant son histoire (son « ascension sociale », ses amours sans illusion et ses désarrois), Christine fait une satire très féroce de tous les milieux qu'elle a eus le loisir d'observer. Aucun déguisement ne résiste. Personne n'est épargné. Que soient évoqués les salons littéraires ou les dîners politiques, c'est un monde de faussaires qui nous est décrit. L'imposture domine dans cette société, elle aussi bâtarde, qui a perdu son identité avec sa mémoire, et qui ne sait plus se nommer. Si « un homme peut s'offrir autant d'images qu'il a de miroirs, et autant d'âmes qu'il a d'images », rien n'aujourd'hui ni demain ne sera vrai.

Jusqu'au bout du mensonge

Mais les faussaires se montrent médiocres. Vouant croire à la comédie qu'ils jouent, ils se raccrochent à la dernière apparence que leur impose la mode et que leur commande l'ambition. Pour se venger ou pour obéir à son désespoir, Christine est allée jusqu'au bout du mensonge. C'était sa manière d'aller jusqu'au bout de la sincérité. « Une larme est toujours sincère », écrit Françoise Chandernagor. Quelles qu'aient été ses raisons du moment, la tristesse de Christine n'était pas feinte. Là résidait son génie : elle construisait des personnages imaginaires autour d'un sentiment vrai. Christine ou les paradoxes de la duplicité. Cette jeune femme désemparée, sous ses dehors voyous, s'attirera sans doute la sollicitude et la complicité de beaucoup de lecteurs.

FRANÇOIS BOTT.

★ LA SANS PAREILLE, de Françoise Chandernagor. Editions de Fallois, 690 p., 140 F.

(1) Julliard, 1981 ; Presses Pocket, 1984.

JACQUELINE RISSET GRAND PRIX DE LA TRADUCTION

Harpérine-Kaminsky décerné par la Société des Gens de Lettres de France



Edition bilingue
Le Purgatoire
344 p.
110 F.
L'Enfer
352 p.
102 F.

Flammarion

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

● **LOUIS CALLEBAT** : *Pierre de Courbertin*. — La vie d'un « éclairé » qui remit les Jeux olympiques au goût du jour. A la sortie d'une guerre qui laissait la France défaits, les Jeux étaient le moyen privilégié d'établir des liens de compréhension et de coopération entre les peuples et de combattre les excès du nationalisme. (Feyard, 270 p., 110 F.)

HISTOIRE

● **FREDÉRIC II** : *les Mémoires du roi de Prusse*. — Religion, justice, politique... Frédéric le Grand expose sur le ton de la confiance ses vues machiavéliques sur le gouvernement du royaume de Prusse. Ce manuel cynique et prudent à l'usage du despotisme éclairé fut aussi attribué à Voltaire. (Librairie L'Impensé radical, 75 p., 60 F.)

● **MICHEL COINTET** : *Histoire culturelle de la France, 1918-1959*. — L'ouvrage embrasse la vie culturelle, politique et religieuse de la France, depuis la rupture marquée par la première guerre mondiale jusqu'à la naissance de la V^e République. (SEDES, coll. « Regards sur l'histoire », 291 p., 110 F.)

● **ALFRED WAHL** : *Cultures et mentalités en Allemagne, 1918-1960*. — Cet essai se propose de tracer une « histoire culturelle » de l'Allemagne. Il privilégie à cette fin l'analyse des communautés religieuses et des courants idéologiques. (SEDES, coll. « Regards sur l'histoire », 260 p., 99 F.)

RELIGIONS

● **JEAN-PIERRE LAURANT** : *Symbolisme et Écritures, le cardinal Pitra et la « Clé » de Meliton de Sardes*. — Cette traduction de la « Clé », manuscrits latins du deuxième siècle attribués au Père Meliton de Sardes, a été établie d'après sa reconstitution au dix-neuvième siècle par le cardinal Jean-Baptiste Pitra. Référence dans la symbolique chrétienne, elle est précédée d'une introduction critique du traducteur. Préface d'Emile Poulet. (La Cerf, 368 p., 195 F.)

SOCIÉTÉ

● **PIERRE RAPHAËL** : *Dans l'enfer de Rikers Island*. — Ce livre, écrit en collaboration avec Henri Tingo, rapporte l'expérience d'un amonier de prison dans Rikers Island, le plus grand pénitencier américain. Il témoigne à la fois de l'itinéraire d'un missionnaire et de la situation carcérale aux États-Unis. (Le Centurion, 141 p., 78 F.)

● **PHILIPPE SIMONNOT** : *Homo sportivus*. — Une enquête économique sur les interférences entre le sport et l'argent se transforme en un essai théologique sur la nouvelle religion : homo economicus est dévoré par homo sportivus. (Gallimard, 204 p., 82 F.)

THÉÂTRE

● **GEORGE SAND** : *Gabriel*. — Alors qu'il a été élevé comme un garçon, Gabriel apprend à dix-sept ans qu'il est une jeune fille. Cette pièce de théâtre, que George Sand n'a jamais pu mettre en scène, est l'occasion d'un plaidoyer pour une éducation masculine qui libère la femme, sans qu'elle renonce à la féminité. (Ed. Des Femmes, 240 p., 85 F.)

HISTOIRE

L'homme

qui n'a pas tué Salan

Lorsque Philippe Castille, du haut d'une terrasse algéroise, eut tiré un obus de bazooka dans le bureau du général Salan, en décembre 1956, policiers civils et militaires se précipitèrent sur les communistes locaux et les partisans européens de l'indépendance algérienne. A leur vif ennemi, l'enquête aboutit à un groupe d'ultras dirigé par un médecin quelque peu illuminé, le docteur Kovacs. Castille et ses amis, manipulés par de mystérieux émissaires, voulaient que le « traître » Salan fût ramené par le général Cogry au commandement en chef. Castille et Salan, à Madrid, tombèrent dans les bras l'un de l'autre, aux beaux jours de l'OAS.

Le récit de l'homme au bazooka, recueilli par Bob Maloubier, comme lui ancien du SDECE, éclaire crûment les intrigues de l'époque, la naïveté des exécutants et les manœuvres qui les amenèrent à garder un relatif silence devant le tribunal. Un chapitre intitulé « La Pen me met au parfum » non signé, mais rédigé à la première personne, présente le témoignage du commandant Paul Aussaresses, officier des services spéciaux désigné à maintes reprises depuis 1957 comme un spécialiste des interrogatoires « musclés ».

Il se décrit comme « chargé, à-t-on dit, des basses besognes de la guerre subversive dont les réguliers consentaient volontiers à cueillir les fruits [...] sans y souiller leurs gants blancs ».

Un document parfois sujet à caution, mais d'une rude franchise sur une époque de sang et de délire.

JEAN PLANCHAIS.

★ **BAZOOKA**, *La confession de Philippe Castille*, de Bob Maloubier, Filipacchi, 305 p., 95 F.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Dickens

s'amuse

Les *Chroniques de Mudfog* ont subi un sort singulier. Publiées en magazine, entre 1837 et 1839, elles attendaient un siècle et demi pour connaître à nouveau les faveurs de l'édition. C'est seulement en 1986 qu'elles parurent à nouveau en Grande-Bretagne, où elles furent alors soupçonnées de n'être qu'un faux succès. En France, les *Chroniques* restaient jusqu'à présent inédites.

Il semble que cet oubli soit dû en grande partie à Dickens : il n'éprouvait pas une grande tendresse pour ces pochades et paraissait les considérer comme des esquisses de

visions de cauchemar font partie d'un ensemble extraordinairement complexe, où vont se succéder les scènes sentimentales, le temps du suspense, les descriptions oniriques, l'effervescence comique... Ici l'écrivain se laisse aller à la seule fantaisie, au seul bonheur de la logique absurde. C'est parfois laborieux, c'est souvent saisisant.

Dickens s'amuse comme un fou, avec une violence que ne vient atténuer aucune considération moralisatrice. Il fait jouer les grands rêves de progrès de son temps comme des mécaniques dégingolées, et ses *Chroniques* en prennent une démesure quasi surréaliste. Il apparaît, ici, comme un cousin de Swift, le grand fabricant d'utopies atroces.

EVELYNE PELLER

★ **LES CHRONIQUES DE MUDFOG**, de Charles Dickens, trad. de l'anglais par Paul Contrin, préface de Pierre Gribail, Ed. du Rocher, J.-P. Bertrand, 153 p., 72 F.



CAGNAT.

RELIGIONS

La nouvelle laïcité

selon Emile Poulet

Au moment où il est question d'une « nouvelle laïcité », voire de révéler les rapports entre l'Église et l'État, il est indispensable de lire ce nouvel ouvrage d'Emile Poulet, inépuisable mine d'informations et de réflexions, entre sociologie et histoire, sur ce thème pourtant rebattu.

Il est hors de doute que l'histoire de France, sur un siècle et plus, s'explique en partie par un conflit frontal entre deux cultures, la catholique et la laïque, et que ce conflit autour du « principe de la modernité », porte sur les rapports entre la liberté et la laïcité.

Emile Poulet se méfie des systèmes, voire des concepts. Il s'intéresse aux hommes ou aux acteurs sociaux, à leurs stratégies, leurs idées, leurs passions. Il a d'ailleurs l'art de faire parler des archives oubliées, de ressusciter tel bon mot ou telle formule qui a fait mouche en son temps. Au fond, s'il complexifie les problèmes, il s'efforce aussi d'en montrer, sous les apparences ruptures, les continuités et les invariants jusqu'à nos jours, surtout en ce qui concerne le modèle catholique, dont il sait apparemment tout.

Côté « liberté », on apprécie particulièrement ses analyses historiques très fines du rapport entre l'Église et l'État : il relativise l'idée répandue selon laquelle c'est l'Église qui aurait évolué « vers » la défense des droits et des libertés ; car tout le monde a beaucoup changé, y compris l'État laïc.

Côté « laïcité », il montre fort bien, dans le cadre historique et sociologique toujours, que la pierre

d'achoppement pour l'Église était (et demeure) la liberté de conscience. Mais dans le même temps, la laïcité aussi est passée d'un « principe » à une « culture », à une légitimation systématique et peut-être induite. On notera un chapitre particulièrement précieux, pour ses réflexions comparatives et ses informations difficiles à trouver : « Dieu dans les constitutions des États contemporains ».

Enfin, et sans prétendre épuiser le contenu d'un ouvrage foisonnant, il vaut le peine de lire les études consacrées aux sciences religieuses en France et aux rapports de l'Église catholique avec ces sciences : après un refus intransigent au temps du « modernisme », l'Église les a acceptées aujourd'hui, avec un « oui », assorti d'un « mais ». Ce « mais » s'explique, mais il explique aussi les insuffisances de la haute culture catholique.

Au total, sortant de ce livre, on se dit que si les rapports de l'Église et de l'État laïc doivent être révisés, les négociations ont du pain sur la planche s'ils veulent remonter le poids d'une aussi lourde hérité historique.

A noter enfin, du même auteur et chez le même éditeur, *Poussière de raison*, recueil de « courtes pièces » où le sociologue se fait chroniqueur du quotidien laïc et religieux. Il comporte notamment de suggestifs portraits de contemporains.

JEAN-LOUIS SCHLÉGER.

★ **LIBERTÉ, LAÏCITÉ. LA GUERRE DES DEUX FRANCE ET LE PRINCIPE DE LA MODERNITÉ**, d'Emile Poulet, Cerf/Cajon, 439 p., 135 F.

ROMAN

A bout

de soufflé

Gilbert Grellet et Hervé Guibaud sont des journalistes aventureux qui ont passé la moitié de leur vie à bouffonner. Se rencontrant dans les bureaux de l'AFP à Washington, entre 1953 et 1987, ils ont écrit ensemble *Le Soufflé austral*, un roman d'action qui transporte ses lecteurs sur les cinq continents.

Un journaliste américain, travaillant paisiblement à Paris pour un manuel, est subitement plongé dans une affaire macabre et pleine de rebondissements. Tout commence avec le massacre discret d'une tribu en Namibie et se termine au bord de la troisième guerre mondiale... A l'heure cruciale, le président des États-Unis « se trouve dans son ranch en Californie », tandis que, à bord du Mig 25 Gori 1, le lieutenant Pavel Gramov n'y comprend rien.

Dans cette toile d'araignée de complots terroristes, c'est la folie absurde de la dernière partie du vingtième siècle qui apparaît. Écrit dans un style concis, très efficace, ce roman français ne souffrira pas de la comparaison avec les meilleurs thrillers américains. Trente-cinq chapitres, tous surprenants...

KIM STURGES.

★ **LE SOUFFLE AUSTRAL**, de Gilbert Grellet et Hervé Guibaud, Flammarion, 265 p., 79 F.

EN BREF

● **Le Prix Albert-Camus**, récemment créé sous les auspices des Rencontres méditerranéennes et de la Fondation Laurent-Vibert de Loumarin, et dont le jury est présidé par Emmanuel Robles, vient d'être remis à BERTRAND VISAGE, pour son roman *Angelica* (Seuil). Le prix récompense une œuvre « s'inscrivant dans l'héritage de Camus ».

● La manifestation *Itinéraire de la ville de Nancy*, « LE LIVRE SUR LA PLACE », se déroulera place Stanislas, du 22 au 25 septembre, et placera sa dixième édition sous le thème de la Révolution française. Trois prix seront décernés à cette occasion : la bourse Goncourt de la biographie, remise par les membres de l'Académie ; le prix des Femmes d'or, remis par la ville de Nancy pour récompenser des ouvrages à caractère historique ; et le prix Radio-Franc-Nancy de la communication.

● **Le MUSÉE VICTOR-HUGO** de Villégier (Sole-Matime) présente jusqu'au 30 septembre, entre les dernières acquisitions du musée, une exposition intitulée : « Victor Hugo, grandes œuvres, grandes cases ».

● **ERRATUM**. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans « le Monde des livres » du 19 août, le livre de Thornton Wilder, *Mr. North*, n'est pas publié chez Albin Michel, mais aux Presses de la Renaissance (traduit par Eric Chédaille, 330 p., 120 F.).

Après le catalogue *Berlin d'une apocalypse à l'autre* qui vient d'être réimprimé, les libraires du groupement L'Oeil de la lettre font paraître un deuxième catalogue de 64 pages qui recense 310 écrivains de langue allemande traduits en français. Ce dictionnaire bio-bibliographique est illustré par des extraits de romans, de pièces de théâtre, de poèmes, de préfaces, de critiques littéraires, d'entretiens et de portraits d'auteurs.



LES ECRIVAINS DE LANGUE ALLEMANDE DEPUIS 1945

ALFRED ANDERSCH, INGEBOURG BACHMANN, THOMAS BERNHARD, HEINRICH BÖLL, THOMAS BRASCH, ELIAS CANETTI, PAUL CELAN, MAX FRISCH, GÜNTER GRASS, PETER HANDKE, PETER HÄRTLING, CHRISTOPH HEIN, UWE JOHNSON, HEINER MÜLLER, SIEGFRIED LENZ, PETER SCHNEIDER, BOTHO STRAUSS, MARTIN WALSER, CHRISTA WOLF.



Vous trouverez ces deux catalogues dans les librairies du groupement :

L'Oeil de la lettre

ACTES SUD, passage du Méjan, ARLES. L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie, PAU. L'ARBRE A LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu, PARIS 5^e, 55 rue Cler, PARIS 7^e, 14 rue Boulard, PARIS 14^e. AUTREMENT DIT, 73 bd Saint-Michel, PARIS 5^e. BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple, PARIS 4^e. CALLIGRAMME, 75, rue Joffre, CAHORS. LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora, ENGHIEUN-BAINS. COMPAGNIE, 58 rue des Écoles, PARIS 5^e. GÉRONIMO, 31, rue du Pont-de-Morts, METZ. GRAFFITI, 8 place Pelissier, CASTRES. LIVRE STERLING, 49 bis, av. Franklin-Roosevelt, PARIS 8^e. LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre, BORDEAUX. MILLE-PAGES, 174 rue de Fontenay, VINCENNES. DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetterie, AVIGNON. DES NOUVEAUTES, 26 place Bellecour, LYON. OMBRES BLANCHES, 50, rue Gambetta, TOULOUSE. LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem, MONTPELLIER. QUAI DES BRUMES, 39 quai des Bateliers, STRASBOURG. LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière, MANTES-LA-JOLIE. LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 138 Grande-Rue, BESANÇON. LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Emille-Castelar, PARIS 12^e. LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ, 2 place Dr-Léon-Martin, GRENOBLE. VENT D'OUEST, 5 place du Bon-Pasteur, NANTES. VENTS DU SUD, 7 rue Maréchal-Foch, AIX-EN-PROVENCE. LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Beaure, PARIS 15^e. En Belgique, groupement Profil : A LIVRE OUVERT, 106 rue des Combattants, LA HULPE et 116 rue St-Lambert, BRUXELLES. CALLIGRAMME, 7 rue Sambon, WAVRE. GRAFFITI, 9 avenue Léon-Journez, BRAINE L'ALLEUD. LA LICORNE, 36 rue X. de Bue, BRUXELLES. LIBRAIRIE MOLIERE, 4, boulevard Audent, CHARLEROI. RIVAGE, 1333 chaussée de Waterloo, BRUXELLES. TROPISMES, 11 Galerie des Princes, BRUXELLES.

HISTOIRE

Majeur The

La formation de la...
de l'historien E. P. Th...

L'histoire est une science...
de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

de l'historien E. P. Th...

Tristan Bernard, l'ennemi des bonnes mœurs

On réédite ce séduisant provocateur
qui fut l'ami de Jules Renard : un régal.

ILS étaient quatre inséparables : Jules Renard tenait son journal, Alfred Capus dirigeait le *Figaro*, Lucien Guiry brûlait les planches, Tristan Bernard écrivait. Du café Weber au Théâtre des Variétés, du restaurant Foyot au vélodrome Buffalo, ils parcouraient avec des éclats de rire les riches années de la première avant-guerre. Sauf Renard, ils sont bien oubliés ; à l'instar de ces maîtres de l'art dramatique d'alors, tel Bataille, que l'on prit pour un nouveau Racine, Hervieu ou Porto-Riche, de ces « modernes » romanciers du temps, comme Bourget ou Estampé, ou de ces esprits du Boulevard, les Coollus, les Curzonsky (1).

Paul, dit Tristan, Bernard (1866-1947), a traversé le siècle grâce à des aphorismes et des définitions de mots croisés qui lui ont survécu. Déporté à la fin de son âge à Drancy, celui qui signait « le biscaïen » ses lettres à sa famille sut faire preuve encore une fois d'un esprit admirable : « Nous vivons dans l'angoisse, nous vivons dans l'espoir. » Mais alors que ses pièces, célébrées en leur époque et jouées partout par les plus grands, Sarah Bernhardt comme Yvette Guilbert, se sont alourdies — *l'Anglais tel qu'on le parle*, *le Petit Café*, *Jeune Doré* — ses chroniques et ses romans, peu à peu réédités, devraient échanter, ainsi que le prédisait Bernard Frank (2).

Un prédisait du conformisme

« Tristan Bernard, un homme audacieux, un vrai Parisien. Il a le courage de descendre de bicyclette et d'acheter un cornet de raisin chez la fruitière d'en face, et de le manger tout de suite, sur le trottoir, sous le regard des concierges du quartier », écrit Jules Renard, qui ne cite personne aussi fréquemment dans son *Journal*. Ils avaient participé tous deux à la fondation du *Chasseur de chevelures*, ce petit journal humoristique que reprit en 1893 la *Revue blanche* des frères Natanson. A celle-ci, Renard donna quelques articles critiques, et Bernard y tenait la rubrique sportive en compagnie de Léon Blum. Ils y côtoyaient Gide, Proust, Jarry, Debussy, Fénéon, Toulouse-Lautrec parmi tant d'autres ; la revue enterra le symbolisme et défendit le capitaine Dreyfus.

Malgré sa réputation d'ami de Jules Renard, Bernard avait dans ses livres un style économe, proche justement de celui de Renard. Il n'en a jamais changé : de son premier roman, *Mémoires d'un jeune homme rangé* (3) (1899), jusqu'à *Aux abois* (1933), l'écriture minimaliste du romancier demeure. Tristan Bernard se promène dans trois milieux : l'armée, la petite bourgeoisie, les voyous. Ses intrigues donnent une idée nette de la France quotidienne d'alors, omnibus, fortifications, parties de billard et cordons de sonnette. Ancien cavalier, Tristan connaît le régiment, omniprésent dans la mentalité des Français ; il ne l'affronte pas de face, au contraire d'un Darius ou d'un Mirbeau (4), mais un roman comme *l'Affaire Larcier* et certaines nouvelles d'*Amants et voleurs* (1905) disent en creux la passivité de la vie de garnison, même quand on s'échappe de la caserne en heureuse compagnie.



« Un homme audacieux, un vrai Parisien... », écrit son ami Jules Renard.

Les bourgeois n'ont pas non plus grand ressort. Daniel Henry, le « jeune homme rangé », aspire à la condition médiocre de l'employé de bureau qui se trouve à l'abri de tout ; on a rarement peint avec autant de relief le refus de toute asperité propre à ces jeunes gens vieillards minces héros d'une vie atone. Contrairement aux personnages de Bove, dont la

radicale netteté de style s'apparente à celle de Bernard, Daniel et Berthe se contentent d'éprouver au jour le jour de modestes émotions, dans l'ennui.

Après de ce précis de conformisme teinté de gentille ironie, *Nicolas Bergère* (1911) fait figure de traité de l'aboulie. Boxeur de hasard, encouragé par des « sportsmen » de bonne famille, Nicolas croit vouloir s'empêcher d'une jeune fille : « S'intéressait-il tant qu'il l'avait cru à Mlle Van Stoolle ? Il finissait par en douter. » Mieux vaut faire le farand en riant par cœur les stations du métro : « Devant l'étonnement qu'il suscitait, il avait senti croître en lui un légitime orgueil. »

Mathilde et ses mitaines (5), remarquable aventure policière, évoque un Ménémosyne nocturne et brutal. Dans le Paris populaire, on estourbit et découpe sans état d'âme. Tristan, ne déteste pas les assassins : eux au

ART

Les paradoxes de la modernité

La modernité ? Un leurre, selon Jean Clair ; un combat d'individus, d'après Henri Meschonnic.

C'EST un tout petit livre, à peine un opuscule, une plaquette bleu ciel imprimée par les soins de l'Echoppe, l'excellent éditeur de textes rares sur les beaux-arts, sis rue de la Gare, à Caen. C'est un tout petit livre, et il semble cependant destiné à faire le bonheur des futurs historiens des idées esthétiques. *Le Paradoxe sur le conservateur* et le court essai dénommé *De la modernité conçue comme une religion* qui le précède contiennent à peu près tous les thèmes, toutes les idées, obsessions et fantasmes chers au puissant parti des « antimodernes ». Ils ont pour auteur Jean Clair, conservateur au Musée national d'art moderne et commissaire de la commémoration viennoise d'il y a deux ans.

Sa thèse se développe en trois étapes. La première : l'art moderne s'est développé depuis la Révolution, qui a créé le Louvre, donc l'idée de musée. La seconde : le musée désacralise l'œuvre d'art authentique, qui n'a d'autre fonction que de célébrer la mort. La troisième : l'art moderne, qui est un art de musée, ignore donc le sacré funéraire, principe de l'art ancien. Il se dérobe à son devoir et « plutôt que de marquer le plus haut degré qu'une culture puisse atteindre, il (...) semble marquer sa fin et n'être que le triomphe de l'inhumanité ». L'auteur, qui est généreux, consent quelques exceptions pour Morandi et Balthus, qui auraient retrouvé « le geste du Paléolithique qui suspendrait le cadavre d'ocre ». Sa théorie se complète de remarques sur la perte du « beau métier », regret qu'exprima jadis Claude Lévêque, et sur le lien profond qui réunirait, paraît-il, peinture abstraite et nazisme.

Lyrisme du morbide

On ne saurait tenir un tel propos pour entièrement absurde. Qui ne sait qu'il existe des académismes hypermodernistes qui ne survivent que grâce à la faiblesse des institutions muséales et que l'art se dégrade en sous-produits de culture de masse, catalogues et clips ? Mais Jean Clair généralise furieusement et condamne les maîtres pour les fautes de leurs arrière-petits-disciples. Il sous-entend une définition de l'art difficilement acceptable, et que ne suffit pas à légitimer une allusion en note à Mircea Eliade.

Peinture et sculpture ne se réduisent pas au culte de la mort, fût-il d'exorcisme. Picasso a peint des vanités plus tragiques que tous les Morandi et Balthus réunis sans s'interdire pour autant d'autres inspirations, moins funèbres et plus sensuelles. Sans doute faut-il croire que Jean Clair, obsédé par ses noirs songes de décadence et d'anéantissement, s'est abandonné sans prudence au lyrisme du morbide et qu'il ne demande plus aux œuvres que quelques signes, même superficiels, d'une agonie dont il croit l'heure venue. A trop théoriser sa nécronomie, il en a fait un système aveugle. Autrement dit une rhétorique.

On prendrait la liberté de lui proposer la lecture de *Modernité, modernité*, d'Henri Meschonnic si

cet ouvrage âpre et passionnant ne contenait de méchantes remarques à son endroit. Henri Meschonnic s'y conduit envers les théoriciens du moderne, postmoderne et antimodernisme, comme il se conduit d'ordinaire envers écrivains et poètes, en lecteur minutieux qui, comme l'on dit, « ne laisse rien passer ». Rien : pas une facilité, pas une erreur, pas une incohérence de logique ou un défaut d'information. Lisant Clair, donc Finkielkraut, Lyotard, Habermas et quelques autres, il s'est avisé des simplismes et autres contradictions qui avaient dénaturé le mot de modernité, jusqu'à en faire un slogan, une excuse ou un lien commun. Il a entrepris sa propre théorie de la modernité, qui est une antithèse puisque le propre de la modernité est de fuir les définitions arrêtées, définitions par l'histoire ou la fin de l'histoire, la raison triomphante ou la victoire de l'irrational, la géographie sociologique ou l'incantation propitiatoire.

La critique de la mode viennoise

Il autopsie les mythes de l'avant-garde, de la rupture et de l'annexion et rectifie les interprétations absurdes qui ont permis l'an dernier de présenter sous l'égide de Baudelaire la plus conventionnelle des expositions d'art actuel. On ne saurait trop recommander sa critique de la mode viennoise et de son « syndrome fin-de-siècle », ni son examen assasin des sous-entendus que masquent la mode du « postmoderne » et son apologie de l'éclectisme et de la circulation infinie des signes, références, doubles et simulacres. « Jeu de société », dit-il. Avec une clairvoyance qui manque à bien des historiens d'art, il analyse le rôle de Duchamp, à la fois « symbole du modernisme iconoclaste (et) support idéal pour le néo-classique et l'antimodernisme ». Les uns vénèrent le grand-père gâteau de tous les dadaïsmes sans talent, les autres celui qui a dit la vérité

sur l'art : qu'il n'est que technique et procédé. Appliquée à la situation présente, cette seule observation pourrait être fort utile, car elle explique ce qui apparaît dans les faits, la collusion des conceptuels et des transavantgardistes.

La solution pour se défaire de ces confusions et rhétoriques contemporaines ? Ayant consacré tant de pages à démontrer la vanité des « mouvements » et des systèmes modernistes, Meschonnic se garde bien d'en suggérer une. Il lui suffit, et il peut suffire en effet, de rappeler qu'une modernité qui ne se pensait ni ne se posait comme telle, celle des fauves, des cubistes et des expressionnistes, s'est constituée à travers et par le primitivisme, c'est-à-dire en se fixant pour dessein à la fois une description et la déformation subjective de cette description. Soit une modernité « mise dans le sujet créateur et dans le regard ».

On objectera naturellement que cette esquisse de doctrine n'a rien de très révolutionnaire et qu'elle sent même fortement son XIX^e siècle. Baudelaire et Flaubert. On la jugera obsolète, marquée de réminiscences naturalistes, manique du sujet, du sens et du réel. Justement : le goût du révolutionnaire et du moderniste nuit à l'innovation plus qu'il ne la favorise. Il la fétichise et la momifie. Il suscite des modernités pré-digérées et des ruptures prêtes à consommer, toutes parfaitement anodines. La modernité, en la circonstance, est l'ennemi le plus efficace du moderne. Comme le redit Meschonnic à propos de Baudelaire, son héros avoué : « Dans le peintre de la vie moderne, la vie est moderne. Pas le peintre. Ni l'art. »

PHILIPPE DAGEN.
★ PARADOXE SUR LE CONSERVATEUR, précédé de DE LA MODERNITÉ CONÇUE COMME UNE RELIGION, de Jean Clair, L'Echoppe (chez P. Cotenot, 12, rue de la Gare, 14300 Caen), 54 p., 1988, 14 F.
★ MODERNITÉ, MODERNITÉ, d'Henri Meschonnic, Verdier, 316 p., 149 F.

Alain-Fournier, rêveur éperdu

« UNE femme est passée un jour, qui m'a détaché, moi, qui m'a tout pris à moi. C'est pour ça, maintenant, que j'ai écrit ce roman. » Alain-Fournier était encore un être « tendre, naïf, tout gorgé d'une douce sève rêveuse », selon Jacques Rivière, à qui il écrivait cette amère confession (1). Il avait rencontré, cinq ans auparavant, le 1^{er} juin 1905, Yvonne de Quivrecourt (qui fut le modèle d'Yvonne de Galais dans le *Grand Meaulnes*) et, sans la revoir, avait développé autour de sa lointaine image tout un aura d'amour pur et désespéré. Influencé intellectuellement par Baudelaire, Nerval et Mallarmé, par James, Péguy et Claudel, il travailla à l'unique roman qu'il eut le temps de porter en lui, de nourrir de ses désirs, de composer et de publier, « Mon livre futur », écrivait-il encore à Jacques Rivière en 1910, sera peut-être un perpétuel va-et-vient insensé du rêve à la réalité. »

Quand le *Grand Meaulnes* parut, en 1913, Alain-Fournier l'envoya à Yvonne de Quivrecourt — tout récemment retrouvée au tennis de Rochefort, mariée, mère de deux enfants, — attendant anxieusement sa réaction devant ces pages qui ne parlaient que d'elle : pour ne point décevoir à son père, pour ne point trahir son mari, Yvonne de Quivrecourt n'osa répondre. Il ne restait au jeune écrivain qu'une année à vivre avant de tomber au front, dans les pre-

mières mois de la Grande Guerre... D'autres femmes eurent le temps de compter dans la brève vie d'Alain-Fournier : Jeanne Brunet, M^{lle} Simone. Mais seule sa sœur, Isabelle, devenue la femme de Jacques Rivière (2), devait vraiment posséder la clé de la personnalité d'Alain-Fournier, car elle avait partagé ce qu'il savait déjà, de son vivant, être l'essentiel de sa vie, son enfance à La Chapelle-d'Angillon, en Sologne. L'ouvrage sur l'auteur du *Grand Meaulnes* que propose aujourd'hui Pierre Suires n'est pas la biographie toute simple et dense, que l'on aurait aimé lire, mais le parcours presque initiatique, souvent elliptique, d'un lecteur attentif et admiratif à travers la vie et le livre d'un jeune écrivain, mort à vingt-huit ans, dont la légende fut simplifiée. On y apprend, cependant, qu'Alain-Fournier, né Henri Fournier, avait choisi ce pseudonyme dès 1907, pour que l'on ne le confondît pas avec le coureur automobile Henri Fournier, vainqueur de Paris-Berlin...

CLAIRE PAULHAN.
★ ALAIN-FOURNIER AU MIROIR DU GRAND MEAULNES, de Pierre Suires, Seghers, 250 p., 95 F.

(1) Correspondance Jacques Rivière-Alain-Fournier 1905-1914, Gallimard, 1926.
(2) Isabelle Rivière : Images d'Alain-Fournier, Emile-Paul frères, 1938 ; Vie et Passion d'Alain-Fournier, éd. Jaspard, Pöls et C^o, Monaco, 1963.

« Demain, je passe un examen... »

A la première personne de l'indicatif, Tristan Bernard raconte en s'abstenant de tout jugement sur son personnage : Duméry, qui n'aurait pas cru pouvoir tuer, s'accommode de son acte sans regret, passe de ville en ville, de bras en bras, et se sent promis sans phrase à l'échafaud, comme un « étranger ». « Depuis que cette histoire m'est plus à moi tout seul, elle m'occupe de moins en moins. » Arrêt, il comparait aux assises : « Demain, je passe un examen. On va me dire si je suis reçu assassin. » Provocateur laconique, ennemi fidèle des bonnes mœurs, le bon Tristan — dont Olivier Merlin achève une biographie — n'était décidément pas par hasard, en littérature comme dans la vie, le frère de l'*Écornifleur*.

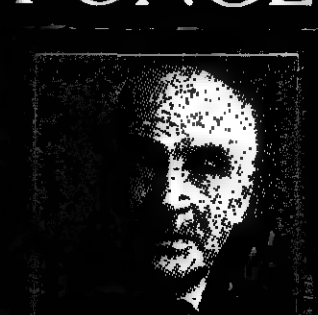
OLIVIER BARROT.
★ Les rééditions de Tristan Bernard : AMANTS ET VOLEURS, suivi d'AUTRES AMANTS ET VOLEURS, « 10/18 », 246 p., 248 F. ; NICOLAS BERGERE, suivi d'UN MARI PACIFIQUE, « 10/18 », 350 p., 350 F. ; AUX ABOIS, « 10/18 », 248 p.

(1) Dont on vient de rééditer le *Vie d'Alain-Fournier*, 112 p., 69 F.
(2) Le *Monde* du 29 octobre 1986.
(3) Toujours disponible chez Calmann-Lévy.
(4) Signalons l'excellente édition que vient de donner Michel Delon du *Jardin des supplices* (« Gallimard-Folio »).
(5) Réédité en 1986 par les éditions de l'Instant.

LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE III

Tirez vos documents
— Macintosh ou IBM
— sur notre imprimante à laser
LASERMARK
48 bd Richard Lenoir 75011 Paris
Tél : 48 06 84 01
Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

Francis PONGE



1899-1988

DOUZE PETITS ECRITS
LE PARTI PRIS DES CHOSES
PROFÈMES
RE PEINTRE À L'ÉTAT
LE GRAND RECLUT
I. LYRIS
II. MÉTHODES
III. PIÈCES
POUR UN MALHERBE
TOME PREMIER
LE SAVON
NOUVEAU RECUEIL
ENTRETIENS AVEC PHILIPPE SOLLERS
LA RAGE DE L'EXPRESSION
L'ATHLÈTE CONTEMPORAIN
NIQUE DE L'AVANT-PRINTEMPS
CORRESPONDANCE AVEC JEAN PAULHAN
1923-1988, 1 et II

GALLIMARD *rf*

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Simon Burt,
le désir saisi au volFloral Street, des nouvelles étonnantes où,
au cœur même du réalisme, naît le mystère.

LA manière de l'écrivain anglais Simon Burt — très bien traduit par Annie Saumont — surprend et éblouit. On est frappé, dès les premières pages, par le rythme nerveux, électrique, de ces nouvelles qui — tant elles sont fulgurantes et corrosives — paraissent plutôt des raptus d'existence, comme si l'auteur réussissait à saisir le désir au vol, à le prendre de vitesse. Il y a chez Simon Burt, qui épouse le tempo saccadé de son époque, une jubilation de la syncope, une euphorie de l'instantané dans les situations et les sentiments.

Dans le premier récit, « Whappen? », on ne sait plus — grâce à la suppression des tirets dans les dialogues et au jaillissement incessant des répliques — qui parle ou crie dans la bagarre se déroulant dans la cour de l'école; l'insulte de « paki » rebondit comme une balle de plomb qui frappe au cœur et au visage les élèves les plus vulnérables: tout est dit de la violence et de l'intolérance enfantine. Dans « Floral Street » — la dernière histoire, qui donne son titre à l'ensemble du recueil — l'entre-croisement rapide des voix du père et du fils qui mènent une étrange conversation érotique communique au lecteur une impression de vertige tonique, alors qu'en arrière-plan tombent en silence les quilles des anciens tabous.

Une horloge,
une rage de dents

Grâce à cette libre circulation des désirs que n'entrave jamais la moindre notion de culpabilité ou de honte, les personnages ne sont plus rivaux à la revendication d'une identité psychologique: le « moi » n'est qu'un lieu de passage. Dans « La trace unique du tracteur » Meg Moberley, assise sur une véranda, dans le froid de l'hiver, oublie en quelle saison de la vie elle se trouve et se demande parfois si la maison qui l'entoure est



Simon Burt réhabilite l'instinct et son pouvoir de vérité

bien la sienne. Le seul bruit qui traverse les strates bouleversées de sa mémoire est la rumeur du tracteur que son père lui avait appris à conduire.

La prose de Simon Burt est donc physique, immédiate. L'auteur ne s'égare jamais dans le dédale de l'analyse ou les méandres de l'introspection. Dans « L'horloge », Joanie, qui vient de manquer son étrenne avec Ted dans une chambre d'hôtel de Salisbury où les a menés une virée adolescente, ne se plaint pas, n'a recours à aucune explication et néglige d'accuser le monde; étendue dans le lit, elle se tourne simplement vers l'horloge de la ville et voit dans son impeccable mécanisme la seule réalité de l'univers. Le symptôme physiologique est donc primordial chez Simon Burt. Il suffit d'une rage de dents, que ne parvient à atténuer aucun analgésique, pour que l'existence entière du général qui en est

affecté se désintègre jusqu'à ce qu'il se tire une balle dans la bouche. Simon Burt réhabilite l'instinct et son pouvoir de vérité.

Pour Burt, tout être est une bête qui rue contre les filets de la vie, cherche à se délivrer du piège. L'écrivain détecte chez chacun de ses personnages cette force animale et presque tendre, à force d'obstination, qui lui permet de s'en sortir sans faire appel aux béquilles des idéologies. Aussi, le mystère naît-il au cœur même du réalisme. La poésie est ici une sorte de ruse sauvage du réel poussé à bout, conduit à ses dernières extrémités. Il y a toujours une ouverture sur l'infini, un passage vers la tendresse dans Floral Street où — grâce au très grand talent de Simon Burt — le lecteur est assuré d'une belle promenade sous un soleil enfantin.

JEAN-NOËL PANCRAZI

★ FLORAL STREET, de Simon Burt, traduit de l'anglais par Annie Saumont, Ramsay, 194 p., 99 F.

Les barbares vont au bal

Les fêtes cruelles d'Ernesto Schoo
et la méditation désespérée de Mempo Giardinelli.

LE Bal des guerriers va permettre aux lecteurs français de découvrir l'Argentin Ernesto Schoo. Ce récit part d'une fête qui fut réellement donnée en 1896 par une famille puissante de Buenos-Aires, les Guerero, mais que le romancier réinvente en y introduisant, entre autres, la figure sardonique d'un improbable Oscar Wilde (à l'époque, il moisait au fond d'une geôle anglaise).

Il s'agit d'un bal costumé à la mode de 1846, comme si l'on ressuscitait l'époque où le pays était sous la coupe de Juan Manuel de Rosas et de sa tristement célèbre milice, qui avait pour habitude d'égorger les opposants ou même les simples suspects. L'Argentine était alors coupée en deux: les «unitaires» souhaitaient l'hégémonie de Buenos-Aires; les «fédéraux» voulaient conserver aux provinces leur autonomie. Ils vont à nouveau s'affronter, cinquante ans plus tard, au bal des Guerero.

Schoo, qui se définit lui-même comme «un voyeur impénitent», reconstruit, avec le même brio que son maître en la matière, l'écrivain argentin Manuel Mujica Lainez, cette société brillante, sûre d'elle-même, de ses richesses et de sa culture, souvent glanée dans les salons parisiens. Mais l'auteur scrute aussi le moindre dérèglement, l'infraction, la fracture, la déviance sous la surface policée des choses et des êtres.

Mempo Giardinelli nous a donné en 1987 un roman de sexe et de mort, *Lune ardente* (1). Avec son second livre, *Et l'oubli sera leur linéol*, le lecteur passe du Chaco argentin à la ville mexicaine de Zacatecas, mais l'Argentine troublee des années 1972-1973 apparaît constamment dans cette histoire de drogue et de règlements de comptes.

«Ce texte, en dépit des apparences, n'est et ne prétend pas être un roman policier», nous pré-

vient le narrateur, un journaliste qui enquête sur une de ses amies argentines. Les péripéties de cette aventure dans une ville mexicaine à la fois pittoresque et dangereuse (selon la tradition du genre) servent de prétexte à une réflexion sur la trajectoire d'une génération argentine marquée à jamais par la violence: «Que nous était-il arrivé pour que nous n'ayons rien à donner que de froids regards d'incompréhension, une dose considérable de cette suffisance propre aux ignorants et une infinité de témoignages sur un enfer, témoignages qui ne devaient pas forcément être crus par tout le monde?»

Avec une lucidité désespérée, le narrateur évoque l'unique possibilité offerte à ceux de sa génération: «Tuer, mourir ou s'exiler». Ce roman de Mempo Giardinelli, réquisitoire passionné contre un «eurocentrisme» cynique, cri d'amour déçu des espérances péronistes, est comme l'épithète désenchantée de ces «fils de la violence» qui ont tenté en vain d'étouffer la rage insensée du clan des barbares.

CLAUDE FELL

★ LE BAL DES GUERRIERS, d'Ernesto Schoo, traduit de l'espagnol par Catherine Boivin, Ed. de l'Alé (59, rue Jeanne), 21000 Dijon, 209 p., 90 F.

★ ET L'OUBLI SERA LEUR LINÉOL, de Mempo Giardinelli, traduit de l'espagnol par Chantal Malrat, Ed. Sylvie Messinger, 242 p., 120 F.

(1) Traduit par Juan Marín, Sylvie Messinger, 182 p., 70 F.

● D'AUTRES MONDES — La chronique de Nicole Zand

Un détective dans New-York

★ La trilogie de Paul Auster, éditée par Actes Sud, traduite de l'américain par Pierre Furlan, est composée de:
— CITE DE VERRE, 175 p., 89 F.
— REVENANTS, 86 p., 69 F.
— LA CHAMBRE DÉROBÉE, 176 p. (mise en librairie en septembre).

C'EST la rentrée... Les éditeurs, comme toujours, vous confient dans le plus grand secret que la situation de la corporation est encore plus catastrophique que jamais, mais ont déjà disposé leurs pions pour les superlatifs de fin d'année. La librairie, en plus, se porte mal: on voit disparaître les boutiques mises en faillite, mais des assurances ou même des spécialistes de matériel pour amateurs de golf...

Mais la rentrée, c'est tout de même la grande fête des lecteurs, surtout dans les littératures étrangères qui, bizarrement, s'étendent de plus en plus: le risque est moindre, malgré la cherté des droits et le prix de la traduction. Le succès auprès de la critique du pays d'origine semble déjà un gage de réussite. Le dépaysement est garanti au moins autant qu'avec Nouvelles Frontières, mais avec des moyens différents.

Ce trimestre s'annonce déjà riche avec plusieurs dizaines de livres qu'on a vraiment envie de ne pas manquer. Pour commencer, une étrange série policière qui vous fait parcourir New-York comme si vous y étiez. «Je ne sais pas si les amateurs de romans policiers seront satisfaits», dit Paul Auster, je pense, qu'ils seront très déçus. Pour moi, c'est un genre qui permet d'aborder autre chose. Par exemple, dans un de mes livres préférés, Don Quichotte, Cervantès se sert des conventions du roman de chevalerie pour arriver à autre chose. Chez Beckett, en attendant Godot est aussi une sorte de pièce de music-hall.

Qu'il est ce Daniel Quinn, romancier laborieux, qu'un faux numéro révèle en pleine nuit? Est-ce un autoportrait de l'auteur? Un inconnu l'appelle en insistant sur le fait qu'il veut parler au détective Paul Auster. Mais il n'y a pas de Paul Auster, détective. Seulement un Paul Auster romancier, mettant en scène Daniel Quinn, détective et romancier de fiction... Il nous apprend qu'il a trente-cinq ans, qu'il écrit des livres sous pseudonyme — signés du nom de William Wilson — au rythme d'un par an, qu'il a été marié jadis, mais que sa femme et son fils sont morts. Quinn a un agent littéraire qu'il n'a jamais rencontré. Aucun des livres de William Wilson ne portait de photo ni de notice biographique.

Il va accepter de rencontrer l'inconnu du téléphone. Convoqué pour le lendemain matin dans un immeuble des beaux quartiers, Quinn tombe sur un jeune couple étrange, les Stillman, qui lui confie la filature du père Stillman, qui vient justement d'être libéré de prison et a le projet de tuer son fils qui l'avait, il y a quelques années, séquestré dans une chambre noire. Quinn empêche un échec au nom de Paul Auster.

Chaque détail supplémentaire contribue à vous entraîner dans un monde fou, fou, fou. (C'est me

femme qui raconte ces choses. Elle dit que c'est important de comprendre même si je ne comprends pas, mais même cela je ne le comprends pas). Armé de sa formidable puissance d'invention nourrie de ses auteurs préférés — Cervantès, Beckett, Daniel de Foe et Kafka —, Auster-Quinn va donc prendre connaissance à la National Library de l'œuvre du père Stillman, totalement oubliée, qui est une exégèse du Paradis perdu, de Milton et de la Genèse, ainsi que d'un opuscule de 1698 d'un «illuminateur» nommé Dark qui promettait pour 1660, trois cent quarante ans après l'arrivée du Mayflower à Plymouth, la véritable éducation de la tour de Babel. «Une fois achevée, la tour serait assez vaste pour contenir tous les habitants du Nouveau Monde. Chaque personne aurait sa pièce, et dès qu'elle y pénétrerait, elle publierait tout ce qu'elle avait su. Et elle sortirait de là parlant la langue de Dieu!»

Projet insensé, canular d'une logique implacable mais parfaitement invraisemblable, l'enquête se poursuit dans le second tome intitulé *Revenants*. L'histoire de *Revenants* n'a rien à voir avec la Cité de verre. Nous sommes toujours à New-York et les rares personnages de ce «polar» prennent des noms de couleurs: Bleu, détective de métier, est chargé de filer Noir pour le compte d'un certain Blanc... Mais, dans cette ville de verre, labyrinthe de miroirs, chacun ne finit-il pas par contempler la réflexion de lui-même? Il y a dans cette géométrie quelque chose qui nous ramène pas son côté d'investigation dans des lieux de l'esprit qui vous engluent même si vous n'en savez pas vraiment la signification.

Après cette froide démonstration, le troisième tome, *La Chambre dérobée*, nous semble baigner dans la tendresse. Sans doute à cause de cette Sophie, merveilleux personnage de femme qui, un jour, écrit au narrateur pour lui apprendre qu'elle est la femme de Fanshawe, un copain d'enfance oublié depuis des décennies et qu'il est parti depuis six mois en la laissant seule avec l'enfant qu'elle attend de lui... Le narrateur va assumer le rôle que lui a délégué cet ami oublié: épouser la mère, déterrer les œuvres de Fanshawe et même devenir son biographe sans toujours bien comprendre la psychologie de cet homme qui voulait partir et qui est parti. «Un jour il s'était tout simplement levé et il a laissé là sa femme enceinte. Comme elle lui faisait confiance, comme elle jugeait inconcevable qu'il pût faire une telle chose, elle n'avait pas d'autre possibilité que de le croire mort.»

Fanshawe va devenir célèbre. Mais qui a écrit les œuvres de Fanshawe? Les lieux, les noms, les personnages se connectent, se perdent, s'illuminent comme au flipper. Fanshawe? Est-il mort, est-il vivant? Comme dans *Cité de verre*, le romancier se cache derrière le narrateur de la fiction, dont l'identité se dérobe derrière un personnage à l'existence elle-même noyée dans le doute. Jusqu'à sa dernière ligne, la trilogie d'Auster cultive, décidément, un fascinant mystère.

★ Plusieurs traductions en français des poèmes de Paul Auster: *Espaces blancs* (1983), *Épigrammes* (1987), *Murs* (1987), *Dans la tourmente et fragments du froid* (1988) ont paru aux éditions Ulys. (BP n° 59, 83490 Le Muy, dist. Distique).

Portrait

Mystère Auster

La quarantaine — il est né le 3 février 1947 à Newark (New Jersey) —, un regard étonnamment bleu, Paul Auster connaît bien la France, où il a vécu quatre années, de 1970 à 1974, après ses études à Columbia University. Marié à une Norvégienne, père de deux enfants, il vit à Brooklyn, mais séjourne volontiers en France, où il vient de passer ses vacances.

Francophone parfait, il a une profonde connaissance de la littérature française et a publié de nombreuses traductions de Maurice Blanchot, de Jacques Dupin, de Mallarmé, d'André du Bouchet. En 1982, il a publié chez Random House une *Anthologie de la poésie française du vingtième siècle*.

Paul Auster:
un parfait francophone

«Vous avez fait des études de français?»

— Non. J'ai suivi le cursus de lettres anglaises et américaines, et, parallèlement, j'ai appris le français et l'italien. Après mes études, je suis venu en France pour quelques années, trois ans à Paris, et, la quatrième année, j'étais comme le personnage du livre *La Chambre dérobée*, gardien de maison dans le sud de la France à Aups. A cette époque-là, je n'écrivais que des poèmes. Comme Fanshawe, j'ai fait pleu de petits boulots, des traductions, donné des leçons d'anglais, travaillé aussi pour le *New York Times*. J'ai survécu comme cela. Quand je suis rentré, j'avais en tout 9 dollars en poche.

— Qu'avez-vous écrit avant la trilogie?

— J'avais écrit *L'invention de la solitude*, une sorte d'autobiographie, une méditation plutôt. J'ai écrit aussi un volume d'essais, notamment un essai à propos de Hamsun, *L'Art de la*

faire. Depuis la trilogie, j'ai publié cette année chez Viking *The country of last things* et je viens de terminer un autre livre qui sort aux États-Unis et s'intitule *Moon Palace*.

— Comment avez-vous écrit *City of glass*, l'histoire de ce personnage qui ne s'appelle pas Paul Auster, mais qui accepte de prendre ce nom-là. Est-ce une sorte d'autobiographie?

— Je crois que, dans toute cette histoire inventée, je m'imaginais un peu comme ce Quinn. Ces gens à l'identité fluctuante sont des parties d'un même personnage, mais je n'en suis pas tout à fait sûr. Avec chaque livre, je tente d'approfondir les choses qui me hantent et je m'approche du mystère. Si je savais exactement ce que j'écris, je n'aurais pas à écrire. C'est une recherche qui ne mène peut-être nulle part.

C'est l'obsession qui vous pousse. Ce sont des obsessions qui tournent autour de moi, mais il m'est impossible d'expliquer vraiment ce qui se passe.

— Ces obsessions, pouvez-vous les citer?

— Finalement, il y a l'idée que c'est la mort qui nous attend tous. On vit dans une société plus ou moins solide, dont la fin est connue d'avance. Mais ce qui me paraît le plus bizarre, c'est que les gens refusent cette idée, alors que nous savons que tout peut arriver — Anything can happen. Et à n'importe quel moment. Cette idée m'obsède. C'est un peu déroutant.

— Quelle est l'importance de la ville dans la narration?

— Vous connaissez New-York. C'est une ville immense. C'est vraiment la tour de Babel: ces contrastes étonnants entre richesse et misère qui sont tout à fait déchirants. On y voit des choses qui sont tellement déconcertantes qu'elles occupent tout l'arrière-plan. «La ville de verre», quand j'y ai réfléchi, c'était d'abord l'image conventionnelle avec les grands buildings. Mais c'est aussi quelque chose qui reflète comme un miroir. Et puis, le verre, c'est peut-être la chose la plus fragile du monde, quelque chose qui peut casser. Il y a ces trois idées qui synthétisent le noyau du livre.

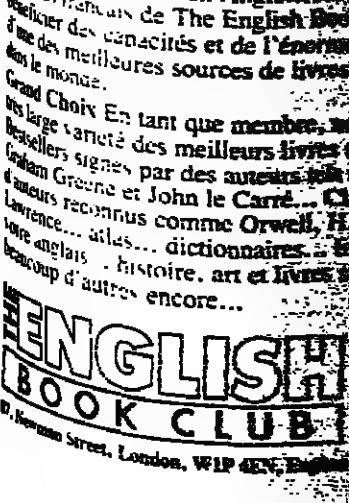
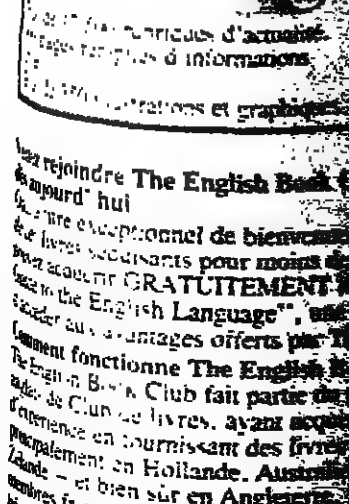
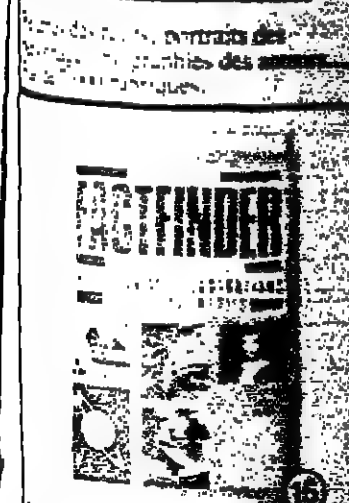
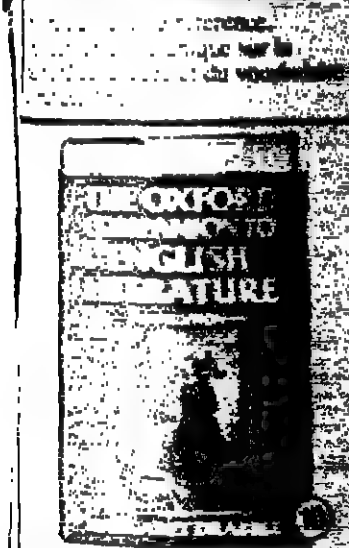
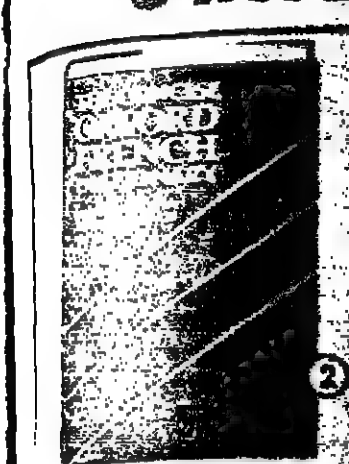
— Voyez-vous une continuité, un ordre, entre les trois livres?

— Non. C'est plutôt un triptyque fait d'élements. On peut les lire séparément, mais la lecture de l'ensemble renforce la réflexion, si on fait tout le trajet. Je l'ai conçu comme un groupe et je voudrais que les gens les lisent ensemble.

LA MEILLEURE

3 b
fo

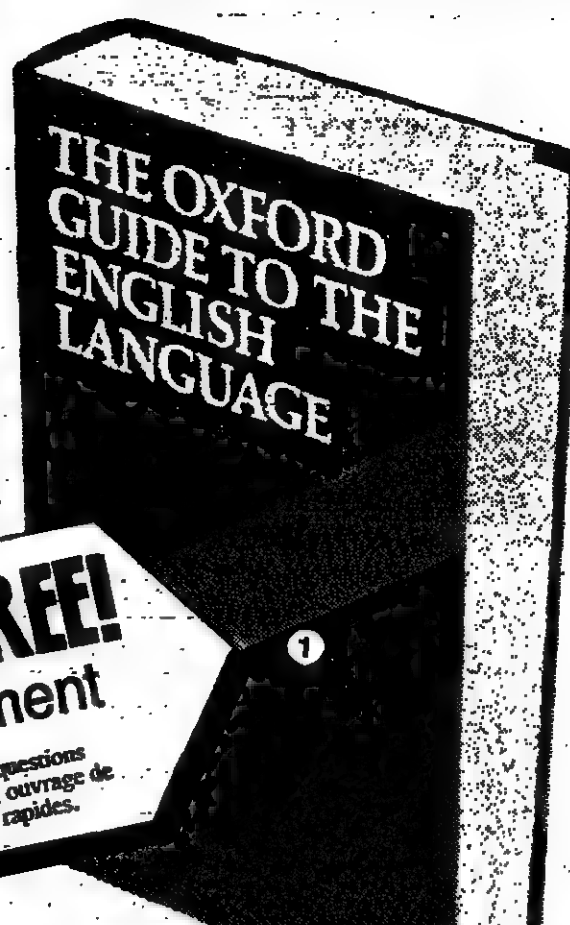
3 livre



LA MEILLEURE LECTURE EN LANGUE ANGLAISE À VOTRE PORTÉE

3 books for only 29F*

3 livres reliés pour 29F*



PLUS FREE!
gratuitement

Répond à toutes vos questions concernant l'Anglais, ouvrage de références claires et rapides.

<p>2</p> <p>Cet extraordinaire ouvrage de référence inclut 70 000 entrées, sans oublier tous les nouveaux termes techniques ou familiers.</p>	<p>3</p> <p>Une passionnante histoire d'espionnage international écrite par John le Carré, ainsi qu'un thriller étonnant de l'auteur célèbre de Shogun. Il s'agit de James Clavell.</p>	<p>4</p> <p>De l'Age de Pierre à nos jours, nous proposons ici la complète et magnifique histoire de l'Angleterre, avec plus de 470 illustrations.</p>
<p>5</p> <p>Un livre classique de référence, constituant un guide unique sur la spécificité du langage et du vocabulaire idiomatique Anglais.</p>	<p>6</p> <p>Depuis les anciens tabous jusqu'à nos jours en l'an 2000, avec de somptueuses illustrations. Attention: Sexuellement Explicite.</p>	<p>7</p> <p>NOUVELLE EDITION de ce très beau livre, accompagné de cartes, et de nombreuses informations sur le monde.</p>
<p>10</p> <p>Résumés des récits, portraits des personnages, biographies des auteurs... Plus de 7.000 rubriques.</p>	<p>11</p> <p>Avec quelques uns des plus grands auteurs: Edgar Allan Poe, Mark Twain, John Updike...</p>	<p>12</p> <p>La capitale britannique présentée dans un excellent ouvrage agrémenté de superbes photos. Sous l'autorité de l'Automobile Association.</p>
<p>15</p> <p>Plus de 17 500 rubriques d'actualité, 900 pages remplies d'informations utiles. Plus de 350 illustrations et graphiques.</p>	<p>16</p> <p>Sept principaux romans y compris 'The Time Machine', 'The Invisible Man', et 'The War Of The Worlds'. 828 pages.</p>	<p>17</p> <p>Pour la prononciation... pour les mots croisés... pour toutes sortes de lectures... Le plus populaire des dictionnaires Anglais! 1264 pages.</p>
<p>8</p> <p>Un guide divertissant et précis sur l'anglais populaire, parlé dans les rues, les magasins, les pubs, etc...</p>	<p>9</p> <p>Des premiers pionniers jusqu'à Watergate. Plus de 700 pages et une multitude de faits sur l'histoire des USA.</p>	<p>13</p> <p>Ce livre explique comment les mots sont employés - ou mal employés, leur signification et leur fascinante origine.</p>
<p>18</p> <p>Deux merveilleux films ont été réalisés à partir de ces deux romans d'E. M. Forster. Vous apprécierez les deux superbes volumes assortis et les deux admirables portraits de la société Anglaise.</p>	<p>14</p> <p>Un superbe guide en couleurs sur les paysages de la Grande-Bretagne, ses habitants, son histoire, 100 cartes.</p>	<p>19</p> <p>Ce livre révèle les sites sacrés inexpliqués, les pays perdus et les cités anciennes de ce monde.</p>

Venez rejoindre The English Book Club... dès aujourd'hui!

Oui, à titre exceptionnel de bienvenue, vous pouvez choisir 3 de ces livres séduisants pour moins de 10 F chacun ET vous pouvez acquérir GRATUITEMENT le magnifique "Oxford Guide to the English Language", une merveilleuse façon d'accéder aux avantages offerts par The English Book Club.

Comment fonctionne The English Book Club?

The English Book Club fait partie du plus important groupe anglais de Club de livres, ayant acquis des années d'expérience en fournissant des livres en langue anglaise, principalement en Hollande, Australie, Allemagne, Nouvelle Zélande - et bien sûr en Angleterre. Dès à présent, les membres français de The English Book Club pourront bénéficier des capacités et de l'énorme puissance d'achat d'une des meilleures sources de livres en langue anglaise dans le monde.

Grand Choix En tant que membre, nous vous offrons une très large variété des meilleurs livres anglais et américains. Bestsellers signés par des auteurs tels que Frederick Forsyth, Graham Greene et John le Carré... Classiques en littérature, d'auteurs reconnus comme Orwell, H.G. Wells et D.H. Lawrence... atlas... dictionnaires... livres pour améliorer votre anglais... histoire, art et livres sur la nature... et beaucoup d'autres encore...

THE ENGLISH BOOK CLUB

87, Newman Street, London, W1P 4EN, England

Directement chez vous Tous vos livres sont expédiés rapidement et efficacement, en direct de Grande Bretagne. Tous entièrement reliés et en édition complète. Parce qu'à The English Book Club, nous baissons les prix, jamais la qualité.

Magazine Gratuit Tous les trimestres, vous recevrez notre Magazine gratuit en couleur, le "Bookshop". Votre seule obligation est de choisir au moins 1 livre par trimestre, parmi plus de 600 titres proposés tout au long de l'année. La durée minimum d'adhésion est fixée à 1 an seulement.

10 jours d'examen gratuit

Commandez dès aujourd'hui vos livres afin de vérifier vous-même ce que nous voulons dire par Qualité. Mais n'envoyez pas d'argent maintenant, examinez tranquillement vos livres, chez vous, avant de décider de rejoindre les membres de The English Book Club.

Agissez maintenant! Faites votre choix parmi les livres proposés ici et renvoyez votre Bon de Commande aujourd'hui même.

PLUS FREE!
MEMBER'S WALLET
et gratuitement
Dossier d'Adhérents



En cas de réclamations concernant les produits ou services du Club, n'hésitez pas à nous écrire directement à l'adresse suivante: The English Book Club, 87, Newman Street, LONDON W1P 4EN, ANGLETERRE

* + frais d'envoi

Renvoyez ce coupon-réponse à notre adresse française: The English Book Club, B.P. 24, 62246 Noyelles-sur-Les Colles.

Oui, je désire devenir membre de The English Book Club, Londres et je souhaite recevoir les livres dont les codes sont indiqués ci-dessous dans les cases prévues.

Si je décide de conserver ces livres, je ne paierai que 29 F pour l'ensemble de ces 3 livres à titre d'offre exceptionnelle de bienvenue, dans laquelle "The Oxford Guide to the English Language" me sera offert gratuitement. Je répliquerai également 19 F seulement pour les frais d'envoi et de conditionnement. Je m'engage à commander au moins un livre par trimestre, parmi les titres proposés dans le magazine trimestriel gratuit "Bookshop". Si je ne passe pas de commande dans les délais précisés par le magazine du club, j'accepte de recevoir le Choix de l'Éditeur, décrit dans le "Bookshop". Mon adhésion est enregistrée pour une période minimum d'un an, je pourrai ensuite l'annuler à tout moment avec trois mois de préavis. Si je ne suis pas totalement satisfait de mon offre exceptionnelle de bienvenue, je pourrai vous la retourner dans les 10 jours et je ne vous devrai rien.

Signature _____ Date _____
Cet offre s'applique uniquement à la France métropolitaine. Offre réservée aux nouveaux adhérents. (Ecrire en majuscules SVP.)
M. _____
Mme _____
Mlle _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____

Code Postal _____ Ville _____
N'ENVOYÉZ PAS D'ARGENT MAINTENANT

Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 vous pouvez exercer votre droit d'accès et de modification pour toute information vous concernant figurant sur notre fichier informatique consultable auprès de la société Book Club Associates, 87 Newman Street, London W1P 4EN, Angleterre.

THEATRE

... Marcel
... Marseille
... de car
... elle
... théâtre
... Roger Pao
... à mendi
... salle.
... il est
... roudé à
... itable se
... de faire
... naitre aux
... théâtre
... inauguré

... Marcel
... des angles
... et mouton en
... mures eme
... d'avoir
... Kiehn
... Marina. Van
... des langues
... ructeur aux
... Américain
... Marmel, se qui
... français.
... cette an
... tée.

... textes nous
... nous ressembl
... it. Il y a
... nous-mêmes,
... s en des
... *Leslie* des
... l'impersonal
... raire, qui
... misme lui à
... par Patrie
... précédente
... repré
... rôle
... une recom
... leur bon de

EXPOSITIONS

Le Centre d'art contemporain

La peinture de

... et *matérialisme*
... et graffiti
... modernisme.
... nouveaux laue
... sennes ; son
... Centre
... de Meynad
... quarante-qua
... e en cours
... Verrolo, Basqui
... Mottin, les frè
... Saytour, etc.).
... quetages qui

Un tableau d'un des frères le Nain découvert en Saône-et-Loire

... Colmbien-en-Briomais
... l'on a décou
... construite au sè
... l'un des
... vivait au dix
... Bruns, Mottin,
... antiques et des
... e, en se prome
... d'origine, avait
... cette « Annon
... dans un coin
... ment. Persuadé
... une œuvre de l'un
... connus pour leur
... contacta Jac
... spécialiste de ces
... aujourd'hui
... d'un tableau
... freres. Probable
... (1607-1677). Le
... re.

... comment cette œuvre a
... cette église. La
... de la découverte.
... l'assurer la
... L'adminis
... historiques
... tableaux, en a
... d'après d'une o
... qu'il rest
... l'acquisition de
... francs. Actuelle
... restitue

HIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5^e (43-54-72-71)

HIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5^e (43-54-72-71)

BREYD (A. v.a.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71).
BRAZIL (Brit. v.a.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-33).
CARMEN JONES (A. v.a.) : Ranelagh, 16 (43-68-64-64).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.a.) : Action Rive Gauche, 3 (43-29-44-60).
LE CHATEAU DE L'ARAIGNÉE (Jap. v.a.) : Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-15).
LA DIAGONALE DU FOU (Fr. v.l.) : L'Esqupez, 14 (43-43-41-63).
DIRTY DANCING (A. v.a.) : George-V, 8 (43-62-41-46).
LES DEUX COMMANDEMENTS (A. v.a.) : Paramount Opéra, 3 (47-42-56-31).
DOCTEUR FOLANOUR (Brit. v.a.) : Le Champé, 5 (43-54-51-60).
L'EMPIRE DES SENS () (Fr.-Jap. v.a.)** : Le Triomphe, 6 (43-52-45-76) ; Triomphe, 16 (43-52-30-19).
LES ENCHANES (A. v.a.) : Reflet Lago I, 5 (43-54-42-34).
EVE (A. v.a.) : Le Champé, 3 (43-54-51-60).
GEORGIA (A. v.a.) : Ranelagh, 16 (43-68-64-64).
HELLASFORUM (A. v.a.) : Ciné Hélios, 16 (43-71-52-16).
HOUSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 11 (43-23-32-26) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-50-23) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).
INSIDE DAISY CLOVER (A. v.a.) : Les Trois Belzars, 3 (43-61-10-16).
JE T'AIME, MOI NON PLUS () (Fr.)** : Épi de Bois, 5 (43-37-57-47).
LES SOUVIERS D'ÉCHÈRES (Ind. v.a.) : Ranelagh, 16 (43-68-64-64).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.l.) : Cinécho, 6 (46-33-10-82).

La programmation complète du radio
amateurisme vous fait passer des heures
à vos côtés. ■■■ (167-81)

[illegible]

22
 In Turchia Tarantola, le caviglie
 di un gatto. Cause: Al
 2 Journal et météo. ► 21.20 Des
 en France. ► 21.30 L'Aquarium, de
 de la vie. Des rivières et des jadis
 de la vie. De Cécile Dougal
 de la vie. Astrid Webers. De
 de la vie.

2. Page 6, line 10: 20.11.2014

[illegible]

Flash Information 3325
2011 - 2012

110 Canton - China

FILED IN INDEX Charge 119

... ..

11

171

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le dimanche. Signification des symboles : **P** Signalé dans « Le Monde radio-télévision » **F** Film à l'écran **N** Ou peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 25 août

TF 1

20.35 Feuilleton : Le vent des moutons. De Jean Sagola. Avec Annie Girardot, Jacques Duval (6^e épisode).
22.00 Cinéma : Le diabolique. **M** Film français de Pierre Richard (1970). Avec Pierre Richard, Bernard Blier, Marie Perle, Paul Préboist, Marie-Christine Barrault.
23.20 Journal et Bouquet. 23.35 Magazine : Météo sport.
23.55 6.25 Documentaire : Histoire des inventions.
24.00 Documentaire : Histoire des inventions.
24.10 Les Moutons et les Plumes (rediff.). 2.15 Abala.
24.45 Documentaire : Histoire naturelle. 2.30 Météo.
24.55 Documentaire : Histoire naturelle. 2.35 Les Moutons et les Plumes (rediff.). 2.40 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

20.35 Cinéma : Les poulx. **M** Film américain de Richard Linklater (1972). Avec Jack Weston, Tom Skerritt, Riquelme. 22.10 Variétés : Professions complètes.
22.30 Journal et Bouquet. 22.45 Variétés : Professions complètes.
23.10 Informations : 24 heures sur 2.
23.20 Météo sport en concert. 23.30 Symphonie n° 4 en ré mineur op. 120, de Schumann, par l'Orchestre de Paris, dirigé par Claudio Abbado. 23.45 Johnny Clegg et Savidya (Festival international d'Antibes-Juan-les-Pins 1987).

FR 3

20.35 Téliquin : Tarentule, le cargo de la mort. De Stanislas Bougère. Avec Patrice Leconte, Claude Akins, Charles Frank. 22.00 Journal et météo. 22.20 Documentaire : Chasseurs de France. L'archipel Aquitaine, de Jean-Claude Bringer (rediff.). 2. Des rêves et des jeux. 23.25 Météo sport. 23.45 Variétés : Les poulx. 23.55 Météo sport. 24.00 Informations : 24 heures sur 2.

CANAL PLUS

20.30 Flash d'informations. 20.35 Cinéma : Sécurité publique. **F** Film français de Gabriel Berrault (1987). Avec Sophie Duer, Jean-Pierre Kalfon, Daniel Gelin, Bernard Hebe. 22.05 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Sécurité publique. **F** Film américain de Stanley Kubrick (1960). Avec Kirk Douglas, Laurence Olivier, Tony Curtis, Charles Laughton. 23.10 Cinéma : Sécurité publique. **F** Film français de Philippe Charrier (1987). Avec Nathalie

Nell, Guy Marchand, Anah Jeannot. 2.30 Court métrage. Danse sur le sable (Egypte).

LA 5

20.30 Cinéma : Champions. **F** Film britannique de John Irvin (1983). Avec John Hurt, Ben Johnson, E. Woodward. 22.20 Série : Mike Hammer. 23.20 Téliquin : La nuit qui terrifie l'Amérique. 0.00 Journal de météo. 0.05 Téliquin : La nuit qui terrifie l'Amérique (suite). 0.05 Série : Capitaine Furio (rediff.). 1.45 Journal de météo. 1.50 Corrales et filibustiers (rediff.). 2.15 Mathias Sandorf (rediff.). 3.00 Vive la vie ! (rediff.). 3.30 Météo : Air de rêve. 3.40 Le clan Beaudin. 4.30 Top Nuggets (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : Green Park. **F** Film français de Gilles Grangier (1973). Avec Roger Pierre, Jean-Marc Thibault, Claude Piéplu. 22.15 Série : Copsey et Lacey. 23.05 Série : Destination danger. 23.55 Six minutes d'informations. 0.05 Météo : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Champions (rediff.). 2.30 Feuilleton : L'été mystérieux. 3.25 Feuilleton : Naïve le burger. 3.30 17^e mystérieux (rediff.). 4.45 Nana le burger (rediff.). 5.10 Magazine : Mathias Sandorf.

FRANCE-CULTURE

20.00 Météo des médias. Colette Andry, romancière, animatrice des Temps modernes. 21.00 La lettre et l'image. Rencontres d'écrivains francophones de la Communauté radiophonique publique de langue française. 22.00 Photographie. Christiane Marais, cinéaste. 22.15 Fred Deux et son double. Le retour du vieux. 22.40 Météo. La Roque d'Anthéron : le Festival international de piano. 0.05 Du jour au lendemain. Les comités. 0.50 Météo : Code. Chicago, la cité des vents.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 20 mai 1988 lors du Festival de Vienne) : Sonate pour piano op. 1, de Berg ; Six petites pièces pour piano op. 19, de Schoenberg ; Sonate pour piano n° 2 en la mineur op. 2, de Brahms ; Sonate pour piano en sol majeur op. 37, de Tchaïkovski ; Études de Wagner, Mendelssohn, Liszt, J.S. Bach, Schop. 0.00 Feste Princesse ; un chef d'orchestre engagé. Symphonie n° 95 en ut mineur, de Haydn ; Les préludes, poème symphonique, de Liszt ; Le châtiment de Barbe-Bleue, de Bartók.

Vendredi 26 août

TF 1

16.30 Club Dorothée vacances. 18.10 Série : Chape. Quel spectacle ! 18.55 Météo. Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. Journal, météo et Topo. 20.35 Jeux : Intervilles. Tournoir - Blagnac. 22.25 Magazine : L'été. Le magazine de l'été. Présenté par Nicolas Hulot. Sommaire : Le hêtre de la mort ; Le déclin du foot ; C'est-à-dire : Travaux de L.C. 130 ; Sentir le bonheur ; Catherine Mouchet. 23.20 Journal et météo. 23.45 Météo. 24.00 Informations : 24 heures sur 2. 24.10 Les Moutons et les Plumes (rediff.). 24.45 Documentaire : Histoire des inventions. 24.55 Documentaire : Histoire des inventions. 25.00 Documentaire : Histoire des inventions. 25.10 Les Moutons et les Plumes (rediff.). 25.15 Abala. 25.45 Documentaire : Histoire naturelle. 26.00 Météo. 26.05 Les Moutons et les Plumes (rediff.). 26.10 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

16.30 Sport : Parachutisme. Championnat du monde de vol-contact à Vichy. 17.30 Jeu : L'arche d'été. Présenté par Georges Beller. 18.00 Série : Frank, chasseur de fautes. Les gaudes d'été de Chumy Tal. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'aujourd'hui, présenté par Patrice Laffont. 19.30 Actus et infos régionales. 19.35 Feuilleton : Petit djeuné. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Téliquin : La fille du fleuve. De Patrick Jamain, d'après le roman d'Henri Croizat. Avec Julien Guéhenne, Jean-François Garneau, Patrice-Florent Praxo, Sidiki Bakaba. (2^e partie). 22.00 Aventures d'été. Présenté par Patrice Laffont. 22.30 Avec Jacques Lacroix (traducteur et présentateur des Évangiles des quinquilles), Jean-Claude Guillebaud (le voyage à Kérou). Claude Olivenstein (le non-dit des émotions), Jacqueline Risset (l'amour de loin), Roger Stéphane (la gloire de Stendhal). 23.15 Journal. 23.30 Cinéma : La dernière des français. **F** Film français de Richard Dembo (1983). Avec Michel Piccoli, Laila Cioni, Liv Ullmann, Alexandra Artzy.

FR 3

De 17.00 à 18.00 Auteurs. 17.00 Série : Inspecteur Tautou. 17.05 Série : Bouzou. 17.15 Documentaire : Inspecteur Tautou. 17.35 Magazine : Flash mag. 20.00 Documentaire : Inspecteur Tautou. 20.05 Série : Colorado. Le massacre (2^e partie). 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.35 Documentaire : Inspecteur Tautou. 20.05 Jeux : La classe. 20.30 Feuilleton : Terre des gaudes. De Richard Sarafian, avec Michel Nouri, Brian Benben, Joe Penny. (8^e épisode). Lucky Luciano élimine Maranzano et décide de fonder le syndicat national du crime. 21.20 Magazine : Téliquin. De Georges Yvanovitch. Diel à Ochock. De Daniel Grandjean. 22.05 Journal et météo. 23.30 Documentaire : La première pays. D'Yves Lammot. (rediff.). 23.25 Météo. 23.30 Météo. 23.45 Météo. 23.55 Météo. 24.00 Informations : 24 heures sur 2.

CANAL PLUS

15.50 Cinéma : La nuit de vérité. **M** Film français de Jean Delannoy (1952). Avec Michèle Morgan, Jean Gabin, Daniel Gelin. 17.40 Série : Superman. Cabot cadet. 19.00. En clair. 20.32. 18.30 Cabot cadet. 19.00. 19.50 Série : Trip trap. 19.50 Top 50. 19.55 Flash d'informations. 19.55 Série : Stargate. 19.55 Feuilleton : Objection. 20.05 Stargate. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Série : Ray Bradbury présente. 21.00 Cinéma : Quel

des Brumes. **M** Film français de Marcel Carné (1938).

Avec Michèle Morgan, Jean Gabin, Michel Simon, Pierre Brasseur. 22.25 Flash d'informations. 22.35 Documentaire : La société des médias. 22.45 Documentaire : La société des médias. 23.00 Documentaire : La société des médias. 23.10 Documentaire : La société des médias. 23.20 Documentaire : La société des médias. 23.30 Documentaire : La société des médias. 23.40 Documentaire : La société des médias. 23.50 Documentaire : La société des médias. 24.00 Documentaire : La société des médias. 24.10 Documentaire : La société des médias. 24.20 Documentaire : La société des médias. 24.30 Documentaire : La société des médias. 24.40 Documentaire : La société des médias. 24.50 Documentaire : La société des médias. 25.00 Documentaire : La société des médias. 25.10 Documentaire : La société des médias. 25.20 Documentaire : La société des médias. 25.30 Documentaire : La société des médias. 25.40 Documentaire : La société des médias. 25.50 Documentaire : La société des médias. 26.00 Documentaire : La société des médias. 26.10 Documentaire : La société des médias. 26.20 Documentaire : La société des médias. 26.30 Documentaire : La société des médias. 26.40 Documentaire : La société des médias. 26.50 Documentaire : La société des médias. 27.00 Documentaire : La société des médias. 27.10 Documentaire : La société des médias. 27.20 Documentaire : La société des médias. 27.30 Documentaire : La société des médias. 27.40 Documentaire : La société des médias. 27.50 Documentaire : La société des médias. 28.00 Documentaire : La société des médias. 28.10 Documentaire : La société des médias. 28.20 Documentaire : La société des médias. 28.30 Documentaire : La société des médias. 28.40 Documentaire : La société des médias. 28.50 Documentaire : La société des médias. 29.00 Documentaire : La société des médias. 29.10 Documentaire : La société des médias. 29.20 Documentaire : La société des médias. 29.30 Documentaire : La société des médias. 29.40 Documentaire : La société des médias. 29.50 Documentaire : La société des médias. 30.00 Documentaire : La société des médias. 30.10 Documentaire : La société des médias. 30.20 Documentaire : La société des médias. 30.30 Documentaire : La société des médias. 30.40 Documentaire : La société des médias. 30.50 Documentaire : La société des médias. 31.00 Documentaire : La société des médias. 31.10 Documentaire : La société des médias. 31.20 Documentaire : La société des médias. 31.30 Documentaire : La société des médias. 31.40 Documentaire : La société des médias. 31.50 Documentaire : La société des médias. 32.00 Documentaire : La société des médias. 32.10 Documentaire : La société des médias. 32.20 Documentaire : La société des médias. 32.30 Documentaire : La société des médias. 32.40 Documentaire : La société des médias. 32.50 Documentaire : La société des médias. 33.00 Documentaire : La société des médias. 33.10 Documentaire : La société des médias. 33.20 Documentaire : La société des médias. 33.30 Documentaire : La société des médias. 33.40 Documentaire : La société des médias. 33.50 Documentaire : La société des médias. 34.00 Documentaire : La société des médias. 34.10 Documentaire : La société des médias. 34.20 Documentaire : La société des médias. 34.30 Documentaire : La société des médias. 34.40 Documentaire : La société des médias. 34.50 Documentaire : La société des médias. 35.00 Documentaire : La société des médias. 35.10 Documentaire : La société des médias. 35.20 Documentaire : La société des médias. 35.30 Documentaire : La société des médias. 35.40 Documentaire : La société des médias. 35.50 Documentaire : La société des médias. 36.00 Documentaire : La société des médias. 36.10 Documentaire : La société des médias. 36.20 Documentaire : La société des médias. 36.30 Documentaire : La société des médias. 36.40 Documentaire : La société des médias. 36.50 Documentaire : La société des médias. 37.00 Documentaire : La société des médias. 37.10 Documentaire : La société des médias. 37.20 Documentaire : La société des médias. 37.30 Documentaire : La société des médias. 37.40 Documentaire : La société des médias. 37.50 Documentaire : La société des médias. 38.00 Documentaire : La société des médias. 38.10 Documentaire : La société des médias. 38.20 Documentaire : La société des médias. 38.30 Documentaire : La société des médias. 38.40 Documentaire : La société des médias. 38.50 Documentaire : La société des médias. 39.00 Documentaire : La société des médias. 39.10 Documentaire : La société des médias. 39.20 Documentaire : La société des médias. 39.30 Documentaire : La société des médias. 39.40 Documentaire : La société des médias. 39.50 Documentaire : La société des médias. 40.00 Documentaire : La société des médias. 40.10 Documentaire : La société des médias. 40.20 Documentaire : La société des médias. 40.30 Documentaire : La société des médias. 40.40 Documentaire : La société des médias. 40.50 Documentaire : La société des médias. 41.00 Documentaire : La société des médias. 41.10 Documentaire : La société des médias. 41.20 Documentaire : La société des médias. 41.30 Documentaire : La société des médias. 41.40 Documentaire : La société des médias. 41.50 Documentaire : La société des médias. 42.00 Documentaire : La société des médias. 42.10 Documentaire : La société des médias. 42.20 Documentaire : La société des médias. 42.30 Documentaire : La société des médias. 42.40 Documentaire : La société des médias. 42.50 Documentaire : La société des médias. 43.00 Documentaire : La société des médias. 43.10 Documentaire : La société des médias. 43.20 Documentaire : La société des médias. 43.30 Documentaire : La société des médias. 43.40 Documentaire : La société des médias. 43.50 Documentaire : La société des médias. 44.00 Documentaire : La société des médias. 44.10 Documentaire : La société des médias. 44.20 Documentaire : La société des médias. 44.30 Documentaire : La société des médias. 44.40 Documentaire : La société des médias. 44.50 Documentaire : La société des médias. 45.00 Documentaire : La société des médias. 45.10 Documentaire : La société des médias. 45.20 Documentaire : La société des médias. 45.30 Documentaire : La société des médias. 45.40 Documentaire : La société des médias. 45.50 Documentaire : La société des médias. 46.00 Documentaire : La société des médias. 46.10 Documentaire : La société des médias. 46.20 Documentaire : La société des médias. 46.30 Documentaire : La société des médias. 46.40 Documentaire : La société des médias. 46.50 Documentaire : La société des médias. 47.00 Documentaire : La société des médias. 47.10 Documentaire : La société des médias. 47.20 Documentaire : La société des médias. 47.30 Documentaire : La société des médias. 47.40 Documentaire : La société des médias. 47.50 Documentaire : La société des médias. 48.00 Documentaire : La société des médias. 48.10 Documentaire : La société des médias. 48.20 Documentaire : La société des médias. 48.30 Documentaire : La société des médias. 48.40 Documentaire : La société des médias. 48.50 Documentaire : La société des médias. 49.00 Documentaire : La société des médias. 49.10 Documentaire : La société des médias. 49.20 Documentaire : La société des médias. 49.30 Documentaire : La société des médias. 49.40 Documentaire : La société des médias. 49.50 Documentaire : La société des médias. 50.00 Documentaire : La société des médias. 50.10 Documentaire : La société des médias. 50.20 Documentaire : La société des médias. 50.30 Documentaire : La société des médias. 50.40 Documentaire : La société des médias. 50.50 Documentaire : La société des médias. 51.00 Documentaire : La société des médias. 51.10 Documentaire : La société des médias. 51.20 Documentaire : La société des médias. 51.30 Documentaire : La société des médias. 51.40 Documentaire : La société des médias. 51.50 Documentaire : La société des médias. 52.00 Documentaire : La société des médias. 52.10 Documentaire : La société des médias. 52.20 Documentaire : La société des médias. 52.30 Documentaire : La société des médias. 52.40 Documentaire : La société des médias. 52.50 Documentaire : La société des médias. 53.00 Documentaire : La société des médias. 53.10 Documentaire : La société des médias. 53.20 Documentaire : La société des médias. 53.30 Documentaire : La société des médias. 53.40 Documentaire : La société des médias. 53.50 Documentaire : La société des médias. 54.00 Documentaire : La société des médias. 54.10 Documentaire : La société des médias. 54.20 Documentaire : La société des médias. 54.30 Documentaire : La société des médias. 54.40 Documentaire : La société des médias. 54.50 Documentaire : La société des médias. 55.00 Documentaire : La société des médias. 55.10 Documentaire : La société des médias. 55.20 Documentaire : La société des médias. 55.30 Documentaire : La société des médias. 55.40 Documentaire : La société des médias. 55.50 Documentaire : La société des médias. 56.00 Documentaire : La société des médias. 56.10 Documentaire : La société des médias. 56.20 Documentaire : La société des médias. 56.30 Documentaire : La société des médias. 56.40 Documentaire : La société des médias. 56.50 Documentaire : La société des médias. 57.00 Documentaire : La société des médias. 57.10 Documentaire : La société des médias. 57.20 Documentaire : La société des médias. 57.30 Documentaire : La société des médias. 57.40 Documentaire : La société des médias. 57.50 Documentaire : La société des médias. 58.00 Documentaire : La société des médias. 58.10 Documentaire : La société des médias. 58.20 Documentaire : La société des médias. 58.30 Documentaire : La société des médias. 58.40 Documentaire : La société des médias. 58.50 Documentaire : La société des médias. 59.00 Documentaire : La société des médias. 59.10 Documentaire : La société des médias. 59.20 Documentaire : La société des médias. 59.30 Documentaire : La société des médias. 59.40 Documentaire : La société des médias. 59.50 Documentaire : La société des médias. 60.00 Documentaire : La société des médias. 60.10 Documentaire : La société des médias. 60.20 Documentaire : La société des médias. 60.30 Documentaire : La société des médias. 60.40 Documentaire : La société des médias. 60.50 Documentaire : La société des médias. 61.00 Documentaire : La société des médias. 61.10 Documentaire : La société des médias. 61.20 Documentaire : La société des médias. 61.30 Documentaire : La société des médias. 61.40 Documentaire : La société des médias. 61.50 Documentaire : La société des médias. 62.00 Documentaire : La société des médias. 62.10 Documentaire : La société des médias. 62.20 Documentaire : La société des médias. 62.30 Documentaire : La société des médias. 62.40 Documentaire : La société des médias. 62.50 Documentaire : La société des médias. 63.00 Documentaire : La société des médias. 63.10 Documentaire : La société des médias. 63.20 Documentaire : La société des médias. 63.30 Documentaire : La société des médias. 63.40 Documentaire : La société des médias. 63.50 Documentaire : La société des médias. 64.00 Documentaire : La société des médias. 64.10 Documentaire : La société des médias. 64.20 Documentaire : La société des médias. 64.30 Documentaire : La société des médias. 64.40 Documentaire : La société des médias. 64.50 Documentaire : La société des médias. 65.00 Documentaire : La société des médias. 65.10 Documentaire : La société des médias. 65.20 Documentaire : La société des médias. 65.30 Documentaire : La société des médias. 65.40 Documentaire : La société des médias. 65.50 Documentaire : La société des médias. 66.00 Documentaire : La société des médias. 66.10 Documentaire : La société des médias. 66.20 Documentaire : La société des médias. 66.30 Documentaire : La société des médias. 66.40 Documentaire : La société des médias. 66.50 Documentaire : La société des médias. 67.00 Documentaire : La société des médias. 67.10 Documentaire : La société des médias. 67.20 Documentaire : La société des médias. 67.30 Documentaire : La société des médias. 67.40 Documentaire : La société des médias. 67.50 Documentaire : La société des médias. 68.00 Documentaire : La société des médias. 68.10 Documentaire : La société des médias. 68.20 Documentaire : La société des médias. 68.30 Documentaire : La société des médias. 68.40 Documentaire : La société des médias. 68.50 Documentaire : La société des médias. 69.00 Documentaire : La société des médias. 69.10 Documentaire : La société des médias. 69.20 Documentaire : La société des médias. 69.30 Documentaire : La société des médias. 69.40 Documentaire : La société des médias. 69.50 Documentaire : La société des médias. 70.00 Documentaire : La société des médias. 70.10 Documentaire : La société des médias. 70.20 Documentaire : La société des médias. 70.30 Documentaire : La société des médias. 70.40 Documentaire : La société des médias. 70.50 Documentaire : La société des médias. 71.00 Documentaire : La société des médias. 71.10 Documentaire : La société des médias. 71.20 Documentaire : La société des médias. 71.30 Documentaire : La société des médias. 71.40 Documentaire : La société des médias. 71.50 Documentaire : La société des médias. 72.00 Documentaire : La société des médias. 72.10 Documentaire : La société des médias. 72.20 Documentaire : La société des médias. 72.30 Documentaire : La société des médias. 72.40 Documentaire : La société des médias. 72.50 Documentaire : La société des médias. 73.00 Documentaire : La société des médias. 73.10 Documentaire : La société des médias. 73.20 Documentaire : La société des médias. 73.30 Documentaire : La société des médias. 73.40 Documentaire : La société des médias. 73.50 Documentaire : La société des médias. 74.00 Documentaire : La société des médias. 74.10 Documentaire : La société des médias. 74.20 Documentaire : La société des médias. 74.30 Documentaire : La société des médias. 74.40 Documentaire : La société des médias. 74.50 Documentaire : La société des médias. 75.00 Documentaire : La société des médias. 75.10 Documentaire : La société des médias. 75.20 Documentaire : La société des médias. 75.30 Documentaire : La société des médias. 75.40 Documentaire : La société des médias. 75.50 Documentaire : La société des médias. 76.00 Documentaire : La société des médias. 76.10 Documentaire : La société des médias. 76.20 Documentaire : La société des médias. 76.30 Documentaire : La société des médias. 76.40 Documentaire : La société des médias. 76.50 Documentaire : La société des médias. 77.00 Documentaire : La société des médias. 77.10 Documentaire : La société des médias. 77.20 Documentaire : La société des médias. 77.30 Documentaire : La société des médias. 77.40 Documentaire : La société des médias. 77.50 Documentaire : La société des médias. 78.00 Documentaire : La société des médias. 78.10 Documentaire : La société des médias. 78.20 Documentaire : La société des médias. 78.30 Documentaire : La société des médias. 78.40 Documentaire : La société des médias. 78.50 Documentaire : La société des médias. 79.00 Documentaire : La société des médias. 79.10 Documentaire : La société des médias. 79.20 Documentaire : La société des médias. 79.30 Documentaire : La société des médias. 79.40 Documentaire : La société des médias. 79.50 Documentaire : La société des médias. 80.00 Documentaire : La société des médias. 80.10 Documentaire : La société des médias. 80.20 Documentaire : La société des médias. 80.30 Documentaire : La société des médias. 80.40 Documentaire : La société des médias. 80.50 Documentaire : La société des médias. 81.00 Documentaire : La société des médias. 81.10 Documentaire : La société des médias. 81.20 Documentaire : La société des médias. 81.30 Documentaire : La société des médias. 81.40 Documentaire : La société des médias. 81.50 Documentaire : La société des médias. 82.00 Documentaire : La société des médias. 82.10 Documentaire : La société des médias. 82.20 Documentaire : La société des médias. 82.30 Documentaire : La société des médias. 82.40 Documentaire : La société des médias. 82.50 Documentaire : La société des médias. 83.00 Documentaire : La société des médias. 83.10 Documentaire : La société des médias. 83.20 Documentaire : La société des médias. 83.30 Documentaire : La société des médias. 83.40 Documentaire : La société des médias. 83.50 Documentaire : La société des médias. 84.00 Documentaire : La société des médias. 84.10 Documentaire : La société des médias. 84.20 Documentaire : La société des médias. 84.30 Documentaire : La société des médias. 84.40 Documentaire : La société des médias. 84.50 Documentaire : La société des médias. 85.00 Documentaire : La société des médias. 85.10 Documentaire : La société des médias. 85.20 Documentaire : La société des médias. 85.30 Documentaire : La société des médias. 85.40 Documentaire : La société des médias. 85.50 Documentaire : La société des médias. 86.00 Documentaire : La société des médias. 86.10 Documentaire : La société des médias. 86.20 Documentaire : La société des médias. 86.30 Documentaire : La société des médias. 86.40 Documentaire : La société des médias. 86.50 Documentaire : La société des médias. 87.00 Documentaire : La société des médias. 87.10 Documentaire : La société des médias. 87.20 Documentaire : La société des médias. 87.30 Documentaire : La société des médias. 87.40 Documentaire : La société des médias. 87.50 Documentaire : La société des médias. 88.00 Documentaire : La société des médias. 88.10 Documentaire : La société des médias. 88.20 Documentaire : La société des médias. 88.30 Documentaire : La société des médias. 88.40 Documentaire : La société des médias. 88.50 Documentaire : La société des médias. 89.00 Documentaire : La société des médias. 89.10 Documentaire : La société des médias. 89.20 Documentaire : La société des médias. 89.30 Documentaire : La société des médias. 89.40 Documentaire : La société des médias. 89.50 Documentaire : La société des médias. 90.00 Documentaire : La société des médias. 90.10 Documentaire : La société des médias. 90.20 Documentaire : La société des médias. 90.30 Documentaire : La société des médias. 90.40 Documentaire : La société des médias. 90.50 Documentaire : La société des médias. 91.00 Documentaire : La société des médias. 91.10 Documentaire : La société des médias. 91.20 Documentaire : La société des médias. 91.30 Documentaire : La société des médias. 91.40 Documentaire : La société des médias. 91.50 Documentaire : La société des médias. 92.00 Documentaire : La société des médias. 92.10 Documentaire : La société des médias. 92.20 Documentaire : La société des médias. 92.30 Documentaire : La société des médias. 92.40 Documentaire : La société des médias. 92.50 Documentaire : La société des médias. 93.00 Documentaire : La société des médias. 93.10 Documentaire : La société des médias. 93.20 Documentaire : La société des médias. 93.30 Documentaire : La société des médias. 93.40 Documentaire : La société des médias. 93.50 Documentaire : La société des médias. 94.00 Documentaire : La société des médias. 94.10 Documentaire : La société des médias. 94.20 Documentaire : La société des médias. 94.30 Documentaire : La société des médias. 94.40 Documentaire : La société des médias. 94.50 Documentaire : La société des médias. 95.00 Documentaire : La société des médias. 95.10 Documentaire : La société des médias. 95.20 Documentaire : La société des médias. 95.30 Documentaire : La société des médias. 95.40 Documentaire : La société des médias. 95.50 Documentaire : La société des médias. 96.00 Documentaire : La société des médias. 96.10 Documentaire : La société des médias. 96.20 Documentaire : La société des médias. 96.30 Documentaire : La société des médias. 96.40 Documentaire : La société des médias. 96.50 Documentaire : La société des médias. 97.00 Documentaire : La société des médias. 97.10 Documentaire : La société des médias. 97.20 Documentaire : La société des médias. 97.30 Documentaire : La société des médias. 97.40 Documentaire : La société des médias. 97.50 Documentaire : La société des médias. 98.00 Documentaire : La société des médias. 98.10 Documentaire : La société des médias. 98.20 Documentaire : La société des médias. 98.30 Documentaire : La société des médias. 98.40 Documentaire : La société des médias. 98.50 Documentaire : La société des médias. 99.00 Documentaire : La société des médias. 99.10 Documentaire : La société des médias. 99.20 Documentaire : La société des médias. 99.30 Documentaire : La société des médias. 99.40 Documentaire : La société des médias. 99.50 Documentaire : La société des médias. 100.00 Documentaire : La société des médias. 100.10 Documentaire : La société des médias. 100.20 Documentaire : La société des médias. 100.30 Documentaire : La société des médias. 100.40 Documentaire : La société des médias. 100.50 Documentaire : La société des médias. 101.00 Documentaire : La société des médias. 101.10 Documentaire : La société des médias. 101.20 Documentaire : La société des médias. 101.30 Documentaire : La société des médias. 101.40 Documentaire : La société des médias. 101.50 Documentaire : La société des médias. 102.00 Documentaire : La société des médias. 102.10 Documentaire : La société des médias. 102.20 Documentaire : La société des médias. 102.30 Documentaire : La société des médias. 102.40 Documentaire : La société des médias. 102.50 Documentaire : La société des médias. 103.00 Documentaire : La société des médias. 103.10 Documentaire : La société des médias. 103.20 Documentaire : La société des médias. 103.30 Documentaire : La société des médias. 103.40 Documentaire : La société des médias. 103.50 Documentaire : La société des médias. 104.00 Documentaire : La société des médias. 104.10 Documentaire : La société des médias. 104.20 Documentaire : La société des médias. 104.30 Documentaire : La société des médias. 104.40 Documentaire : La société des médias. 104.50 Documentaire : La société des médias. 105.00 Documentaire : La société des médias. 105.10 Documentaire : La société des médias. 105.20 Documentaire : La société des médias. 105.30 Documentaire : La société des médias. 105.40 Documentaire : La société des médias. 105.50 Documentaire : La société des médias. 106.00 Documentaire : La société des médias. 106.10 Documentaire : La société des médias. 106.20 Documentaire : La société des médias. 106.30 Documentaire : La société des médias. 106.40 Documentaire : La société des médias. 106.50 Documentaire : La société des médias. 107.00 Documentaire : La société des médias. 107.10 Documentaire : La société des médias. 107.20 Documentaire : La société des médias. 107.30 Documentaire : La société des médias. 107.40 Documentaire : La société des médias. 107.50 Documentaire : La société des médias. 108.00 Documentaire : La société des médias. 108.10 Documentaire : La société des médias. 108.20 Documentaire : La société des médias. 108.30 Documentaire : La société des médias. 108.40 Documentaire : La société des médias. 108.50 Documentaire : La société des médias. 109.00 Documentaire : La société des médias. 109.10 Documentaire : La société des médias. 109.20 Documentaire : La société des médias. 109.30 Documentaire : La société des médias. 109.40 Documentaire : La société des médias. 109.50 Documentaire : La société des médias. 110.00 Documentaire : La société des médias. 110.10 Documentaire : La société des médias. 110.20 Documentaire : La société des médias. 110.30 Documentaire : La société des médias. 110.40 Documentaire : La société des médias. 110.50 Documentaire : La société des médias. 111.00 Documentaire : La société des médias. 111.10 Documentaire : La société des médias. 111.20 Documentaire : La société des médias. 111.30 Documentaire : La société des médias. 111.40 Documentaire : La société des médias. 111.50 Documentaire : La société des médias. 112.00 Documentaire : La société des médias. 112.10 Documentaire : La société des médias. 112.20 Documentaire : La société des médias. 112.30 Documentaire : La société des médias. 112.40 Documentaire : La société des médias. 112.50 Documentaire : La société des médias. 113.00 Documentaire : La société des médias. 113.10 Documentaire : La société des médias. 113.20 Documentaire : La société des médias. 113.30 Documentaire : La société des médias. 113.40 Documentaire : La société des médias. 113.50 Documentaire : La société des médias. 114.00 Documentaire : La société des médias. 114.10 Documentaire : La société des médias. 114.20 Documentaire : La société des médias. 114.30 Documentaire : La société des médias. 114.40 Documentaire : La société des médias. 114.50 Documentaire : La société des médias. 115.00 Documentaire : La société des médias. 115.10 Documentaire : La société des médias. 115.20 Documentaire : La société des médias. 115.30 Documentaire : La société des médias. 115.40 Documentaire : La société des médias. 115.50 Documentaire : La société des médias. 116.00 Documentaire : La société des médias. 116.10 Documentaire : La société des médias. 116.20 Documentaire : La société des médias. 116.30 Documentaire : La société des médias. 116.40 Documentaire : La société des médias. 116.50 Documentaire : La société des médias. 117.00 Documentaire : La société des médias. 117.10 Documentaire : La société des médias. 117.20 Documentaire : La société des médias. 117.30 Documentaire : La société des médias. 117.40 Documentaire : La société des médias. 117.50 Documentaire : La société des médias. 118.00 Documentaire : La société des médias. 118.10 Documentaire : La société des médias. 118.20 Documentaire : La société des médias. 118.30 Documentaire : La société des médias. 118.40 Documentaire : La société des médias. 118.50 Documentaire : La société des médias. 119.00 Documentaire

Économie

SOCIAL

Une rentrée syndicale à risques

(Suite de la première page.)

Cette complicité apparente, avec quelques hauts et beaucoup de bas, avait abouti à une relative bienveillance syndicale. La CGT elle-même n'avait radicalisé ses positions que plusieurs mois après la sortie des ministres communistes du gouvernement.

Aujourd'hui, le paysage a complètement changé et l'équipe au pouvoir n'a plus d'immunité. Si le gouvernement de M. Rocard augmente un peu plus le SMIC et supprime un peu moins d'emplois dans la fonction publique que celui de M. Chirac, s'il met sans hâte en chantier le revenu minimum d'insertion et l'impôt de solidarité sur la fortune, il n'efface pas l'ambition de changer en profondeur la société. Quant aux syndicats, expérience de 1981 aidant, ils ont pris leurs distances avec le pouvoir politique, fût-il de gauche. Ils n'ont attendu plus de miracle et comptent avant tout sur eux-mêmes pour faire avancer leurs revendications.

Chaque alternance politique permet ainsi à FO, via la continuité de son discours, de prouver son indépendance. Chaque alternance politique conforte la CGT dans sa conviction qu'elle est le grand capital et réformistes sociaux-démocrates poursuivent la même politique. La CFDT a priori culturellement plus proche d'un Rocard que d'un Mitterrand, ne se fera pas piéger deux fois en jouant le bras syndical du gouvernement.

Le mécontentement des salariés

Le second changement tient au mécontentement des salariés, plus fort qu'il y a un an. Qu'ils soient de gauche ou de droite, les salariés ont le sentiment qu'ils sont les seuls à faire les frais de la rigueur, alors même que celle-ci ne donne pas les résultats escomptés : les profits et les investissements redoublent, mais le chômage reste très élevé. Le dernier constat du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) ne peut que les conforter dans ce sentiment d'injustice : entre 1984 et 1987, après paiement des cotisations sociales, le pouvoir d'achat des salariés n'a progressé que de 0,4 % par an en moyenne alors que les professions indépendantes connaissent une forte amélioration de leur niveau de vie (Le Monde du 14 juillet).

A force de vivre avec un sous-emploi important qui finit par apparaître incompressible, les salariés sont moins freinés dans leur comportement revendicatif par la peur du chômage. Ils sont redevenus, selon la formule de M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF, « *grévistes potentiels* ». Pour les quatre premiers mois de 1988, les conflits localisés, c'est à dire internes à un établissement, ont entraîné, sur les salaires d'abord, la perte, en moyenne mensuelle, de 80 300 journées contre 42 700 en 1987 (et 109 000 en 1984).

En revanche, les conflits généralisés, avec un mot d'ordre commun à plusieurs entreprises, enregistrent, sur la même période, une baisse sensible. Si les revendications propres à une entreprise sont décisives dans le

démarrage d'une grève, des mouvements interprofessionnels sont plus difficiles à commander. Une leçon à méditer pour les syndicats.

C'est dans ce climat que les syndicats se rangent progressivement en ordre de bataille. La CGT, qui dénonce la politique de M. Rocard à travers le projet de budget 1989, a déjà fixé des priorités : en tête l'application de la loi d'amnistie qui devrait permettre, selon elle, la réintégration de 6 000 délégués licenciés — puis l'amélioration du pouvoir d'achat, l'emploi et la défense de la protection sociale.

Les succès qu'elle a remportés ont été à l'imprimerie Didier et aux mines de Gardanne l'encouragement dans sa volonté de mobiliser davantage les salariés. Comme le prochain défilé en juillet, son mouvement, M. Louis Vianet, « la preuve est en train de se faire que la pression des salariés, l'action la plus puissante de la situation ». Elle n'a donc pas de raisons de s'arrêter en si bon chemin.

Le monopole de l'action

Si les autres syndicats ne peuvent suivre la CGT dans sa surenchère revendicative, ils ne peuvent pas davantage lui laisser le monopole de l'action (qu'elle a pratiquement dans les faits). On devrait donc voir la CFDT batailler elle aussi sur le pouvoir d'achat, sans délaisser pour autant le terrain de la lutte contre le chômage et les inégalités. Mais la centrale de M. Maire entend également s'attaquer au « traitement social du chômage », à la fois en alertant les gouvernements et en développant une présence syndicale « plus forte dans les quartiers sur les problèmes d'habitat, d'urbanisme, d'éducation et d'insertion, afin d'agir contre la décomposition du tissu social ».

La volonté de la CFDT de concurrencier « le syndicalisme ou quasi-syndical » passe aussi par un souci d'être plus présente encore sur le terrain de la proposition. De même veut-elle agir auprès du patronat pour que « le social », selon l'expression de M. Jean Kaspar, successeur désigné de M. Maire, « soit considéré comme un investissement au même titre que la technologie, le commercial ou l'innovation ». Le « test » à cet égard sera la reprise de la négociation avec le CNPF, le mardi 13 septembre, pour un accord d'orientation sur les mutations technologiques. Pour les syndicats, celles-ci doivent faire l'objet de « négociations », et pas seulement de « concertation ».

FO se trouve sur un terrain revendicatif souvent proche de celui de la CGT, dénonciation du gouvernement au moins et souci de promouvoir le contrat collectif en plus. « Nous n'attendons pas, forcément, avant l'été M. Claude Piron, un des candidats à la succession de M. Bergeron, attendre, pour revendiquer, que la majorité se soit formée, ni laisser le terrain de la défense des salariés à la CGT et au Parti communiste. » FO va donc mener, elle aussi la bataille pour la feuille de paie. « On ne négocie vite, en dépit de l'embar-

rassement situation politique, et on lâche du lest tant dans le secteur public que dans le secteur privé, disait M. Piron, ou on refuse de négocier, et c'est l'opportunité donnée au déclenchement de grèves multiples ». FO, a prévenu M. Bergeron, ne jouera pas alors le rôle de frein.

Même si elle met l'accent sur la protection sociale, la politique familiale, la relance sélective de l'investissement et la procédure de médiation dans les conflits, la CFDT ne restera pas à la traîne sur les salaires. M. Jean Bernard, président de la CFDT, vient d'inviter gouvernement et patronat à ouvrir sans tarder des discussions « pour aborder clairement le problème du pouvoir d'achat en tenant compte de toutes les exigences économiques bien sûr, mais aussi sociales ».

Mais la plus en pointe, avec la CGT et FO, risque d'être la CGC. En effet, selon M. Paul Marchelli, son président, « le patronat français se prépare pour pouvoir résister à la pression ouvrière grâce aux économies qu'il réalisera sur les salaires du personnel d'encadrement ». M. Marchelli parle de « trahison » du CNPF conduisant à une « démission » des cadres et s'apprête à appeler ceux-ci à se mobiliser « sans excitation mais avec fermeté, pour participer aux grands mouvements sociaux qui se préparent ».

Convergences et combats

Autour d'un thème comme celui de l'amélioration du pouvoir d'achat, des convergences syndicales sont évidentes. A l'avance, M. Marchelli rend le patronat responsable de ce « danger pour la paix sociale ». Si une unité d'action au sommet reste très improbable, des actions communes peuvent se développer ponctuellement dans des entreprises, et notamment dans la fonction publique et le secteur public.

Toute la question est de savoir si les syndicats en resteront à quelques hausses de mention à usage interne ou médiatique ou... s'ils réussiront à faire partager leur combati-

visé aux salariés. C'est l'inconnu de la « rentrée ». Il ne suffit pas de crier « Cessez le travail » dans un haut-parleur pour qu'ensuite les salariés se mettent en grève...

Le regain de conflits localisés de 1988 ne signifie pas, en effet, que les syndicats ont surmonté leurs handicaps. Ils demeurent faibles : 11 % à 12 % de syndiqués dans la population active salariée, près de 45 % des entreprises de plus de 50 salariés sans section syndicale... Ils restent divisés : ils peuvent se retrouver ensemble autour d'une revendication ou dans une négociation, ils déploient des stratégies très différentes et cherchent, pour se renforcer, à cultiver leurs différences. Enfin trois d'entre eux, les plus importants (CGT, CFDT, FO), sont en pleine bataille interne de succession, ce qui encourage ou conforte l'immobilisme : à FO, par exemple, le fossé se creuse entre « modernistes » et « traditionnels », « participatifs » et « revendicatifs ». La nécessaire adaptation du syndicalisme, si urgente, reste insuffisante et prend du retard, d'où toujours un décalage préoccupant avec les aspirations des salariés.

Si les appels à l'action des syndicats ont plus de chances de rencontrer un écho que ces dernières années, la partie est, pour eux, loin d'être gagnée. Ils devront conjurer tant le « syndrome SNCF » que le « syndrome Gardanne », le « syndrome SNCF » que le « syndrome Gardanne » conduirait ponctuellement à des grèves longues mais de plus en plus minoritaires, avec à la clef des actions violentes et, ruineuses pour l'image du syndicalisme. A défaut de mener la grande « contre-offensive du monde du travail », dont elle rêve depuis 1986, la CGT peut aussi être tentée par d'autres Gardannes... Quelques « noyaux durs » dans ses bastions suffiraient. Mais l'effet-boomerang serait sans doute redoutable.

MICHEL NOBLECOURT.

La grève des navigants d'Air Inter s'effrite

La grève des navigants d'Air Inter est de moins en moins suivie. On ne trouve plus, chaque matin, que 28 % de pilotes et de mécaniciens pour refuser de commencer à travailler avant 8 heures. Ils étaient encore 42,3 % il y a deux semaines. Malgré cette nette diminution de la combativité, les syndicats de pilotes (SNPL et SPAC) et de mécaniciens (SINOMAC) appellent à une nouvelle grève, du jeudi 1^{er} au dimanche 4 septembre, chaque matin de 0 heure à 8 heures, afin d'obtenir de la direction une période d'essai de pilotage à trois de l'A320, conçu pour être conduit par deux pilotes seulement.

POINT DE VUE

Un conflit atypique

par Guy Barbin, secrétaire du syndicat CFDT d'Air Inter

Les observateurs de l'interminable conflit d'Air Inter doivent être perplexes : que veulent ces grévistes aux salaires de PDG, clairement de droite ou d'extrême droite, qui, contre l'opinion internationale unanime de leur profession et contre l'évidence, s'opposent au pilotage à deux ?

Les enjeux réels du conflit sont jusqu'ici restés dans l'ombre, occultés par la tentative (heureusement ratée) de ramener en cause le droit de grève par la direction d'Air Inter, puis par la polémique autour de l'accident d'Habibeham.

Le transport aérien français, qui vit avec difficulté sa mutation vers une concurrence de plus en plus concurrentielle, a un problème majeur : ses pilotes ont un coût exorbitant (1).

En 1971, le gouvernement Chaban-Delmas a accordé aux pilotes des avantages inouïs : échelle mobile (les seuls salariés en France à n'avoir pas subi les plans Barre), prime d'ancienneté atteignant 100 % du salaire de base, réversion des salaires sur la veuve et le père des enfants, système dit des « heures fictives » qui leur garantit une journée de salaire complète quel que soit leur nombre d'heures de vol réel, pour ne parler que des salaires.

On notera que grâce aux « heures fictives », les pilotes en grève le matin de 0 heure à 8 heures sont payés comme s'ils travaillaient normalement : à ce prix-là, la grève peut durer indéfiniment.

Depuis 1971, les compagnies ont reconnu officiellement aux syndicats de navigants une sorte de droit de veto

sur les décisions stratégiques. Exemple : les Mercure, conçus et certifiés à deux, sans mécanicien, sont pilotés à trois suite au veto corporatiste. Résultat : ces avions, excellents, n'ont été construits qu'à onze exemplaires que seule Air Inter a achetés et le constructeur, Dassault, a perdu ses parts de marché en aéronautique civile et a supprimé des emplois.

L'A-320 est un avion conçu pour économiser de l'argent en carburant, en entretien et en équipages : il doit contribuer à démocratiser l'avion en développant compagnies et emplois. Mais les corporatistes se moquent des usagers et de l'emploi des autres : ils veulent défendre leurs privilèges et leur pouvoir, aux dépens de l'emploi.

Air Inter est désormais en concurrence avec le TGV : si elle cède, nous irons à la faillite ou serons absorbés par Air France et il y aura de nombreux licenciements. D'ici, la grève a coûté 6 % de croissance et la direction vient de licencier les personnels au sol temporaires.

Telles sont les données complexes d'un conflit atypique où, face à une direction désarmée qui semble ne plus rien diriger, la CFDT tente de préserver l'essentiel et s'oppose à une revendication inutile et ruineuse en réclamant aux pouvoirs publics des choix clairs et fermes.

La CFDT, fidèle à ses idéaux, prend ses affaires en main : défend l'emploi, l'outil de travail, l'usager et le droit de grève. Non, nous ne défendons pas les privilèges : ni les salaires de PDG, ni l'aviation de luxe, ni la grève gratuite.

(1) Le salaire mensuel moyen d'un commandant de bord est de 68 628 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOUVELLE EMISSION
24 AOÛT 1988

LE PRESENT AVIS EST PUBLIE A
TITRE D'INFORMATION SEULEMENT.

LVMH MOÛT HENNESSY • LOUIS VUITTON ECU 150.000.000 EMPRUNT OBLIGATAIRE 8% 1993

Crédit Lyonnais

Deutsche Bank Capital Markets
Limited

BNP Capital Markets Limited

Caisse Nationale de Crédit Agricole

Credit Suisse First Boston

Société Générale

Algemene Bank Nederland N.V.

Banque Bruxelles Lambert S.A.

Banque Française du Commerce Extérieur

Banque de Gestion Privée - SIB

Banque Indosuez

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Banque Paribas Capital Markets Limited

Chase Investment Bank Limited

Citicorp Investment Bank Limited

Creditanstalt-Bankverein

Daiwa Europe Limited

DG BANK Deutsche Genossenschaftsbank

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

Generale Bank

Genossenschaftliche Zentralbank Aktiengesellschaft

Girozentrale und Bank der österreichischen Sparkassen Aktiengesellschaft

Kansallis-Osake-Pankki

Merrill Lynch International & Co.

Mitsubishi Finance International Limited

Morgan Grenfell Securities Limited

Morgan Stanley International

The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd.

Nomura International Limited

Sanwa International Limited

SBCI Swiss Bank Corporation Investment banking Ltd

Swiss Volksbank London Branch

S.G. Warburg Securities

Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Yamaichi International (Europe) Limited

M. Henri Krasucki : « Le gouvernement donne le ton au patronat »

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, au cours de sa conférence de presse le mercredi 24 août, a promis une rentrée sociale « *dynamique, combative et rapide* », malgré une situation économique et sociale qu'il a décrite comme dramatique. Cette rentrée doit se faire derrière « *le drapeau de la liberté* » : l'application la plus large possible de la loi d'amnistie est « *l'intérêt le plus urgent de tous les travailleurs, un puissant levier pour accélérer le mouvement revendicatif* ».

Parmi les thèmes qui « *émergent* », il a cité le pouvoir d'achat, les salaires « *en baisse sensible* », réclamant le SMIC à 6000 F, et une « *remise en ordre du système des rémunérations, où l'individualisation a créé un désordre invraisemblable* ».

Autres thèmes : la Sécurité sociale et surtout l'emploi. Selon M. Krasucki, il y a 3,5 millions de chômeurs réels dans le pays et « *l'on ne voit rien du côté patronal ni du côté gouvernemental pour s'attaquer à ce chômage qui épaisse le pays et crée des drames personnels étonnants* ». Dénonçant en particulier le chômage des jeunes, les réductions d'effectifs dans les services publics, la « *désindustrialisation* » et le traitement social du chômage, « *une tromperie* », le secrétaire général de la CGT a affirmé que « *la France est un pays industrialisé en voie de sous-développement* ».

M. Krasucki s'est montré particulièrement critique à l'égard du gouvernement, qu'il a accusé de « *donner le ton au patronat* » à propos du

budget et surtout de la loi d'amnistie : « *On ne chipote pas sur les délinquants mais les syndicalistes frappés pour avoir défendu les droits des travailleurs sont des ennemis publics, nous pas droit à réparation* ».

Malgré ce sombre tableau, le secrétaire général de la CGT a estimé qu'« *une situation nouvelle est en train d'émerger* ». A cela deux raisons : les grèves de ces derniers mois, notamment aux Houillères de Provence et à l'imprimerie Didier, traduisent une « *montée de la combativité* » et du rôle de la CGT, qui remonte aussi dans les élections sociales. D'autre part, à la suite de l'élection présidentielle et des législatives, une majorité de gauche existe « *matériellement* » et une autre politique économique et sociale est possible.

En ce qui concerne l'action de la CGT elle-même, M. Krasucki s'est montré peu discret. Il a annoncé seulement que la lutte devait « *s'enraciner dans les entreprises* » par des discussions d'abord avec les syndicats, ensuite avec l'ensemble des salariés pour définir le contenu des revendications.

Pour sa part, la Confédération « *assurera toutes les initiatives de coordination que l'événement imposera* », citant la Sécurité sociale, l'occasion du rapport du Conseil économique et social. De son côté, la Fédération CGT de l'énergie a appelé mercredi les salariés d'EDF-GDF à une « *semaine de mobilisation sur les salaires et les effectifs* », du 29 août au 3 septembre.

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Inondations au Soudan : le gouvernement est critiqué pour son organisation des secours. 4 Chypre : la rencontre de MM. Vassiliou et Denktash à Genève. 6 L'énigmatique général Aslam Beg, nouveau chef de l'armée pakistanaise.	7 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie : anatomie d'une négociation. — La préparation des élections cantonales : l'UDF se prononce pour l'unité de candidatures avec le RPR.	8 La mort du philosophe Michel Villey. — Une nauséuse affaire de pompes funèbres à Nice. — Sports : le match France-Tchécoslovaquie de football. 16 Communication.	17 Un entretien avec Marcel Maréchal. — La disparition du batteur Christian Garros. — La peinture des années 80 au Centre d'art contemporain de Meymac (Corrèze). 16 Communication.	20 Sécurité routière : le premier ministre a « honte » pour la France. — Déficit du commerce extérieur français en juillet : 3,4 milliards de francs. 21 Air Inter, « Un conflit atypique », point de vue de Guy Barbin. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 22 Annonces classées 16 Carnet 16 Loto, Loterie 19 Météorologie 19 Mots croisés 19 Radio-télévision 19 Spectacles 18	● Suivez heure par heure la situation en Pologne... ETR ● Loto, Loto sport, courses, Tapis vert... LOTO 36-15 tapez LEMONDE ● Tous les jeux du Monde JEU ● La messagerie internationale... DIA 36-15 tapez LM

Après la mort d'un sous-brigadier à Perpignan

Des syndicats de policiers critiquent le système des permissions accordées à certains détenus

Une délégation de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a été reçue, mercredi 24 août, par le garde des Sceaux, M. Pierre Arpaillange. Au lendemain de l'attaque à main armée de Perpignan au cours de laquelle un policier a été tué, cette rencontre avait pour principal objet le système des permissions de sortir des détenus : les deux malheureux à l'origine de la fusillade sont, en effet, deux détenus n'ayant pas regagné la prison de Lannemezan à l'issue de leurs permissions (le Monde du 25 août). La FASP a toutefois précisé qu'elle n'avait nullement mis en cause le système actuel. « La justice est armée pour gérer ce genre de situation », a expliqué un des membres de la délégation, M. Alain Piniel.

D'autres syndicats se montrent cependant plus critiques : la CFTC des personnels en tenue a déploré le

« laxisme dont ont bénéficié les meurtriers récidivistes permissionnaires en cavale », et l'Union des syndicats catégoriels (USC), demande « une approche objective et réaliste du problème des permissions de sortir et de l'exécution des peines pour les condamnés dangereux, et le rétablissement de la peine de mort pour les auteurs de crimes particulièrement odieux, dont l'agression de policiers ».

La Chancellerie a rappelé que le taux d'échec des permissions accordées, chaque année, à environ douze mille détenus, n'était que de 1,2 %.

A Perpignan, l'état de santé des trois policiers blessés lors de la fusillade est stationnaire. L'un des malheureux, Alain Raspaut, vingt-neuf ans, grièvement blessé d'une balle dans la poitrine, était dans un état très grave jeudi en fin de matinée.

A la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille

Les surveillants maintiennent leurs accusations contre la direction

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Au cours d'une conférence de presse organisée devant la prison, jeudi 25 août, l'intersyndicale FO, l'UAP, CGT et SNAP des surveillants de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille a réitéré les accusations portées contre la direction dans un récent communiqué (le Monde daté 21-22 août). Une déclaration remise aux journalistes dénonce, à nouveau, « l'irresponsabilité et l'incompétence » des responsables de l'établissement « tant au point de vue de la sécurité que de la gestion des personnels ». Selon l'intersyndicale, « le personnel est tenu à l'écart de toute vie créative dans la prison (...) » en raison du « totalitarisme de la direction », et « les activités socio-éducatives se font sans contrôle ni encadrement ». En conséquence, elle a renouvelé sa

demande d'une inspection pénitentiaire et policière, à laquelle elle veut être associée.

Tout en mettant en garde la direction contre « les pressions et les intimidations exercées sur les délégués syndicaux », elle a enfin menacé, si ses revendications n'étaient pas prises en considération « dans les plus brefs délais », de mener « diverses actions jamais utilisées et qui surprendront ».

Les responsables de l'intersyndicale qui avaient revêtu leur uniforme pour donner plus de solennité à leur conférence de presse ont cependant admis que des améliorations avaient été apportées depuis quelques jours dans le fonctionnement de la prison (renforcement de la surveillance sur les chantiers, restriction de la liberté de circulation des délégués de détenus, etc.).

G. P.

Un syndicat pénitentiaire dénonce la situation dans les prisons corses

Dans une lettre ouverte adressée à M. François Mitterrand, l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAF) dénonce « la situation particulière des établissements pénitentiaires en Corse » et « les graves et innombrables difficultés rencontrées par les personnels sur le terrain ».

Dans ce texte, rendu public mercredi 24 août, et adressé également au premier ministre, au ministre de la justice et au directeur de l'administration pénitentiaire, l'UFAF rappelle qu'à la maison d'arrêt d'Ajaccio « le personnel a dénoncé, à plusieurs reprises, les menaces de mort à l'encontre des surveillants, mises d'ailleurs à exécution », estime-t-elle, par « les récents plastiques (un appartement détruit en janvier dernier et un véhicule endommagé en mai) dont ont été victimes deux surveillants de cet établissement ».

« La situation à la maison d'arrêt de Bastia est beaucoup plus explosive », souligne la lettre de l'UFAF, qui poursuit : « Cet établissement très vétuste a connu des améliorations matérielles pour parer aux très nombreuses évasions antérieures, mais les règles élémentaires de sécurité d'une prison n'y sont pas respectées ».

L'UFAF, qui participe aussi activement au mouvement de mécontentement des gardiens de la prison des Baumettes à Marseille (lire d'autre part), demande « une enquête administrative sérieuse » sur la prise d'otages avec armes à la maison d'arrêt de Bastia le 19 juin dernier (le Monde du 21 juin), la construction, « dans les meilleurs délais », de la nouvelle prison de Bastia-Borgo et le remplacement « urgent » de l'actuel directeur de la maison d'arrêt par un « continental transparent » (sic).

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1988 a été tiré à 475 692 exemplaires

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1988 a été tiré à 475 692 exemplaires

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1988 a été tiré à 475 692 exemplaires

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1988 a été tiré à 475 692 exemplaires

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1988 a été tiré à 475 692 exemplaires

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1988 a été tiré à 475 692 exemplaires

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1988 a été tiré à 475 692 exemplaires

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1988 a été tiré à 475 692 exemplaires

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1988 a été tiré à 475 692 exemplaires

Au Portugal

Gigantesque incendie dans le vieux Lisbonne

Lisbonne (AFP). — Un gigantesque incendie était en train de se propager à grande vitesse, le jeudi matin 25 août, dans le vieux centre commercial de Lisbonne où des immeubles entiers étaient déjà complètement détruits par les flammes. Le sinistre s'est déclaré dans un grand magasin qui était encore fermé, mais une personne au moins est morte dans les flammes et trois autres ont été blessées, ont indiqué les autorités. Une épaisse fumée a obscurci le ciel au-dessus du centre de la capitale, où toute circulation a été interdite.

On ignore encore les causes de l'incendie, mais l'agence portugaise Lusa affirme que le propriétaire du magasin où s'est déclaré le sinistre, M. Manuel Martins Dias, est sorti de prison mercredi. Il avait fait l'objet il y a quelques années d'une enquête policière, après avoir été soupçonné d'escroquerie, d'évasion fiscale et d'incendie volontaire dans un autre entrepôt.

Au parquet de Thonon-les-Bains

Indulgence pour le « père justicier »

Jean-Claude Dannemayer, un chômeur de trente-deux ans qui avait pris les employés d'une agence bancaire d'Evian en otage, le jeudi 22 août, dans l'espoir de les échanger contre l'agresseur de sa fille Sandrine, âgée de neuf ans, a été remis en liberté sous contrainte judiciaire, mercredi, après quarante-huit heures de garde à vue (le Monde du 24 août). Les autorités judiciaires de Thonon-les-Bains l'ont inculpé de « violence et vol de fait avec préméditation, avec arme et sur agissement de la force publique » mais n'ont pas voulu retenir la prise d'otages contre ce père de famille traumatisé par le vol de sa petite fille.

Jean-Claude Dannemayer comparait devant un tribunal correctionnel, et non devant une cour d'assises. Le procureur de la République de Thonon-les-Bains, M. Jacques Lacombe, a expliqué que ce père de famille dépressif et sans emploi « n'était pas un preneur d'otages comme les autres, que son arme n'était pas chargée et qu'il n'avait pas mis de bombe dans la banque », contrairement à ce qu'il avait affirmé pour menacer les employés de l'agence.

Il n'avait pas supporté le vol de Sandrine, le 28 juillet, par Patrice Caffi, âgé de vingt-quatre ans, le fils de la concubine de l'immeuble où il habite avec sa famille. Depuis cette agression, il n'avait pas réussi à retrouver le sommeil, rêvait de se venger et avait même prévenu son épouse qu'il souhaitait aller en prison retrouver Patrice Caffi pour se faire justice lui-même. Avant d'entrer dans l'agence bancaire d'Evian, il avait absorbé une forte dose d'alcool.

EN BREF

● ÉTATS-UNIS : M. Dukakis reçoit le soutien de l'AFL-CIO. — Le candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine, M. Michael Dukakis, a reçu, le mercredi 24 août, le soutien officiel de la centrale syndicale américaine, l'AFL-CIO. Le président de la centrale, M. Lane Kirkland, avait auparavant accusé le gouvernement Reagan d'avoir « favorisé la rapacité au lieu des besoins ». — (AFP).

● COLOMBIE : Extradition annulée pour cinq trafiquants de drogue. — Le Conseil d'Etat de Colombie a annoncé, le mercredi 24 août, la levée de l'ordre d'extradition frappant cinq barons présumés du « Cartel de Medellín » que les Etats-Unis veulent juger pour trafic de stupéfiants. Cette décision est conforme à un arrêt rendu l'an dernier par la Cour suprême, jugeant anticonstitutionnelle l'extradition de trafiquants de drogue colombiens aux Etats-Unis. — (Reuters).

● Passage à l'ouest d'un musicien est-allemand. — Le compositeur Johannes Wilmann vient de s'installer avec sa femme et ses deux

Les préparatifs ayant rapidement progressé

La navette spatiale américaine pourrait être lancée fin septembre

La navette spatiale Discovery partira-t-elle fin septembre ou début octobre pour la mission spatiale de quatre jours qui doit marquer le retour des Américains dans l'espace, plus de trente mois après l'explosion de Challenger ? Les étapes franchies au mois d'août indiquent que les principales difficultés sont surmontées et ce calendrier, qui paraissait peu réaliste il y a un mois, devient plus accessible. Mais la NASA n'a pas encore fixé la date précise du vol.

Petit à petit les obstacles se lèvent sur la cheminée qui conduit à une reprise des vols de la navette spatiale américaine. L'étape la plus délicate fut, le mercredi 10 août, au centre spatial Kennedy, l'essai de mise à feu simultanée des trois moteurs de Discovery (le Monde du 12 août). Quatre fois repoussé en raison de défauts divers, touchant en général plus les installations annexes du pas de tir que la navette elle-même, ce test commandait toute la suite de la préparation du vol. Sa réussite fit croître l'optimisme, d'autant que l'analyse, les jours suivants, des mesures faites au cours de l'essai a confirmé le bon comportement des moteurs. Les mesures ont cependant montré la présence d'un peu d'hydrogène autour de la grosse canalisation qui amène vers les moteurs de la navette l'hydrogène liquide stocké dans le grand réservoir externe. Mais l'incident est jugé sans gravité. Placée où elle est, une micro-fuite n'affecte en rien la sécurité, et Discovery peut, à la limite, partir pour l'espace sans qu'elle ait été réparée.

Vint ensuite, le 18 août, l'essai à Brigham City (Utah) d'un propulseur d'appoint volontairement dégradé, essai qualifié par un responsable du futur lancement de « nouveau feu vert sur la route du tir ». Quatorze défauts avaient été volontairement créés dans les divers segments du propulseur, en particulier des fuites dans certains joints, qui permettaient aux gaz brûlants d'atteindre des régions auxquelles ils n'accèdent pas normalement, de manière à tester les redondances dans l'échappement.

Une minuscule fuite de gaz

C'est un défaut d'étanchéité des joints entre deux segments du propulseur qui causa l'explosion de Challenger en janvier 1986, et les joints en question ont été entièrement redessinés. Les nouveaux propulseurs avaient subi avec succès plusieurs essais dans des conditions normales. Ce test sur un propulseur dégradé devait prouver l'existence d'une marge de sécurité suffisante. Cette preuve est faite, sous réserve

que l'étude détaillée des enregistrements faits au cours de l'essai ne montre rien de suspect. Réponse définitive au début septembre. Autre problème en voie de solution : la minuscule fuite de gaz (oxyde d'azote) observée sur l'un des moteurs annexes de la navette — ceux qui ne servent pas au décollage, mais permettent les manœuvres en orbite. Bien que son débit soit infinitésimal — un ingénieur de la NASA faisait remarquer qu'une voiture pourrait rouler plusieurs mois avec de telles fuites dans ses pneus — il n'était pas possible de laisser les choses en l'état. La faiblesse de cette fuite fit que l'on mit longtemps à la localiser. On finit par juger qu'elle venait d'un raccord entre deux tuyaux. Or ce raccord était difficilement accessible. La solution naturelle aurait été de ramener la navette dans son hangar d'assemblage et de démonter le moteur. Le coût en aurait été de deux mois de retard. Les ingénieurs ont trouvé une autre solution : « installer dans la suite de la navette, découper deux ouvertures dans la paroi arrière de celle-ci, deux autres dans l'enveloppe du moteur ».

Cela a permis, vendredi 19 août, à un technicien travaillant dans des conditions quelque peu acrobatiques, de placer autour du raccord une sorte de bride, puis d'injecter dans celle-ci une pâte plastique qui devrait bloquer la fuite. La suite du programme était l'obturation des ouvertures, puis un remplissage des tuyauteries et une recherche de gaz au spectromètre de masse. Les premières mesures semblent indiquer que la fuite a bien été obturée, mais d'autres vérifications sont en cours.

Implicé dans plusieurs affaires de drogue

Un des chefs du banditisme marseillais est extradé par la Belgique

Considéré comme l'un des chefs du banditisme marseillais, déjà condamné pour trafic de stupéfiants, Francis Vanverbergh, surnommé « Francis le Belge », a été extradité de Belgique, mercredi 24 août, et devait être présenté, jeudi, au juge d'instruction marseillais qui a délivré contre lui un mandat d'arrêt international pour trafic de drogue, avait été libéré le

28 juin 1984. Il a été arrêté à Bruxelles le 30 mars dernier sur la demande des autorités françaises. Lors de la perquisition de l'appartement qu'il occupait, une fausse carte d'identité avait été découverte et Francis Vanverbergh avait été condamné le 22 juin à une peine de six mois d'emprisonnement à Bruxelles pour détention de faux papiers.

C'est après avoir bénéficié des révélations de Scapula que le juge marseillais, M. Michel Debacq, a délivré contre lui, le 29 mars, un mandat d'arrêt international. Selon Scapula, condamné en octobre 1987 en Suisse à une peine de vingt ans de réclusion, un certain Claude Raffaelli et un complice auraient convoyé, vers la fin de l'année 1984, vingt kilogrammes d'héroïne entre l'Europe et les Etats-Unis pour le compte du Belge. Toutefois, selon l'avis rendu le 16 juin par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bruxelles, Francis le Belge ne pourra être poursuivi à Marseille que pour des faits commis sur le territoire français.

PROMOTION D'ÉTÉ

32 890 F ht 28 800 F ht

MACINTOSH II

1 Mo de mémoire centrale + disque dur interne 40 Mo Apple + écran monochrome 12" haute résolution + clavier + souris + Multitasker + Hypercard

jusqu'à 30 août inclus 9 h - 19 h du lundi au vendredi

KA - 14 rue Magellan - 75008 Paris téléphone 47 23 72 00 métro George V - Parking gratuit

LE BON CÔTÉ DE LA MODE

CHEZ RODIN

LES PRIX

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TAPIS PERSANS

FAITS MAIN exceptionnellement soldés à

30% 50%

et à

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8^e)

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE

Pékin, Moscou et le Cambodge

U... mois après le... de Pékin, Moscou et le Cambodge... M. Hun Sen.

... de la situation... M. Hun Sen.

C'est... de la situation... M. Hun Sen.

... de la situation... M. Hun Sen.